

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX
DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

« Le monde a changé. Aujourd'hui, beaucoup de gens se retrouvent dans une grande solitude, et les liens traditionnels de solidarité, de fraternité, puisqu'il s'agit beaucoup de fraternité face à la maladie, face à la souffrance, se sont distendus, et il est plus difficile de vivre la maladie, surtout ce type de maladie qui interroge beaucoup, et qui interroge aussi tout de suite, bien sûr, sur ce qui n'échappera à aucun, notre mort à venir. »

Dominique VERSINI

*Secrétaire d'État chargée de la lutte
contre la Précarité et l'Exclusion,
conseillère régionale d'Ile-de-France*

*« [...] Il n'y a pas de magie, juste un combat opiniâtre,
juste une lutte toujours recommencée après. »*

Jean-Paul HUCHON

Président du Conseil régional d'Ile-de-France

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX

contre le Sida

Sous le Haut Patronage de

M. Jacques CHIRAC

Président de la République

Sous la Présidence de

M. Jean-Paul HUCHON

Président du Conseil Régional d'Ile-de-France

et avec les

Conclusions de

M. Jean-Louis DEBRÉ

Président de l'Assemblée nationale

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

23 novembre 2002



MILDT

REMERCIEMENTS

à **Dominique AGU, Philippe AURILLON, Françoise BERGOU-GNIOU, Jean-Bernard BOLVIN, Nicolas BOUCHER, Odette DROUDUN, William HO VAN CAM, Thierry JOLIVEL, Frédéric LATOUR, Stéphanie MALISZEWSKI, Béatrice NOËLLEC, Michèle PARION, Claire PECQUEUR, André STAUT, Laurent VIRET, Michèle VOISIN.**

les dévoués bénévoles d'ELCS

à la **MILDT**, à la **société GlaxoWelcome**, à **Schering-Plough**, à la **Division Sida de la DGS**, et au **Conseil régional d'Ile-de-France**,

pour leur parrainage

à **Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Claude CHIRAC, Bertrand DELANOË, Raymond FORNI, Dominique GILLOT, Christophe GIRARD, Jean GLAVANY, Alain JUPPÉ, Roger KAROUTCHI, Jacques PELLETIER, Serge POINSOT et Bernard STASI.**

pour leur constant soutien

à **Jean-Paul HUCHON**,

*pour le soutien engagé qu'il a apporté
à ces Septièmes États généraux*

à **Sheila**,

*pour sa constante et efficace action sur le terrain,
aux côtés des élus d'ELCS*

à **Hubert**,

mort du sida le 9 mai 1994

BUREAU D'ELCS

Présidente d'honneur : SHEILA

PRÉSIDENT-FONDATEUR : Jean-Luc ROMERO

Conseiller régional d'Ile-de-France
Vice-président du CRIPS Ile-de-France

CONSEILLER MÉDICAL, MEMBRE DU COMITÉ D'HONNEUR :

Dr Jacques LEBAS

Président d'honneur de Médecins du Monde

TRÉSORIER :

Philippe LOHÉAC

VICE-PRÉSIDENT(E)S :

Dr Ahmad AKKARI

Conseiller municipal de Perpignan

Jean-Marc BORELLO

Délégué général des associations SOS
Président d'ARCAT SIDA

Philippe DUCLOUX

1^{er} Adjoint au maire du XI^e Arrondissement de Paris

Sylvette FAYET-FRANCOU,

Conseillère municipale de Nîmes

Anthony MANGIN,

Adjoint au maire de Drancy

Richard TIBERINO,

Conseiller général du Gard
Adjoint au maire de Nîmes

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Daniel CHAZAL, Conseiller municipal de Saint-Martin-d'Hères

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

Michèle VOISIN, Adjointe au maire de Saint-Laurent-du-Var

Annick MARGHIERI, Adjointe au maire de Saint-Mandé

SECRÉTAIRES NATIONAUX :

Michèle PARION, André STAUT

COMITE D'HONNEUR

M. JEAN-CLAUDE ABRIOUX, DOCTEUR BERNARD ACCOYER, M. HENRI-JEAN ARNAUD, M. RAYMOND-MAX AUBERT, MME MARTINE AUBRY, M. DOMINIQUE AUFFRET, M. JEAN-MARC AYRAULT, MME ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN, M. EDOUARD BALLADUR, MME BRIGITTE BALLOT-LENA, M. JACQUES BARROT, MME MICHÈLE BARZACH, M. DOMINIQUE BAUDIS, M. PIERRE BEDIER, M. JEAN-MICHEL BELORGEY, M. PIERRE BERGE, M. CHRISTIAN BERGELIN, M. JEAN-LOUIS BERNARD, M. MICHEL BERSON, M. JEAN-LOUIS BIANCO, M. JÉRÔME BIGNON, M. BERNARD BIRSINGER, M. ERIC BLANC, M. PATRICK BLOCHE, M. JEAN DE BOISHUE, MME MARIE-THÉRÈSE BOISSEAU, M. PIERRE BONTE, M. GEORGES BORDONOVE, M. JEAN-MARC BORELLO, M. JEAN-LOUIS BORLOO, M. FRANCK BOROTRA, M. BERNARD BOSSON, DOCTEUR CLAIRE BOUGARAN, M. DIDIER BOULAUD, MME EMMANUELLE BOUQUILLON, M. BRUNO BOURG-BROC, M. MALEK BOUTIH, M. JEAN-PIERRE BRARD, M. DOMINIQUE BUSSEREAU, PR CHRISTIAN CABAL, M. HENRI CAILLAVET, DOCTEUR ALAIN CALMAT, M. ROBERT CALMEJANE (+), M. GILLES CARREZ, MME ANNY CHANCEL, M. HERVÉ DE CHARRETTE, M. JEAN-PIERRE CHEVENEMENT, MME RÉGINE CHOUKROUN, M. ALAIN CLARY, M. GEORGES COLOMBIER, M. YVES CONTASSOT, M. JEAN-FRANÇOIS COPE, MME EDITH CRESSON, M. ALAIN DANAND (+), M. XAVIER DARCOS, PR BERNARD DEBRE, M. JEAN-LOUIS DEBRÉ, M. JEAN-FRANÇOIS DEHECQ, M. BERTRAND DELANOË, M. MICHEL DELEBARRE, M. JEAN-PAUL DELEVOYÉ, M. CHRISTIAN DEMUYNCK, M. LÉONCE DEPREZ, M. JACQUES DONNAY, M. FRANÇOIS DOUBIN, PR PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, M. GUY DRUT, MME ELISABETH DUFOURCQ, M. YVES DUTAIL, M. FRÉDÉRIC EDELMANN, DOCTEUR XAVIER EMMANUELLI, M. HUBERT FALCO, M. ALAIN FERRY, M. FRANÇOIS FILLON, M. RAYMOND FORNI, M. JEAN-LOUIS FOULQUIER, M. BERNARD FOURNIER, PR JEAN-ALBERT GASTAUT, M. JEAN DE GAULLE, M. HERVÉ GAYMARD, PR MARC GENTILINI, MME DOMINIQUE GILLOT, M. MICHEL GIRAUD, M. JEAN GLAVANY, M. CLAUDE GOASGUEN, DOCTEUR BERNARD GRANJON, PR CLAUDE GRISCELLI, M. FRANÇOIS GROSDIDIER, M. JACQUES GUYARD, M. EDMOND-LUC HENRY, MME FRANÇOISE HOSTALIER, M. PIERRE-RÉMY HOUSSIN, M. JEAN-PAUL HUCHON, M. MICHEL HUNAULT, M. DIDIER JAYLE, MME SYLVIE JOLY, M. CHARLES JOSSELIN, M. ALAIN JUPPE, PR MICHEL KAZATCHKINE, M. BERTRAND KERN, M. NACER KETTANE, MME FLORENCE KUNTZ, M. ANDRÉ LABARRERE, M. BRICE LALONDE, M. JACK LANG, MME DANIELLE LE ROUX, DOCTEUR JACQUES LEBAS, DOCTEUR PHILIPPE LEGRAS, M. JACQUES LEGROS, M. FRANÇOIS LEOTARD, MAÎTRE CORINNE LEPAGE, MME MARIE-NOËLLE LIENEMANN, M. ANTOINE LION, MME NICOLE MAESTRACCI, M. MARTIN MALVY, M. NOËL MAMERE, DOCTEUR JACKY MAMOU, M. PHILIPPE MARCHAND, M. THIERRY MARIANI, MAÎTRE MAUD MARIN, M. JEAN MARSAUDON, M. PATRICE MARTIN, PR CHRISTIANE MARTY-DOUBLE, M. JACQUES MASDEU-ARUS, M. MARIUS MASSE, PR JEAN-FRANÇOIS MATTEÏ, M. HENRI MAUREL, M. PIERRE MAUROY, M. ROGER MEÏ, M. HAMLAOUI MEKACHERA, M. JEAN-LUC MELENCHON, M. JEAN-PIERRE MICHEL, PR MAX MICOUD, DOCTEUR CLAUDE MONCORGE, M. PIERRE DE MONTVALLON, MME NANA MOUSKOURI, PR YVES MOUTON, M. ROLAND NUNGESSER, M. JEAN D'ORMESSON, MME FRANÇOISE DE PANAFIEU, M. ROBERT PANDRAUD, M. MICHEL PELCHAT, M. JACQUES PELLETIER, M. DOMINIQUE PERBEN, M. JEAN-JACQUES DE PERETTI, M. PIERRE-ANDRÉ PERISSOL, PR DOMINIQUE PEYRAMOND, M. PATRICK POIVRE D'ARVOR, PR ALAIN POMPIDOU, M. CHRISTIAN PONCELET, M. JEAN-PIERRE RAFFARIN, M. JEAN-BERNARD RAIMOND, M. ERIC RAOULT, MME LINE RENAUD, M. JEAN-JACQUES ROBERT (+), M. GILLES DE ROBIEN, PR WILLY ROZENBAUM, M. YVES SAINT LAURENT, M. NICOLAS SARKOZY, M. MAURICE SCHUMANN (+), M. PHILIPPE SEGUIN, M. JEAN-PIERRE SOISSON, M. BERNARD STASI, M. ALEX TAYLOR, M. GUY TEISSIER, M. PIERRE TESTAS, M. JEAN TIBERI, M. JACQUES TOUBON, MME CATHERINE TRAUTMANN, M. GEORGES TRON, M. DANIEL VAILLANT, MME VANDA DE VASCONCELOS, M. PHILIPPE VASSEUR, MME SIMONE VEIL, MME DOMINIQUE VERSINI, MME FRANÇOISE DE VEYRINAS, MME DOMINIQUE VOYNET, M. ANTOINE WAECHTER, M. PIERRE-ANDRÉ WILTZER.

SOMMAIRE

PRÉSENTATION ET ACCUEIL DES INTERVENANTS,
par **M. Jean-Luc ROMERO**, président d'ELCS, conseiller régional d'Ile-de-France, vice-président du CRIPS Ile-de-France.....15

ACCUEIL DES ÉLUS ET DES PARTICIPANTS,
par **M. Philippe LOHÉAC**, trésorier d'ELCS16 - 17

MESSAGE DE M. JACQUES CHIRAC, Président de la République, ..18 - 19

OUVERTURE DES SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX D'ELCS, par
M. Jean-Paul HUCHON, président du Conseil régional d'Ile-de-France 20 - 23

MESSAGE DE M. CHRISTIAN PONCELET, président du Sénat,
lu par **M. Roger KAROUTCHI**, sénateur des Hauts-de-Seine, conseiller régional d'Ile-de-France24 - 26

INTERVENTION DE M. WILLY ROZENBAUM, chef du service des maladies infectieuses et tropicales à l'Hôpital Tenon26 - 30

INTERVENTION DE M. ERNEST N'KOUMO MOBIO, ancien maire d'Abidjan, coordinateur de l'Alliance des maires et responsables municipaux sur le VIH/Sida en Afrique30 - 33

TABLE RONDE

« VERS UNE MOBILISATION NATIONALE ET INTERNATIONALE »

Présidence :
Monsieur Antonio UGIDOS,
directeur du CRIPS Ile-de-France

« Pour une jeunesse plus solidaire », par **M. Luc BARRUET**, directeur de Solidarité Sida34 - 37

« Prostitution et vulnérabilité au VIH », par **Mme Camille CABRAL**, directrice du PASTT, conseillère du 17^e arrondissement de Paris.....38 - 39

« La coopération décentralisée au service de la lutte contre le sida », par **M. Christian FEUILLET**, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des actions internationales et européennes39 - 42

« Pour une pornographie responsable », par **Mme Brigitte LAHAIE**, animatrice sur RMC Info42 - 43

« Pour une meilleure mobilisation des élus locaux », par **M. Anthony MANGIN**, vice-président d'ELCS, adjoint au maire de Drancy43 - 45

« Parcours d'un ex-usager de la drogue à travers le militantisme associatif et l'auto-support », par **M. Didier ROBERT**, coordinateur d'Espoir Goutte d'Or45 - 47

« Pourquoi faire de la prévention dans les lycées », par **M. Antonio UGIDOS**, directeur du CRIPS Ile-de-France.....47 - 52

Questions de la salle52 - 56

« **BILAN ET PERSPECTIVES DU PLAN TRIENNAL DE LA MILDT** », par **M. Didier JAYLE**, président de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et Toxicomanie56 - 60

MESSAGE DU PR JEAN-FRANÇOIS MATTÉI, ministre de la Santé
lu par **M. Alain GRIMFELD**, conseiller auprès du ministre61 - 67

INTERVENTION DE MME DOMINIQUE VERSINI, secrétaire d'Etat chargée la lutte contre la précarité et l'exclusion, conseillère régionale d'Ile-de-France67 - 70

MESSAGE DE M. BERTRAND DELANOË, maire de Paris, lu par **Mme Anne HIDALGO**, première adjointe au maire de Paris70 - 73

INTERVENTION DE M. PIERRE BÉDIER, Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la Justice.....73 - 76

INTERVENTION DE M. JEAN-LUC ROMERO, président d'ELCS, vice-président du CRIPS Ile-de-France, conseiller régional d'Ile-de-France77 - 83

CONCLUSIONS PAR M. JEAN-LOUIS DEBRÉ, président de l'Assemblée nationale.....83 - 88

ANNEXES

• Remerciements	7
• Bureau d'ELCS	8
• Comité d'Honneur.....	9
• Manifeste	89
• Le combat pour la vie	91
• Bulletin d'adhésion	93
• Photos.....	48 - 49 - 50

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Conseil Régional d'Ile-de-France

SAMEDI 23 NOVEMBRE 2002

(La séance est ouverte à 9 heures 15)

*Vers une mobilisation nationale
et internationale*

M. Jean-Luc ROMERO (*Président des Elus Locaux Contre le Sida*) – Bonjour à tous ! Excusez-nous du retard malheureusement habituel dans ce genre de manifestation. Je voudrais saluer déjà Dominique GILLOT, ancienne Ministre de la Santé, qui est une fidèle parmi les fidèles et qui est une des femmes de cœur d'ELCS, qui va être aujourd'hui, malheureusement, une des seules, puisque Roselyne BACHELOT, qui était là chaque année, ne sera pas là aujourd'hui – elle nous a donné un message –, Sheila, qui a un certain nombre de problèmes, ne sera pas là non plus, et Michèle BARZACH, qui vient de perdre son papa, ne sera pas là. Vous voyez, Dominique, que vous allez être bien seule pour représenter les femmes de cœur d'ELCS !

Je donne la parole à Philippe LOHÉAC.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

ACCUEIL DES PARTICIPANTS

par M. Philippe LOHÉAC, trésorier d'ELCS

M. Philippe LOHÉAC (*Trésorier des Elus Locaux Contre le Sida*) – Il était indiqué que c'était moi qui faisais l'accueil, mais Jean-Luc a eu la gentillesse de vous accueillir. Donc je me dispenserai de cette partie. J'avais préparé un texte. Nous sommes déjà en retard. Je veux simplement vous remercier d'être là. Les États Généraux d'ELCS interviennent toujours le matin. Nous fournissons les cafés pour que vous soyez en forme. Merci d'être là. Il est très important que vous participiez à cet espace de liberté qu'a ouvert Jean-Luc à la fois aux élus de France et à toutes les personnes qui sont intéressées par cette terrible maladie. Il est important de conserver cet espace qu'il a ouvert.

Vous avez lu le programme. Il y a quelques changements. Je vais simplement vous l'expliquer un peu : ainsi nous passerons directement aux intervenants. Jean-Luc prendra la parole juste après moi pour lire le message que nous a transmis cette année encore, comme il le fait souvent, le Président de la République. Il sera suivi par le Président du Conseil régional, qui une fois encore est parmi nous. Il est parmi nous quand il est chez lui, il est parmi nous aussi quand il est ailleurs. Il est toujours très fidèle, et je le salue à double titre, d'abord en tant que trésorier, car il est un élément moteur de notre dispositif. Je pourrais vous en dire un mot, mais ELCS ne connaît pas plus de difficultés que l'ensemble des associations. Nous avons des problèmes de trésorerie énormes. Si nous arrivons à avoir des subventions, nous avons toujours beaucoup de difficultés avec ces personnes que nous ne connaissons pas mais qui sont là pour être les contrôleurs, qui sont toujours là pour vous dire que vous n'avez pas le bon tableau. Nous sommes submergés par des problèmes de trésorerie, nous avons des problèmes de pérennité, mais je pense que ce sera évoqué par d'autres que moi.

Ensuite le message du président du Sénat, Christian PONCELET, sera lu par notre ami Roger KAROUTCHI, sénateur, que je salue ici, puis le professeur Willy ROZENBAUM interviendra aussi. Je voudrais lui dire que j'ai de l'estime pour ce qu'il est objectivement – c'est un professeur que vous connaissez – et puis pour ce qu'il fait pour assurer d'une façon bien particulière la pérennité de notre association, et pour cela je voudrais lui dire toute mon affection et la confiance que j'ai dans son travail.

L'ancien maire d'Abidjan interviendra ensuite. Je voudrais associer à sa présence les responsables d'AMICAAL qui sont ici quelque part dans la salle, ainsi que les personnes d'ONUSIDA qui travaillent sur un programme qui me semble très intéressant,

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

auquel nous allons nous associer, le programme City AIDS. Nous avons beaucoup réfléchi sur le terme. C'est une sorte de mode d'emploi, en fait, pour les collectivités locales, d'un certain nombre d'expériences qui se sont menées pour essayer d'étendre cela à l'ensemble des villes concernées par les problèmes de Sida. C'est un travail intéressant. Des brochures sont à votre disposition à l'extérieur, si vous voulez plus de renseignements là-dessus.

Viendra ensuite la table ronde. Nous la faisons chaque année, cette table ronde. Vous verrez qu'à la fois par son programme et son déroulement – elle est non consensuelle, dit en général Jean-Luc pour la qualifier – elle est très intéressante. Elle peut réserver quelques surprises. Pardonnez encore une fois à Michèle BARZACH, qui ne pourra pas la présider, mais Antonio UGIDOS, qui est le tout nouveau directeur du CRIPS, présidera cette table ronde.

Didier JAYLE interviendra : c'est lui le nouveau Président de la MILDT. Je voudrais lui associer son prédécesseur, Nicole MAESTRACCI, qui était là chaque année avec nous. Dominique VERSINI et Pierre BÉDIER, Secrétaires d'État, interviendront ensuite. Bertrand DELANOË n'est pas parmi nous mais Anne HIDALGO nous lira son message. Vous avez été comme nous choqués par ce qui lui est arrivé. Nous avons beaucoup d'affection pour lui, il nous aide beaucoup. Nous voudrions lui envoyer un message d'amitié aujourd'hui.

Le Professeur MATTÉI nous transmettra un message ensuite. Excusez SHEILA : la mort de ses parents et divers soucis ont eu provisoirement la peau de son énergie, qu'elle déploie si fort pour nous. Et puis un spot a été tourné avec le concours du maire de Vigneux-sur-Seine, qui a permis de tourner ce spot sur la réinsertion des malades du Sida et la réinsertion par le travail. Je voudrais remercier tous les acteurs que j'ai vus ici. Ils ont fait un travail bénévole pour faire ce spot. C'est vraiment un spot de qualité, qui passe sur les chaînes. Il y a des programmations sur TF1, sur Canal Plus, et c'est très bien.

Enfin Jean-Luc apportera son message traditionnel et la clôture de nos travaux sera effectuée par le Président de l'Assemblée nationale. Puis en guise de divertissement vous aurez un concert du Chœur Mélo'Men. Vous êtes beaucoup à le connaître. Ce sera très intéressant. Ce sera notre petite conclusion musicale.

Et je voudrais associer aux remerciements que j'ai formulés au début de notre intervention (nous avons eu cette année beaucoup plus de difficultés, encore que les autres années à organiser ces États Généraux, Odette DROUDUN, Juliette ROSSET-CAILLER et Jean-Bernard BOLVIN, qui ont vraiment fourni un travail de qualité pour que vous soyez là et que cela se passe sans accroche. S'il y a un petit problème, pardonnez-nous, et l'an prochain nous vous compterons parmi les bénévoles pour organiser. Merci beaucoup !

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Je vais vous lire le message du Président de la République, que je découvre en même temps que vous.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

MESSAGE
DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC,
Président de la République

« Monsieur le Président du Conseil régional, Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, cette année encore je suis heureux de m'associer à vos travaux ainsi qu'à la nouvelle mobilisation nationale et internationale que vos États Généraux s'appêtent à lancer à l'approche de la Journée mondiale du 1^{er} décembre.

Voilà déjà vingt ans que le professeur MONTAGNIER – auquel il faut associer bien sûr le professeur ROZENBAUM – a découvert le virus du Sida. Depuis cette date, les chercheurs n'ont cessé de travailler à la mise au point de traitements, à l'élaboration d'un vaccin efficace. Les avancées enregistrées sont importantes. Grâce aux trithérapies, et de façon plus générale aux multithérapies, des vies ont été épargnées. Le confort des traitements a été amélioré. Ces victoires médicales viennent conforter l'engagement des personnes malades et de tous ceux qui luttent à leurs côtés contre ce terrible fléau. D'autres batailles pourront être gagnées grâce à une recherche encouragée.

L'histoire du Sida est aussi celle de la mobilisation de la société contre une épidémie – une mobilisation que les associations et les élus locaux ont très tôt initiée et qui a permis d'infléchir le nombre de nouvelles contaminations. Cette mobilisation requiert aujourd'hui un nouvel élan. Il doit en particulier être mis fin au relâchement de la prévention que l'on a constaté au fil des années, et qui entraîne déjà de redoutables conséquences sanitaires.

En m'associant à vos États Généraux, j'ai souhaité vous dire que l'État prendra ses responsabilités. La présence de deux membres du Gouvernement et du Président de l'Assemblée nationale à vos côtés en témoigne, comme les messages de sympathie et de soutien que vous ont adressés le président du Sénat et le ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées.

Il nous faut affirmer une solidarité internationale de grande ampleur sur les fronts de la prévention et des soins dans le monde. La lutte contre le Sida est une urgence mondiale, pour la paix, pour le développement, pour l'homme tout simplement. On ne le répètera jamais assez, il ne saurait y avoir deux manières de lutter contre le Sida, les traitements au Nord et la prévention au Sud. C'est forte de cette conviction que la France a largement contribué à la création du Fonds mondial contre le Sida, la tuberculose et le paludisme ainsi qu'à la reconnaissance, au sommet de Doha, des principes qui doivent permettre l'accès aux traitements à des prix abordables dans les pays du Sud. La France continue à jouer un rôle moteur dans les négociations en

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

cours au sein de l'OMC, pour lesquelles je forme le vœu d'un proche aboutissement. Elle s'emploiera activement à convaincre les autres membres du Conseil de leur responsabilité partagée dans la lutte contre les maladies graves, et en particulier contre le Sida. Je veillerai à ce que de nouveaux progrès soient accomplis en juin, à l'occasion du sommet du G8 d'Évian.

Je souhaite affirmer mon soutien aux initiatives nombreuses que vous avez prises au niveau local. L'information, base de la prévention, vous doit beaucoup. Vous apportez une attention particulière aux personnes les plus exposées au risque. Je tiens ainsi à rendre hommage à l'action initiée par le Centre régional d'information et de prévention du Sida d'Ile-de-France sous l'impulsion du Docteur Didier JAYLE, qui a rapidement été étendue à sept régions, puis à l'international.

Votre attention est également déterminante pour garantir l'efficacité des soins. Une étude récente sur les femmes et le VIH vient une nouvelle fois de le démontrer, un logement, des revenus suffisants et une prise en charge sociale satisfaisante sont des facteurs déterminants de la réussite d'un traitement. Le soutien social que nombre de collectivités territoriales apportent aux personnes malades constitue un véritable acte d'assistance à personne en danger.

Cette assistance, les élus locaux ne l'ont pas réservée à leurs seuls administrés. Par votre capacité à tendre la main par delà les frontières, vous faites mentir ceux qui craignent que la décentralisation soit porteuse d'une tentation de repli territorial.

La croisade contre cette redoutable maladie ne peut faire l'économie de l'engagement de chacun pour et avec les malades.

Je vous remercie. »

Jacques CHIRAC,
Président de la République.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Je vais maintenant donner la parole au président HUCHON, qui nous reçoit ici, et après Philippe LOHÉAC, je tiens encore à le remercier pour le soutien constant qu'il apporte à Élus Locaux Contre le Sida, et aussi pour le soutien qu'il apporte aux associations de lutte contre le Sida dans cette région, car nous n'avons pas à rougir de l'action qui est menée en Ile-de-France, Ile-de-France qui, je vous le rappelle, est la région de France la plus touchée par le Sida.

(applaudissements)

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

**OUVERTURE
DES
SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX**

*par Monsieur Jean-Paul HUCHON,
président du Conseil régional d'Ile-de-France*

M. Jean-Paul HUCHON (*Président du Conseil régional d'Ile-de-France*) – Monsieur le Président, mon cher Jean-Luc, et je voudrais saluer ici, évidemment, toutes les personnalités qui comme d'habitude nous ont rejoints nombreuses, saluer bien entendu le maire d'Abidjan présent parmi nous, saluer Dominique GILLOT, ancienne ministre, saluer Francine BAVAY, la vice-présidente chargée des Solidarités, le sénateur Roger KAROUTCHI, en même temps notre partenaire au Conseil régional, saluer Jean-Claude BOUCHERAT, le président du Conseil économique et social régional, saluer bien sûr les conseillers régionaux que j'ai aperçus – j'espère ne pas les oublier – à la fois Martine LEHIDEUX mais aussi Joseph TRÉHEL, qui est vice-président du CRIPS, Bernard LEHIDEUX, et saluer bien sûr des élus que j'ai reconnus dans la salle, sans peut-être les avoir tous aperçus, mais je salue avec amitié Roxane DECORTE et d'autres élus. Et puis je voudrais saluer Antonio UGIDOS, qui a pris la succession de Didier JAYLE au CRIPS et qui poursuit sa mission.

Je salue aussi, bien sûr, tous les amis d'ELCS qui jouent ce rôle essentiel de traits d'union entre les élus, les populations, devant cette nécessité de lutter avec efficacité, avec opiniâtreté, contre cette terrible maladie.

Je saluerai même dans la salle – c'est un clin d'œil personnel – ceux qui suivent les questions du Sida entre autres à Conflans-Sainte-Honorine.

Nous nous connaissons depuis assez longtemps ; nous collaborons, cher Jean-Luc, dans un climat assez confiant. Nous sommes mus par la volonté de combattre le Sida depuis si longtemps qu'entre nous les paroles convenues, les atermoiements, les facilités du politiquement correct ne sont pas nécessairement de mise.

Je suis venu exprimer ici des sentiments contradictoires, crainte et espoir mêlés, et c'est ainsi que je vous les livre.

Le Sida est une maladie meurtrière et insidieuse. Pour exprimer ce que cela peut être pour des jeunes gens qui sont touchés, j'ai choisi de citer quelques mots de Lou REED, qui est un grand rocker américain et aussi un grand poète, des mots que j'ai retrouvés dans un disque consacré à la maladie et que j'ai offert l'an dernier à Jean-Luc, mais cette fois-ci ce n'est pas du tout la même citation. Je pourrais vous le lire en anglais mais je pense que cela vous ennuerait. La traduction que j'ai essayé de faire moi-même hier soir est la suivante :

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

« Débarrassez moi de ce corps, de cette ombre à côté de moi. Laissez-moi quitter ce corps. Je n'en puis plus de me regarder. Je hais ce corps douloureux que la maladie a lentement déchiré. Quelqu'un, s'il vous plaît, écoutez-moi. Ma main ne peut même plus tenir une tasse de café, mes doigts sont faibles. Je ne peux rien retenir de ce qui tombe. A l'intérieur je me sens jeune et beau, avec trop de choses inachevées, et mon souffle qui s'en va. A l'intérieur je suis jeune et vivace, à l'intérieur je suis vivant. Je veux un peu de magie pour m'envoler loin d'ici. »

Mais il n'y a pas de magie, juste un combat opiniâtre, juste une lutte toujours recommencée après. C'est pourquoi je crains, en effet, l'ampleur de la pandémie dans les pays en voie de développement et l'égoïsme satisfait des pays riches.

J'ai peur pour l'Afrique et déjà ses millions de morts. J'ai peur peut-être plus encore (on en parle moins) pour la Chine, où un pouvoir cynique cache les faits et laisse sans soin malades et contaminés.

J'espère aussi. J'espère lorsque je vois parmi nous un Ernest N'KOUMO MOBIO parler clair et fort, comme tout à l'heure, de la prise de conscience des Africains eux-mêmes, déjà ancienne, et de leurs besoins vitaux de l'aide internationale, de médicaments, de médecins, de dispensaires. Je sais que ces mots finiront par toucher nos cœurs ici et mobiliser nos énergies ici et là-bas.

J'espère quand je vois le CRIPS, notre centre de prévention, nouer des relations partenariales dans le monde qui s'ouvre et se lancer dans des actions nouvelles avec le Bénin, le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire.

J'espère quand j'apprends que le CRIPS de Casablanca pourrait prochainement ouvrir ses portes.

J'espère quand on nous propose d'inaugurer au premier semestre 2003 le CRIPS de Santiago du Chili, auquel nous-mêmes, cher Jean-Luc, et vous-mêmes – et nous allons aller là-bas ensemble – avons tant tenu.

Je crains par contre l'abandon de la prévention en France pour les populations les plus touchées.

Je crains de voir, dans la confusion du débat actuel, des prostitués hommes et femmes, parfois même enfants, considérés non plus seulement comme des victimes mais comme d'éventuels coupables, avec les difficultés pour les associations demain de faire de la prévention auprès de publics plus craintifs qu'auparavant envers l'aide extérieure.

Je crains aussi le retour des maladies sexuellement transmissibles disparues, comme la syphilis.

Je crains le relâchement des pratiques de protection dans la communauté homosexuelle, peut-être un peu trop vite convaincue que la fin du cauchemar est proche, alors que nous savons que le répit constaté n'est déjà plus à l'ordre du jour puisque la maladie progresse à nouveau.

J'espère. J'espère que le budget du CRIPS que je proposerai en 2003, en hausse de 10 %, permettra de pérenniser des postes précaires, car nous avons besoin de pro-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

fessionnels de la prévention, aujourd'hui débordés par l'ampleur de leurs tâches et le " succès " de notre action d'information. Et il faudra aussi mener des actions nouvelles, à la Réunion, par exemple.

J'espère qu'ELCS continuera son combat et que son Président, Jean-Luc ROMERO, gardera sa flamme et ses convictions, cette force qui ne fut pas pour rien dans le recul en France de l'épidémie et qui fut pour beaucoup dans la prise de conscience des élus. Je l'admire pour le courage terrible qu'il a eu de dire les choses, pour ce qui le concerne, dans un livre émouvant, que j'ai lu avec gravité, avec tristesse aussi et le désir sincère de partager tant de douleurs, tant de difficultés et d'absurdité, pour essayer de lui rendre la vie plus légère ne serait-ce qu'un instant.

Je crains encore, pourtant, lorsque je vois partir Nicole MAESTRACCI, qui a porté la MILDT à bout de bras et en force, et puis dans le même temps j'espère quand je vois Didier JAYLE, ancien directeur du CRIPS, notre ami, nommé à la tête de la MILDT en remplacement de Nicole MAESTRACCI. Je connais bien Didier et je sais qu'il continuera de mener le combat contre les tabous et les idées reçues, le combat pour l'avenir. J'ai partagé ses interrogations et son choix, il le fallait. Il devait reprendre cette mission, et d'ailleurs les premières déclarations qu'il a pu faire sont importantes et donneront le sens du travail et du combat.

J'espère, quand la Région Ile-de-France signe une convention triennale avec le festival Solidays de Luc BARRUET, que j'ai aperçu tout à l'heure, pour que ce festival soit pérennisé et que nous ayons pu le faire dans une large unanimité, les groupes de l'Assemblée confondus, afin que ce ne soit pas un travail purement politicien mais quelque chose que nous portons ensemble. Je sais que des milliers de jeunes d'Ile-de-France, à cette occasion, seront informés, écoutés, conseillés, aidés peut-être dans leur solitude et leur détresse.

Je suis venu devant vous sans esprit partisan, bien sûr, – ce n'est pas le lieu ici – pour parler avec mes convictions, avec mes doutes, et aussi avec ma révolte devant cette malédiction. J'ai foi ici en chacun et chacune d'entre nous, chacun à sa place. Je nous sais parfois divisés, adversaires, dans le champ clos de la politique, mais je sais aussi que nous sommes tous mus par la même conception de l'homme, celle qui transcende les clivages et les chapelles, celle qui place au-dessus de tout, avant toute autre considération, la vie des hommes, leur santé, leur rédemption.

Parfois nous pouvons nous opposer mais ce n'est qu'ensemble, et chacun prêchant dans sa paroisse, chacun menant son combat personnel, ce combat personnel étant aussi le combat de l'autre, fût-il un adversaire, que nous pourrions dire un jour : « Oui, le Sida est enfin en voie d'être vaincu », et pour cela il faudra nous retrouver encore de nombreuses fois pour aujourd'hui, si j'ose dire, communier dans le même combat.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Monsieur le Président, pour vos mots toujours justes, et la citation de Lou REED que vous avez prise au début : elle va droit au cœur d'un certain nombre de personnes qui sont ici, qui vivent avec le Sida et qui ont très bien compris ce que vous nous avez dit tout à l'heure.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Je vais maintenant donner la parole au sénateur KAROUTCHI, qui est aussi président du groupe UMP. Et pendant que vous faisiez votre discours, le président LEHIDEUX, du groupe UDF, est arrivé. Donc, je le salue.

M. Roger KAROUTCHI (*Sénateur des Hauts-de-Seine, conseiller régional d'Ile-de-France*) – Monsieur le Président justement, mon cher Jean-Luc, Monsieur le Président du Conseil régional, Monsieur le Président du CESR, Madame la Présidente de groupe, Monsieur le Président de groupe, mes chers collègues élus régionaux et locaux qui nous faites l'amitié d'être là ce matin, je vais vous lire le message du président PONCELET. Mais je voudrais en trois mots, auparavant, vous dire qu'ici en tout cas, au Conseil régional, et vous le voyez par la diversité des élus et leurs appartenances multiples, tout ce qu'a toujours été dans cette Région le soutien au CRIPS, qui date déjà d'une dizaine d'années, le soutien à la lutte contre le Sida à travers les associations, a été une constante qui n'a, dans mon souvenir, jamais divisé les groupes de cette assemblée, et je crois que l'hommage qui a été rendu tout à l'heure par Jean-Paul HUCHON va en réalité, je le dis sans esprit partisan, vraiment aux 209 élus de notre assemblée, qui ont toujours dans la lutte contre le Sida dépassé, transgressé leurs divisions ou leurs différences politiques pour faire en sorte que la lutte soit commune et que l'on dépasse ces critères.

La Région en première ligne dans la lutte contre le Sida

Je voudrais dire aussi que nous avons eu ici même il y a deux jours un débat sur la décentralisation, et que l'une des propositions que je m'appête à faire dans le débat parlementaire, qui vient lorsque la loi organique sera adoptée, sera de proposer, si l'Assemblée en est d'accord, si le Parlement en est d'accord mais aussi si l'Assemblée régionale en est d'accord, que la Région puisse être désignée comme chef de file dans la lutte contre le Sida, la Région Ile-de-France en tout cas, à titre expérimental, les autres aussi si elles le souhaitent, car je crois qu'à travers ce qui a été fait pour le CRIPS, nous avons la capacité, la compétence, probablement des possibilités financières supérieures à celles que l'État peut dégager pour faire en sorte qu'ensemble nous ayons une attitude, un financement, un comportement commun pour lutter contre le Sida.

En la matière, dans la mesure où nous avons ici dépassé les divisions, c'est peut-être ensemble que nous réussirons à faire en sorte qu'aussi bien dans la prévention que dans l'organisation de la lutte contre le Sida les choses se fassent de manière plus dégagée, mais en même temps plus engagée, parce que nous pourrons le faire tous ensemble.

Je voudrais maintenant vous lire, si vous le voulez bien, le message de Christian PONCELET, président du Sénat.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

MESSAGE DE M. CHRISTIAN PONCELET

Président du Sénat

« Monsieur le Président, cher Jean-Luc ROMERO, Mesdames les Ministres, Monsieur le Ministre, Monsieur le Président du CESR, Monsieur le Professeur, mes chers collègues, Mesdames, Messieurs, je suis particulièrement heureux de participer chaque année au rendez-vous des Élus Locaux Contre le Sida. Malheureusement, des contraintes d'agenda et une session parlementaire particulièrement chargée me tiennent, hélas, éloigné de vous. Croyez bien que je le regrette. J'ai donc demandé à mon collègue et ami, Roger KAROUTCHI, de vous délivrer, en mon nom, ce message.

Avant d'entamer mon propos, je souhaiterais formuler un vœu, celui de la disparition de votre réunion car cela signifierait la fin de la pandémie. Malheureusement, année après année, journées de travail après colloques, la situation est la même, la maladie est toujours là et votre engagement, que je salue une nouvelle fois, demeure plus que jamais nécessaire face à l'apparition d'inquiétudes et d'attentes nouvelles.

Signes d'espoir

Cependant, il y a aussi des motifs de se réjouir, et ici je souhaite en évoquer deux principaux : en premier lieu la recherche du vaccin contre le Sida, qui avance, comme l'a annoncé le laboratoire pharmaceutique MERCK de Seattle, en second lieu les déclarations de Steven LEWIS, responsable de l'ONU pour la lutte contre le VIH-Sida en Afrique, qui sont encourageantes car il constate d'importants progrès dans la prévention de la maladie sur ce continent, même s'il déplore encore le manque de moyens financiers qui réduit l'efficacité des efforts gouvernementaux dans ce domaine.

Je fais confiance au Fonds mondial contre le Sida pour remuer les consciences des gouvernements, pour vous engager à jouer un rôle actif, afin de conduire des actions de coopération. Je sais que de nombreux programmes concrets se mettent ainsi en place en Afrique, mais aussi en Amérique latine et en Europe de l'Est.

Autre motif d'espoir : des équipes françaises sont de plus en plus performantes dans leurs travaux sur de nouvelles molécules contre le Sida. Ces chercheurs honorent notre pays, qui doit continuer à prendre toute sa part dans la recherche sur les moyens de vaincre la maladie.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Alors, si parfois l'on peut être touché par la lassitude, pensons qu'il y a mille raisons de dépasser ce stade et d'espérer. Cependant prenons garde à ne pas tomber dans un lâche optimisme, qui nous ferait oublier que jamais autant de personnes qu'aujourd'hui n'ont vécu avec cette terrible maladie et en meurent encore.

Sensibilisation : maintenir la pression

Ne relâchons pas nos efforts dans l'information et la sensibilisation de la population, notamment auprès des jeunes. Consacrons de nouveaux moyens, et pas seulement financiers, aux associations qui remplissent un travail irremplaçable auprès des patients et de leurs familles.

Apportons des réponses aux besoins des malades qui découlent de l'amélioration de leurs perspectives de vie : je pense plus particulièrement à l'accès au logement, au retour à l'emploi, à la lutte contre la solitude.

Il est de notre devoir à nous, élus locaux, de répondre toujours présents aux côtés de nos concitoyens. Donc, au sein d'Élus Locaux Contre le Sida, il nous faut plus que jamais continuer à mettre en commun notre expérience et montrer que dans la vie quotidienne, nos actes valent mieux que nos discours. Quelle que soit notre appartenance politique, nous devons, par le biais de notre association, contribuer à apporter une réponse à la souffrance et à redonner toute sa dignité à l'être humain.

Mon cher Jean-Luc, vous savez que vous pouvez compter sur le président du Sénat que je suis et sur mes collègues pour faire avancer votre combat – je veux dire notre combat. Que ce message soit pour moi l'occasion de vous exprimer toute ma cordiale admiration, tout mon respect pour votre courage, et de vous renouveler mes encouragements pour votre participation primordiale à la politique de santé publique française.

Nous sommes tous ici aujourd'hui pour témoigner d'une même conviction et d'une même détermination. Nous devons croire aux vertus du progrès et favoriser une mobilisation nationale et internationale pour voir enfin enrayé ce fléau.

Je ne doute pas que vos travaux d'aujourd'hui seront le témoignage de la proximité des élus locaux avec tous ceux qui souffrent au plus profond d'eux-mêmes.

Notre combat, Mesdames et Messieurs, est un combat pour la vie, un combat pour l'homme, un combat qui doit mobiliser toutes les énergies. Ce combat, la grande armée des élus locaux y prend toute sa part. Et j'appelle ceux qui hésiteraient encore à s'engager à nous rejoindre sans délai et sans compter. Que chacun d'entre vous ici présents ce matin se fasse le porte-parole de ce message. Vous aurez alors fait œuvre de solidarité et d'humanité.»

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Monsieur le Sénateur, merci, Roger, de nous avoir lu le message du président du Sénat et de nous avoir rappelé à quel point il est important dans cette assemblée, sur la question du sida, que nous soyons tous unanimes.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Avant de donner la parole au Professeur ROZENBAUM, je voudrais saluer Christian FEUILLET, vice-président du Conseil régional, et Brigitte LAHAIE, qui nous rejoindront tout à l'heure dans la table ronde. Je voudrais maintenant donner la parole au Professeur ROZENBAUM, qui est le découvreur du virus, et chacun sait l'attachement que je lui porte. S'il n'était pas là, je ne serais peut-être plus là non plus.

D'autre part vous aurez l'occasion de voir le spot dont vous a parlé Philippe, et c'est le Professeur ROZENBAUM qui est l'inventeur du slogan : « Le Sida se soigne aussi par la politique ». Il découvre et il invente, il est formidable !

LE SIDA SE SOIGNE PAR LA POLITIQUE

par le Professeur Willy ROZENBAUM

Pr Willy ROZENBAUM (*Chef de service des maladies infectieuses et tropicales à l'Hôpital Tenon*) – Merci de me donner l'occasion de défendre quelques idées qui me sont chères et d'essayer de vous les faire partager ce matin, sachant que vous êtes sûrement au moins aussi importants que moi ou que les professionnels que je peux représenter dans la lutte contre le Sida. Vous n'avez, j'espère, aucun doute sur le fait que bien entendu il faut des professionnels, il faut des techniciens, il faut des scientifiques, il faut des médecins, des soignants pour lutter contre une maladie quelle qu'elle soit, mais il faut aussi une société civile qui accueille les patients, qui leur offre non seulement un projet de soins mais aussi un projet de vie. Et qui mieux que vous pouvait offrir ce projet de vie ?

Vous êtes aussi, encore une fois, l'émanation de cette société civile, et j'espère que les quelques idées que je souhaite défendre, vous pourrez les transmettre à vos concitoyens qui, bien entendu, ont moins de chance d'être au cœur de la problématique que pose cette maladie, d'autant que les progrès qui ont été faits ces vingt dernières années ont induit à tort, très largement à tort, et j'espère vous convaincre par quelques faits, une sorte de tranquillité, voire de dénégation nouvelle vis-à-vis de ce fléau qui persiste.

Surtout, malgré ces progrès extraordinaires, – car on peut dire aussi que jamais la science n'a été aussi vite pour répondre à un phénomène médical : en vingt ans on a découvert la maladie, découvert son origine, apporté des traitements, des réponses appropriées aux patients et sinon obtenu la guérison, au moins obtenu des soins tout à fait acceptables, pourrait-on dire, pour en faire bénéficier les patients, et je crois que jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'avons apporté une réponse aussi rapide à un événement épidémique comme celui-là. Peut-on pour autant crier victoire ? Loin de là, et pour un certain nombre de raisons que je souhaiterais vous évoquer ce matin.

Des hôpitaux en difficulté

La première raison, c'est que, y compris en France, car on peut dire que nous sommes

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

dans un des pays où l'on fait bénéficier les patients de ces découvertes avec le plus de rapidité, le plus de diffusion, rien n'est acquis. Vous qui êtes élus, vous savez bien que dans votre travail quotidien, dans tout ce que vous obtenez, parfois il faut déployer plus d'énergie pour maintenir ses acquis que pour les obtenir.

Rien n'est acquis non plus pour nous, et bien entendu la mobilisation des patients, des associations, des professionnels, de la société civile, a permis d'obtenir une réponse globale, a même modifié, peut-on dire, le rapport entre les médecins et les patients, a introduit une nouvelle dimension dans ce rapport et surtout a permis d'envisager que, face à une maladie qui a l'air d'une chose extrêmement technique, on puisse aussi envisager d'apporter d'autres services, et en particulier tout l'accompagnement social, psychologique et culturel nécessaire à des soins de qualité. Il faut savoir que tout cela n'est pas acquis. Je n'en prendrai que quelques exemples.

Il est bien nécessaire, je crois, de sensibiliser aux difficultés actuelles de l'hôpital, pour de multiples raisons dans lesquelles je n'entrerai pas. Or c'est difficile : il ne faut pas cacher qu'elles se répercutent aujourd'hui, dans une maladie dont la majorité des patients ont recours à l'hôpital, sur la qualité des soins et sur l'offre de soins.

On a vu ces dernières années se développer des initiatives intéressantes, des consultations du soir, l'ouverture des hôpitaux de jour, des soins ambulatoires très développés. Donc, l'offre de soins s'est mise à la disposition des patients. Mais moi, je vis quotidiennement le fait que, dans une situation de contrainte croissante des personnels, cette offre de soins diminue, et tout cet acquis est en train de disparaître à cause de ces difficultés.

Prévention : rien n'est acquis

Bien entendu, l'aggravation qui est là aussi – je n'aurai point besoin de beaucoup d'arguments pour vous convaincre des problèmes sociaux – fait que des patients bien connus, grâce effectivement à des possibilités de réinsertion, grâce à des possibilités de logement, ont pu se soigner, ont pu rentrer dans le système de soins. Eh bien, toute précarité nouvelle, toute difficulté nouvelle nous écarte de nouveau de la possibilité de soins. Donc, tout cela est fragile et je dois aujourd'hui dans mon activité quotidienne essayer de ne pas perdre les acquis de ces vingt dernières années à ce sujet, même si par ailleurs des progrès scientifiques peuvent se poursuivre. Il est évident que si tout cela n'est pas maintenu nous ne pourrions pas en faire bénéficier les patients.

Quant à la prévention, qui nous concerne tous aussi, je crois que personne, à moins d'être d'une très grande naïveté, ne peut imaginer que c'est quelque chose qui est définitivement acquis. Qui peut douter de la difficulté de maintenir à un niveau suffisant une prévention énergique sans une action énergique quand il s'agit de se confronter à la réduction de risques dans des situations de plaisir ? On sent bien intuitivement qu'il faut une action permanente, intensive, continue pour lutter en faveur de cette prévention. Or, là je dois dire que nous ne sommes pas dans cette perspective, ni en France ni ailleurs, et je dois dire juste pour témoigner – parfois les témoignages individuels valent mieux que de longs discours – que j'ai trente ans maintenant de pratique médicale. Quand je le dis, je n'arrive pas à y croire, mais c'est vrai. Eh bien, en trente ans, je n'ai jamais vu autant de syphilis, jamais – jamais vu autant

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

de syphilis dans ma pratique médicale !

Pour ceux qui ne le sauraient pas, la syphilis n'est pas une maladie grave. Elle se soigne aujourd'hui, mais c'est une maladie sexuellement transmissible et l'on ne peut imaginer que cette épidémie de syphilis ne s'accompagnerait pas d'une épidémie de VIH. Quand je vous rappelle que les chiffres que nous avons ne nous permettent pas de donner avec précision l'état de la situation d'infection par le VIH avec une stabilité suffisante et dans des délais courts, j'espère que la nouvelle disposition qui permet de déclarer les nouveaux cas d'infection par le VIH comblera ce déficit.

Ce sont là, globalement, les difficultés auxquelles nous avons à nous confronter en France, mais je ne puis aujourd'hui intervenir auprès de vous sans évoquer ce qui depuis maintenant plusieurs mois me préoccupe le plus. Et ce qui me préoccupe, c'est la situation mondiale, parce que nous ne pouvons pas rester indifférents à la souffrance qui, à quelques centaines ou milliers de kilomètres même de nos frontières, atteint des populations en masse. Je ne crois pas que les frontières nous protégeront contre l'épidémie de Sida, car nous vaincrons le Sida partout ou nous ne le vaincrons nulle part.

Je crois que les chiffres, on les égrène, et je ne sais pas s'ils évoquent encore des choses pour vous, mais c'est difficile de ne pas le faire. Même si ces progrès dont je vous ai parlé tout à l'heure sont parfois insatisfaisants, nous avons quelque pudeur à faire part de notre insatisfaction, car ces avancées, on sait que seuls 10 % de la population mondiale concernée par cette maladie en bénéficient réellement.

Dénégation face au fléau

Bien entendu, on parle de nouveaux traitements. On se lamente parce qu'il n'y a pas de guérison. On évoque un vaccin peut-être bientôt, mais je me garderai bien de prévisions. Mais on sait que, même si aujourd'hui nous avons un vaccin à notre disposition, il faudrait sans doute beaucoup plus de temps pour le mettre à la disposition de tous ceux qui en ont réellement besoin. On doit s'interroger aujourd'hui sur la stratégie qu'on doit déployer non seulement pour le découvrir mais le mettre à disposition. Les exemples sont légion. Il existe depuis longtemps un vaccin contre l'hépatite. Pourtant il y a des dizaines de millions de morts d'hépatite dans le monde chaque année. Il y a un vaccin contre la rougeole, et l'on sait qu'il y a plusieurs millions de morts de la rougeole dans le monde. Donc, vous voyez, ne croyons pas que parce que demain la science aura abouti à une découverte, nous aurons pour autant résolu les problèmes, à notre échelle et encore moins à l'échelle planétaire.

Alors, 40 millions de personnes touchées, évaluées bien entendu, 40 millions, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est en tout cas un chiffre qu'il faut garder à l'esprit, et sans doute le double à la fin de cette décennie, 80 millions. Plus de morts dès aujourd'hui que pour l'ensemble des guerres de ce siècle réunies, les guerres mondiales comprises, bien entendu, et les conflits multiples, y compris les plus récents, ceux du Kosovo, ceux du Moyen-Orient. 70 millions de décès prévus en 2020. Comment imaginer que cette catastrophe ne puisse entraîner, là où elle se produit, une déstabilisa-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

tion, des tensions, des conflits dans ces pays du Sud qui sont touchés, et que cette situation ne nous concerne pas et ne se reflètera pas sur nous ?

Alors, on vous en a parlé, et c'est significativement très important, et j'oserai peut-être dire même symboliquement très important, sous l'impulsion de son directeur général, l'ONU a développé une action forte en cherchant à créer un Fonds global de lutte contre les pandémies, le Sida, la tuberculose, etc. Cela a été évoqué, tout le monde est au courant, il a été prévu de récolter 10 milliards de dollars par an. Je voudrais préciser qu'à ce jour seuls 2 milliards ont été obtenus des pays qui étaient censés abonder ce fonds. Alors, manifestement la mobilisation n'est pas là.

J'ai du mal à comprendre comment, marqués par l'émotion provoquée par le terrorisme de la violence, émotion bien légitime, bien entendu, nous continuons à laisser tant de place au silence vis-à-vis du terrorisme de l'indifférence, dont les victimes me paraissent pourtant infiniment plus nombreuses, et ce que l'on investit dans la lutte contre le terrorisme de la violence est, me semble-t-il, sans commune mesure avec celui de l'indifférence, qui mériterait infiniment plus.

Bien entendu, il y a des obstacles, et des prétextes sont trouvés pour que notre engagement ne se concrétise. La situation locale n'est pas favorable. Il vaut mieux investir dans la prévention que dans le traitement. Mais les choses sont compliquées. Il y a un manque d'infrastructures. Mais finalement, même si l'on peut dire que ces obstacles existent, ne devraient-ils pas se heurter à notre volonté farouche de les voir contourner pour les régler ?

Se confronter au problème des ressources humaines

Cependant, bien entendu l'argent ne fera pas tout. Il est indispensable qu'il y ait une réponse globale à la maladie. Il faut apporter des médicaments aux patients mais aussi il faut combattre l'exclusion, combattre la stigmatisation. En effet, que signifie pour ces populations de leur apporter un peu de santé, si en contrepartie ils se voient confrontés à une mort sociale ? Car aujourd'hui, si en France certains peuvent énoncer leur infection, il faut savoir que dans une grande partie du monde, se dévoiler comme infecté par le VIH correspond à une véritable mort sociale.

Donc, tout cela est un travail important, et bien entendu localement. Bien entendu, tout cela signifie un engagement politique important de notre part, mais aussi de la part des gouvernements concernés, et une réorganisation des objectifs de ces gouvernements, avec tous les problèmes auxquels ils ont à se confronter. Si je devais faire cette assemblée au sein d'élus du Sud, en particulier ceux du continent africain, je pense que je ne surprendrais personne en disant que la moitié de ces élus sont contaminés aujourd'hui par l'infection par le VIH, pour des raisons que, j'en suis sûr, votre imagination peut facilement identifier.

Alors, bien entendu, l'engagement politique est important. Il faut des ressources humaines. Il faut se confronter au problème des ressources humaines qui sont peu importantes, et ce sont des choses dont on ne parle pas assez : éduquer les populations contre l'exclusion, lutter parfois même contre des choses dont on n'aime pas parler

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

mais qui existent, contre la corruption, si l'on veut que les choses deviennent efficaces dans ces pays.

Je ne veux pas prendre de votre temps, mais vous savez que ces dernières années nous avons lutté pour défendre des idées de dignité humaine, et parfois peut-être à bon escient, imposer le concept d'ingérence humanitaire, tout cela donc pour défendre la dignité de l'homme. Mais je caresse l'idée que l'époque qui s'ouvre soit l'époque où l'on défendra l'ingérence sanitaire au nom simplement de la défense de la vie. Merci beaucoup.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Professeur. Je voudrais profiter de cette interruption pour excuser le président HUCHON, qui doit malheureusement nous quitter pour aller inaugurer, je crois, un centre pour personnes handicapées, en profiter pour remercier Marie-Christine BOURGEOIS et Jacques GOLDBERG, qui ont beaucoup participé à l'organisation de cette journée. Merci, Monsieur le Président, de nous avoir reçus et merci de votre soutien constant.

Je vais donner la parole à M. Ernest N'KOUMO MOBIO, qui vient d'Abidjan. On connaît malheureusement les événements qui s'y déroulent, et je le remercie d'autant plus d'être à nos côtés pour nous parler de l'Alliance des maires contre le Sida.

LA MOBILISATION DES ÉLUS EN AFRIQUE

par M. Ernest N'KOUMO MOBIO, ancien maire d'Abidjan

M. Ernest N'KOUMO MOBIO (*Ancien maire d'Abidjan, coordinateur de l'Alliance des maires et responsables municipaux sur le VIH-Sida en Afrique*) – Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil régional – qui vient de partir – Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président, je voudrais au nom de l'Alliance des maires et élus municipaux contre le Sida vous exprimer notre profonde gratitude pour avoir associé l'Alliance aux travaux des Septièmes États Généraux de l'association des Elus Locaux Contre le Sida. Cette invitation, en même temps qu'elle nous honore, achève de nous convaincre que le Sida n'a pas de frontières et que c'est ensemble que nous pouvons lutter efficacement contre cette pandémie. Et ce que j'ai vu à Vigneux-sur-Seine et ce que je viens d'entendre à l'ouverture de cette cérémonie m'amène à croire en Dieu, bien sûr, mais aussi à croire en la capacité de l'homme de pensée de faire en sorte que nous vivions un monde meilleur, même si, à entendre le Professeur, nous pensons que les choses ne vont pas aussi vite que nous l'aurions souhaité. Mais le Président Chirac disait que s'il y a une volonté, il y a toujours un chemin, et cette volonté, c'est ce que vous exprimez ici par votre présence. Je voudrais donc vous remercier et remercier tous ceux qui nous ont fait l'amitié de nous inviter.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Sida : 1^{ère} cause de mortalité en Afrique

Mesdames et Messieurs, un proverbe bien de chez nous dit que, tant que les éléphants n'auront pas leur propre historien, l'histoire des chasses tournera à l'avantage des chasseurs, et c'est forts de ce dicton que les maires et responsables municipaux africains, au regard de la gravité de la maladie du Sida, se sont retrouvés en 1998 pour créer l'Alliance des maires et responsables municipaux africains pour lutter contre le Sida. C'est vrai que les chiffres, dans l'état actuel des choses, ne donnent pas une idée réelle de ce que la maladie avance, malgré le formidable effort de la communauté internationale, la maladie progresse encore.

Je voudrais donc vous donner quelques chiffres, pour que vous ayez une idée de ce qui se passe en Afrique, et non pas pour justifier mais pour dire combien les maires africains étaient interpellés.

Aujourd'hui, sur les 40 millions de personnes infectées dans le monde par le Sida, 28 millions vivent en Afrique sub-saharienne. Sur les 13 millions d'enfants orphelins de mère ou des deux parents – ce sont des chiffres que vous connaissez –, les trois quarts vivent en Afrique sub-saharienne. Pour une personne infectée par le virus, 5 à 10 personnes sont directement affectées, socialement, économiquement ou psychologiquement. Ce qui signifie que 180 à 330 millions d'Africains sont infectés ou affectés par le virus, soit presque une personne sur deux.

C'est donc face à cette grave situation que les maires africains se sont engagés. En effet, qui est mieux placé que le maire, parce que plus proche des populations et vivant au quotidien leurs problèmes, pour apporter les réponses pertinentes et appropriées à leur détresse ? Notre Alliance a donc pour objectif de créer un environnement plus favorable, permettant d'aborder des questions, des situations difficiles et de développer des actions concrètes pour soutenir les programmes dans les communautés affectées.

Il s'agit en clair pour l'Alliance de créer un partenariat avec les élus locaux, les partenaires de la société civile, les associations des personnes vivant avec le VIH et les populations en général, de créer un espace plus favorable à la conduite d'actions concrètes au niveau des communes.

Nouveaux champs d'action de l'Alliance des maires

Depuis donc quatre ans, avec le concours d'ONUSIDA et le financement du gouvernement de Namibie, de la municipalité de Windhoek et des Nations Unies, l'Alliance a fait quelques progrès. En effet, avec le concours de l'USAID, l'Alliance a installé à Windhoek, donc, son secrétariat général. Mais, ce qui est plus important, l'Alliance a développé, bien sûr avec le concours d'ONUSIDA, une stratégie à travers un programme intitulé AMICAALL, c'est-à-dire Initiative de l'Alliance des maires pour des actions communautaires locales sur le Sida.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

A ce jour, nous sommes 500 membres de l'Alliance, dans neuf pays africains. D'autres pays s'appêtent à adhérer à cette association. Sur le terrain, les résultats sont encourageants. Nous avons effectivement, à travers nos associations locales au niveau des pays, entrepris des actions de prévention. Au mois de juillet j'étais à une réunion à Lyon et, parlant de Côte d'Ivoire, je disais qu'aujourd'hui nous avons, par les actions de sensibilisation, atteint en Côte d'Ivoire l'ignorance zéro. Je le disais avec beaucoup d'optimisme et beaucoup de sourire. Je pensais que l'ignorance permettait de sensibiliser, que le fait de savoir, l'ignorance zéro, nous permettait d'éviter un certain nombre de situations. Mais en préparant cette réunion, je me suis aperçu en regardant les chiffres que le Sida a progressé de manière sensible en Côte d'Ivoire. Il fallait donc engager d'autres actions dans le domaine des soins à apporter

L'Alliance continue donc son programme de sensibilisation, puisqu'en Ouganda, par exemple, nous avons presque obtenu avec les autres associations un arrêt de la progression du Sida dans ce pays. Cela veut dire que les maires africains ont compris qu'il fallait mobiliser et être en première ligne dans le combat que nous menons.

Je disais tout à l'heure qu'il y a une grande solidarité de la communauté internationale en faveur des actions, même si nous estimons que les choses ne vont pas vite. Mais en ce qui nous concerne, l'Alliance a reçu des concours. Indépendamment des institutions internationales comme l'ONUSIDA, nous avons établi des partenariats avec d'autres associations. Je ne voudrais pas vous ennuyer en les citant mais, de plus en plus, nous coopérons avec des associations qui ont des buts similaires, et l'un des exemples en est, Monsieur le Président, votre association des Élus Locaux Contre le Sida, qui nous a apporté son concours pour le fonctionnement de notre secrétariat et de plus nous assiste au plan des idées.

Unissons nos forces

Monsieur le Président, en répondant à votre invitation je voudrais également vous inviter, vous inviter à partager avec nous nos ambitions et nos espoirs. Nous savons, et c'est ce que nous disons en tête de notre sigle, que c'est ensemble que nous pourrions lutter contre le Sida. Je crois fermement à cette devise. Je crois que l'association des Élus Locaux peut apporter à l'Alliance son savoir-faire. D'autre part, dans le combat que nous menons ce qui manque le plus, ce n'est pas la volonté. Ce sont les moyens qui manquent à l'Alliance. Or, nous pensons que notre manière d'intervention permet de nous adresser directement aux populations concernées, de mobiliser les ressources indispensables et de nous mettre au service de nos malades.

Voilà l'invitation que je voudrais faire à cette association. En venant à cette tribune, j'avais préparé un plaidoyer, un plaidoyer pour cette intervention, pour ce partenariat que nous voulons établir avec votre association, mais après avoir entendu le président du Conseil régional, après avoir entendu le Professeur et d'autres intervenants, je crois que nous sommes, dans cette salle, tous convaincus de la nécessité de construire ensemble ce partenariat pour lutter contre le Sida. J'ai donc en face de moi des hommes et des femmes convaincus de cette nécessité de se mettre ensemble.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Je voudrais simplement vous remercier, vous remercier de nous avoir donné la parole, vous remercier de ce que, de tous les continents infectés, vous ayez une conscience claire que le Sida est aujourd'hui en Afrique la première cause de mortalité et que, si rien n'est fait contre le Sida, l'Afrique risque d'être rayée de la carte du monde.

Les Burkinabés ont l'habitude de dire que ce que le crapaud a de plus noble, de plus cher, appartient au serpent. Si rien n'est fait pour l'Afrique, ce que l'Afrique a de plus cher, c'est-à-dire ses hommes, ses enfants et ses femmes, appartiendra au Sida.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Monsieur le Maire. Bien sûr vous pouvez compter sur la collaboration d'Élus Locaux Contre le Sida et des collectivités françaises puisque, vous le savez, nous poussons les collectivités, régions, départements, communes, à s'engager au plan international dans la lutte contre le Sida, et je pense que Christian FEUILLET va vous en parler dans quelques secondes.

Nous avons, comme dans tous les colloques, un peu de retard, mais nous allons passer maintenant à la table ronde.

Cette table ronde va être présidée par Antonio UGIDOS puisque, comme je l'ai dit en début de séance, Michèle BARZACH a perdu son père et ne peut être là.

Vont donc venir à la tribune Luc BARRUET, directeur de Solidarité Sida, Christian FEUILLET, bien sûr, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des Relations Internationales, Anthony MANGIN, vice-président d'ELCS, adjoint au maire de Drancy, Camille CABRAL, conseillère du 17^e arrondissement, directrice du PASTT, Brigitte LAHAIE, animatrice de RMC Info et Didier ROBERT, coordinateur de l'association Espoir Goutte d'Or, que nous avons visitée récemment, et qui fait un travail remarquable dans le 18^e arrondissement de Paris.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

TABLE RONDE

*présidée par Monsieur Antonio UGIDOS,
directeur du CRIPS Ile-de-France*

VERS UNE MOBILISATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

M. Antonio UGIDOS (*Directeur du CRIPS Ile-de-France*) – Nous allons démarrer cette table ronde. Plutôt que de la présider, comme aurait fait Madame BARZACH, je vais essayer de l'animer, et comme nous avons déjà trente minutes de retard nous allons essayer de faire vite. Je voudrais déjà transmettre à Michèle BARZACH notre amitié et notre soutien dans le moment douloureux qu'elle vit, et démarrer cette table ronde sur la prévention du VIH, la lutte contre le Sida.

Pour qu'elle soit efficace, il faut qu'elle soit à différents niveaux, différents niveaux complémentaires. Il faut qu'il y ait une prévention qui soit généraliste, qui soit nationale, qui est essentiellement à travers la communication, communication grand public, sensibilisation, bruit de fond qui permet de maintenir l'attention et qui permet de légitimer aussi une autre action qui est à un deuxième niveau, une action de pilotage, une action plus ciblée qui favorise la prévention auprès des populations les plus vulnérables.

D'où cette table ronde, ces actions dont nous allons parler, dont nous allons débattre : quelle prévention auprès des jeunes ? Quelle prévention auprès des travailleurs sexuels ? Qu'en est-il d'une pornographie responsable ? Quelle coopération Nord-Sud et quelle coopération internationale sont possibles ? Quel rôle pour les acteurs locaux ?

Pour démarrer je donne la parole à Luc BARRUET, directeur de Solidarité Sida, dont tout le monde connaît l'action.

Pour une jeunesse plus solidaire

M. Luc BARRUET (*Directeur de Solidarité Sida*) – L'entrée en matière était tellement rapide que je n'ai pas eu la précaution de dire quelques mots à Antonio ! Et je dois m'excuser car je vais devoir partir après cette intervention pour des raisons familiales.

Une deuxième chose que je voudrais dire avant de commencer, même si je dois être bref, d'autant plus que nous sommes en retard, c'est qu'il y a environ trois semaines, quand on m'a demandé sur quel sujet je souhaitais intervenir à cette table ronde, nous

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

avons tout de suite proposé le thème de la solidarité, notamment celle des jeunes, pour deux raisons : d'une part parce qu'à Solidarité Sida, cela fait dix ans que nous existons maintenant et que cette association a toujours reposé sur une implication des jeunes – et cela parce qu'à Solidarité Sida, d'une part on défend l'idée, et nous en sommes les témoins quotidiens, que les jeunes sur le terrain de la solidarité sont toujours demandeurs de cette fameuse quête de sens dont on parle souvent, et quand on leur donne les moyens de faire, souvent ils sont les premiers à répondre présents.

Deuxièmement, nous nous sommes rendus compte que souvent cette implication pouvait traduire un comportement, une implication, un sens des responsabilités plus grand, notamment par rapport aux thèmes qui nous concernent. Donc, à Solidarité Sida, nous avons essayé de mettre en place une série d'actions souvent événementielles pour développer une adhésion, un projet, une dynamique, et nous avons capitalisé autour de cette dynamique pour faire en sorte de passer des messages de prévention qui nous semblaient encore plus qualitatifs, en tout cas plus propices à faire évoluer des comportements sexuels.

Donc, nous avons bâti beaucoup d'actions sur ce terrain-là, et je pense qu'en dix minutes, il faut résumer. Je ne passerai pas dix minutes sur ce sujet, mais pour avoir discuté hier avec des bénévoles de Solidarité Sida nous avons préféré prendre le prétexte de cette tribune pour vous exprimer notre inquiétude.

Evidemment, je remercie tout d'abord ELCS de son travail et de nous réunir ce matin, parce que les occasions de pouvoir s'exprimer ensemble et de pouvoir témoigner, tirer des sonnettes d'alarme, sont de plus en plus rares dans la lutte contre le Sida, et celle-ci nous semble importante. Donc, nous en profitons.

A Solidarité Sida, nous sommes très inquiets. Quand je dis « nous », il s'agit des 2000 bénévoles et permanents de Solidarité Sida qui travaillent dans la région d'Ile-de-France et dans le reste de la province. Aujourd'hui, concrètement, le Sida gagne du terrain, cela nous a été rappelé tout à l'heure. Il y a un certain nombre de faits qui sont de nature à ne pas nous rassurer, et à titre personnel, je souhaiterais que lorsqu'on sortira de cette salle, on ne dise pas qu'on a appris plein de choses, qu'on a entendu plein de choses, que les gens ont été trop longs ou trop courts et qu'on passe à autre chose, comme c'est trop souvent le cas. Aujourd'hui, la situation est assez grave pour que chacun fasse l'effort de se battre encore un peu plus longtemps sur ce terrain, car malheureusement, comme je l'ai dit, le Sida gagne du terrain.

Aujourd'hui, l'on peut dire que les crédits d'État, notamment l'extra-hospitalier, continuent de diminuer. Donc, la pression préventive est de moins en moins forte, nous avons tous fait le constat, que ce soit en TD ou sur le terrain, et a priori, les choses ne vont pas s'améliorer. Donc, sur le terrain de la prévention on peut dire qu'on a reculé, que les associations sont de plus en plus fragiles – quand je dis “fragiles” c'est un moindre mot : je pourrais même dire qu'elles ferment leurs portes les unes derrière les autres – et que cela ne risque pas de s'arranger prochainement.

Un deuxième constat, et là je me veux volontairement provocateur, est que les préservatifs sont quand même très peu utilisés. Je pense que c'est bien de le rappeler, c'est bien de ne pas se cacher cette vérité. Beaucoup de choses ont été faites pour que le

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

préservatif soit plus utilisé. Pendant une période nous avons réussi, je pense, à faire en sorte que ce préservatif soit plus utilisé.

Aujourd'hui, d'après notre expérience, à travers nos proches et tous ceux que nous pouvons rencontrer, je pense que le risque zéro chez les jeunes grâce à l'utilisation de préservatifs est très limité. Je rappelle ce qu'est le risque zéro : on se rencontre, on a envie de faire l'amour ensemble. On prend le préservatif systématiquement pendant six ou huit semaines. On va faire un test, on continue de porter le préservatif en attendant les résultats. Quand on a les résultats on enlève le préservatif et bien évidemment après on est fidèle, et si on ne l'est pas on utilise un préservatif. Or cela, concrètement, quand on discute avec les jeunes, très peu le font, et même ceux qui, dans les premiers rapports, utilisent un préservatif, dans la durée ne le font quasiment jamais. C'est une réalité, on n'en parle pas, mais c'est inquiétant : cela veut dire qu'aujourd'hui, il n'y a aucune raison que les choses s'améliorent.

Le troisième sujet qui nous inquiète, c'est que – et dans la salle de nombreuses personnes sont au courant, évidemment – de plus en plus de malades qui ont été sous antirétroviraux, malheureusement, viennent à décéder, et comme l'a dit le Professeur ROZENBAUM, tout à l'heure, on est allé très vite dans le domaine scientifique sur le terrain du Sida, et l'on comprend les raisons qui nous ont poussés tous à aller très vite, mais les trithérapies aujourd'hui montrent de plus en plus leurs limites, et il y a à peine trois jours Solidarité Sida a perdu son secrétaire général, qui avait fait partie des malades les plus rapidement mis sous trithérapie. Et il est décédé il y a trois jours. C'est une réalité, et à Solidarité Sida nous sommes convaincus qu'elle va s'accroître.

Un autre constat qui nous inquiète, c'est que les militants de la première heure de la lutte contre le Sida pour beaucoup sont décédés, et ceux qui restent aujourd'hui, les anciens et les nouveaux, sont de plus en plus fatigués. Nombreux sont dans la salle. Il y en a beaucoup qui s'accrochent, qui se battent, qui ne veulent pas perdre ce terrain qu'ils ont occupé et veulent le défendre. Malheureusement, ils ont de moins en moins d'outils pour le faire et de soutiens pour les encourager. Donc, la réalité du Sida est aussi celle-ci et maintenant on peut se le dire : les militants sont fatigués, déçus et ont de moins en moins de moyens pour se battre.

Un quatrième élément nous semble très très grave : on a parlé tout à l'heure des inégalités entre le Nord et le Sud – je pense que tout le monde est au courant. On a vu le reportage sur la Chine la semaine dernière, on a vu ceux de juillet dernier sur l'Afrique du Sud, on en a vu d'autres. A chaque fois qu'on voit un reportage, on est attristé, alarmé, et puis on oublie. C'est dans l'ordre des choses.

Donc, les inégalités sont de plus en plus grandes. Comme l'a dit le maire d'Abidjan, il y a 40 millions de personnes qui sont infectées ; aujourd'hui à peine 200 000 ont accès au traitement. On se bat, on essaie. Je pense qu'il n'y en a pas beaucoup plus qui auront rapidement accès au traitement, si les choses ne passent pas à la vitesse supérieure. De plus la contribution, vous l'avez signalé tout à l'heure, des pays riches au Fonds mondial mis en place il y a environ deux ans, a à peine atteint le dixième de ce qui était prévu, et aujourd'hui je crois savoir, sans faire de provocation, que la France n'a pas payé sa part à ce Fonds.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Par conséquent aujourd'hui – et je suis le premier à être sensible à la volonté de nos leaders politiques, notamment à l'international, pour défendre la condition des pays du Sud par rapport au Sida – force est de constater que même la France n'a pas versé sa participation. Donc, sur ce terrain-là, nous donnons encore un mauvais exemple, et ce qui est encore plus triste, c'est que les grandes puissances de ce monde qui donnent l'exemple sur ce terrain-là ne sont pas nombreuses.

Donc, je suis content qu'on ait initié des actions dans ce domaine et que les leaders politiques français se soient prononcés sur ce terrain-là et aient fait preuve de courage, parce qu'il en fallait. J'aimerais qu'aujourd'hui l'on aille plus loin et que ce soit suivi d'actes, parce que si la France ne donne pas l'exemple, beaucoup d'autres ne le feront pas. C'est encore une réalité. Mais une avancée significative nous permettrait peut-être d'être un peu meilleurs par rapport à ce qui se passe au niveau de la communauté internationale.

On a fait allusion à la guerre tout à l'heure. En effet on est prêt à dépenser 100 milliards pour faire la guerre au Moyen-Orient. En trouver 7 par an pour faire reculer le Sida, on n'en a pas été capable et on l'a montré.

Aujourd'hui, nous sommes très inquiets à Solidarité Sida, et c'est pourquoi le combat que nous menons, à notre toute petite échelle, sur le terrain de la prévention et de la solidarité des jeunes nous paraît bien peu de chose au regard de la situation, même si nous nous battons avec nos armes et notre détermination, notre enthousiasme. La Région, et je profite de l'occasion qui m'est donnée pour l'évoquer, nous apporte un soutien sans faille depuis quatre ans maintenant, par exemple à travers le projet et le festival Solidays, mais pas seulement.

A Solidarité Sida, nous avons plus de chance que d'autres associations : nous sommes à Paris et en Ile-de-France, et à Paris et en Ile-de-France, il y a une volonté politique affirmée, de tous bords politiques – et je le signale car nous avons appris à travailler avec les différents groupes et à chaque fois nous avons reçu un accueil exceptionnel. Donc, je les salue aujourd'hui, parce qu'ils sont présents dans la salle, pour certains d'entre eux ; d'autres sont partis mais je le leur ai déjà dit. Ce n'est pas le cas d'autres régions en France. Nous sommes privilégiés, nous, Franciliens. Maintenant il y a d'autres régions de France qui devraient être soutenues, notamment la région PACA, où il faudrait qu'on fasse beaucoup parce qu'il y a beaucoup à faire en la matière.

Je suis désolé, Antonio : je sais que sur le thème de la jeunesse et de la solidarité j'avais prévu quelque chose. Mais aujourd'hui ce sont des réalités qu'il faut transmettre, des vérités qu'il faut redire et des constats dont il faut avoir conscience. Maintenant, j'espère qu'ensemble nous serons plus forts. Nous en doutons.

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci, Luc, pour ces rappels. Comme je le disais, nous avons un peu de temps à rattraper. Je passe donc tout de suite la parole à Camille CABRAL, qui est directrice du PASTT, conseillère du 17^e arrondissement de Paris et qui va nous parler de son action.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Prostitution et vulnérabilité au VIH

Mme Camille CABRAL (*Directrice du PASTT, conseillère du 17^e arrondissement de Paris*) – Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs, j'ai ici aujourd'hui une lourde tâche : celle de parler de la vulnérabilité des travailleuses du sexe, et tout d'abord je voudrais dire que je préfère cette terminologie à celle de « prostituées » ou de « prostitution », vu que ces mots sont assez chargés de discrimination et de stigmatisation.

Je me rappelle très bien que lorsque j'étais à l'hôpital Saint-Louis, au début de 1980, j'étais au DAV, au Dispensaire antivénérien, et j'avais une grande proximité avec des populations vulnérables, dont les principales étaient les migrants et les travailleuses du sexe. A ce moment-là, en 1984, M. Luc MONTAGNIER a isolé le virus, et nous, le corps médical, nous étions devant une grande réalité, celle d'une maladie très nuisible, et nous savions qu'il faudrait absolument faire quelque chose, non seulement, pour la population en général, mais aussi pour les groupes vulnérables.

Là, on a commencé à s'organiser : tout d'abord les gays, avec AIDS, Act Up, les associations généralistes, ARCAT, Sol En Si. Les travailleuses du sexe ont aussi commencé à penser à faire quelque chose de ponctuel pour la communauté. Sont nés alors le Bus des Femmes, ensuite le Bus des Trans, et ensuite le Bus des Garçons. C'est dans cette dynamique que je parle ici aujourd'hui, car ces personnes, tout d'abord, ont besoin d'écouter des messages de prévention. Parce que depuis quinze ans, on se bat avec beaucoup de force et beaucoup de conviction pour dire que si ces personnes-là sont criminalisées, sont stigmatisées, sont mises en dehors de tout circuit de droits, qui va payer plus cher ? Premièrement, c'est elles, ensuite leurs clients, et évidemment la santé publique.

Moi, personnellement, je suis une personne réglemmentariste, mais je ne veux pas discuter aujourd'hui des approches réglemmentaristes, prohibitionnistes, abolitionnistes, parce que c'est très compliqué, très complexe et suppose beaucoup de conflits entre plusieurs factions, plusieurs groupes. Au moins, je tiens à vous dire que plus on criminalise cette population, plus on harcèle les clients, plus on spolie ces personnes par l'intermédiaire des forces publiques en ne protégeant pas les endroits où elles travaillent ici, à Paris, à Lyon ou dans les grandes villes de France. Donc, il y a quelque chose à faire, et beaucoup, face à la demande de cette communauté.

Je crois que nous, les élus, nous, les associations de la société civile, devons être très attentifs à ce qui se passe actuellement. Les travailleuses du sexe, devant le Sénat, ont fait savoir ce qu'elles voulaient. Elles veulent parler, elles ne veulent pas que d'autres personnes prennent la parole ou la récupèrent. C'est elles qui doivent dire : « Moi je veux le droit, moi je veux l'accès à la santé, moi je veux l'accès au logement, moi je veux la citoyenneté ».

Je vais être brève, pour vous soulager, en me contentant de signaler une petite convocation pour le 1^{er} décembre, la Journée mondiale contre le Sida. En effet, en empêchant la prévention, cette attitude va provoquer une flambée des infections sexuellement transmissibles, et notamment le Sida. Nous convoquons à défendre nos libertés,

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

légaliser les prestations sexuelles des travailleuses et travailleurs du sexe, femmes biologiques, hommes, autres genres, français ou migrants. Empêcher le renvoi des malades du Sida dans leur pays d'origine sans qu'ils puissent poursuivre leur traitement, empêcher la spoliation des droits des travailleuses et travailleurs du sexe en leur permettant d'avoir une protection policière, sanitaire et sociale. Empêcher l'arsenal répressif d'effacer dix ans de lutte contre le Sida et autres infections sexuellement transmissibles et dire non à la prohibition, non seulement des travailleuses du sexe mais de leurs clients. Empêcher les malades de mourir du Sida dans les prisons françaises, parce que c'est intolérable.

Je vous remercie beaucoup.

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci, Camille, pour ce discours passionné où l'on retrouve effectivement ce que tu défends : que toute marginalisation augmente les risques, que toute marginalisation augmente la vulnérabilité, et la nécessité d'une reconnaissance et d'un soutien qui favorisent la prévention et la citoyenneté.

Nous allons poursuivre avec une autre manière de faire de la prévention, une autre manière de travailler sur la solidarité, sur le plan international. Là, c'est M. Christian FEUILLET, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des Relations Internationales qui va nous présenter la coopération décentralisée dans le cadre de la lutte contre le Sida et le travail que fait la Région Ile-de-France.

La coopération décentralisée au service de la lutte contre le Sida :
l'exemple de la Région Ile-de-France

M. Christian FEUILLET (*Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des Relations internationales*) – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, face à l'ampleur des ravages du Sida, que nous ont rappelés différents intervenants précédents, on peut parfois être assailli de doutes et s'interroger sur les résultats des actions que l'on mène. Plutôt que de céder au découragement, il faut au contraire considérer que chaque action, même la plus modeste, contribue à la mobilisation générale contre cette maladie. C'est dans cet esprit que la Région Ile-de-France a intégré la prévention du Sida dans la coopération décentralisée et dans les actions qu'elle mène avec les collectivités locales qu'elle a comme partenaires à travers le monde.

Ce travail a été engagé dès le début du mandat régional avec le projet de création d'un CRIPS à Santiago du Chili, dont le président HUCHON vous a dit un mot tout à l'heure – les discussions ont eu lieu dès décembre 1998 – et cette action a été amplifiée par l'adoption d'un amendement déposé par Jean-Luc ROMERO lors du vote des orientations de la politique internationale de la Région Ile-de-France en juin 2000. Dès lors, nous nous efforçons d'intégrer cette dimension dans chacune de nos actions de coopération.

On peut peut-être dire en quelques mots comment une collectivité peut agir dans ce domaine.

Notre premier rôle est d'abord de mettre cette question en débat avec la ville ou la

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

collectivité locale partenaire, ce qui ne va évidemment pas de soi à chaque fois. Mais je crois que le fait de pouvoir évoquer ce sujet et le mettre en discussion est déjà un premier pas dans la lutte contre cette maladie. Nous le faisons à chaque fois, à l'occasion de chacun des comités mixtes qui rythment la vie de nos douze accords de coopération.

Le succès n'est pas toujours au rendez-vous. Il est clair que nous avons essuyé à plusieurs reprises des refus polis de nos partenaires, car dans certains pays, ce sujet est encore largement tabou. Mais ce dialogue, parce qu'il est porté par un acteur extérieur, peut aussi permettre de dépasser les tabous que j'évoquais, de faire évoluer les mentalités, et c'est ce que nous avons observé, aussi bien avec la région métropolitaine de Santiago du Chili qu'avec la communauté urbaine de Nouakchott en Mauritanie. Ainsi, notre coopération en cours de discussion avec la région du grand Casablanca devrait permettre la reprise d'un dialogue fructueux entre les autorités locales et les associations intervenant dans la lutte contre le Sida.

Notre rôle est ensuite d'accompagner la collectivité locale partenaire dans la mise en œuvre d'une politique publique ou d'actions en matière de lutte contre le Sida. En effet, dans ce domaine comme dans tous les autres, notre priorité doit aller au renforcement de la collectivité locale en tant qu'opérateur public de base, notamment dans les pays où elle peut être un facteur de rénovation de l'action publique et de renforcement de la démocratie.

Ainsi, nous avons accompagné la région métropolitaine de Santiago du Chili dans la mise en place d'un CRIPS, dont l'ouverture officielle est prévue au printemps 2003. Notre action a porté sur l'aménagement et l'équipement des locaux ainsi que sur la formation du personnel. De même, à la demande de l'Assemblée régionale de Kayes, au Mali, la Région Ile-de-France a permis la mise en place d'une Unité de Conseil et de Soins Ambulatoires au sein de l'hôpital de Kayes.

C'est aussi le soutien aux politiques de sensibilisation des jeunes, avec la fourniture de mallettes pédagogiques élaborées par le CRIPS d'Ile-de-France à l'ensemble des lycées des régions de Kayes ou de Dakar au Sénégal. Et nous avons également organisé il y a maintenant un an et demi, en partenariat avec Radio France International, une campagne de prévention dans la capitale malgache, Antananarivo.

Enfin, le troisième axe de notre intervention est de soutenir les ONG qui œuvrent sur le terrain, toujours sur le territoire des collectivités locales, avec lesquelles nous travaillons. Ainsi, dans la province sud-africaine de Gauteng, qui couvre les villes de Johannesburg et de Pretoria, nous cofinançons un programme important de formation de responsables associatifs. L'objectif est de former 400 responsables d'associations de quartier au montage de dossiers et à la gestion de projets, afin qu'ils puissent accéder plus facilement aux Fonds internationaux de lutte contre le Sida, qui sont aujourd'hui – en tout cas dans ce pays – sous-utilisés, faute d'opérateurs locaux susceptibles de monter des projets. Cette opération est organisée et réalisée avec AIDS Consortium, qui est une des plus importantes ONG sud-africaines engagées dans la lutte contre le Sida.

Dans tous les cas, les actions que nous menons le sont en liaison étroite avec les collectivités locales partenaires avec lesquelles nous travaillons.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Enfin, des projets associatifs portant sur la lutte contre le Sida ont aussi été soutenus dans le cadre du Fonds régional de soutien aux projets de solidarité internationale, qu'a mis en place la Région il y a quelques années.

Pour toutes nos interventions nous sollicitons l'expertise du CRIPS Ile-de-France, et je voudrais ici remercier son président, Joseph TRÉHEL et ses directeurs successifs, Didier JAYLE et Antonio UGIDOS, pour leur disponibilité et leur compétence.

Cette action se traduit évidemment par un effort financier : de 100 000 euros en 2000, le budget consacré à la lutte contre le Sida au sein de l'action internationale de la Région Ile-de-France a été porté à 168 000 euros en 2002. Sur trois ans, c'est un peu plus de 370 000 euros qui ont été mobilisés par la Région Ile-de-France dans son action internationale contre le Sida. Donc, cette lutte contre le Sida tient une place non négligeable dans l'effort global de la Région Ile-de-France en faveur de l'action internationale, puisque le budget consacré à la coopération décentralisée a doublé depuis 1998.

Nous comptons en 2003 poursuivre et amplifier cet effort, puisque nous envisageons de consacrer 250 000 euros à ce thème, avec la poursuite des actions que j'ai indiquées et aussi une action nouvelle en partenariat avec le CRIPS, l'hôpital de Saint-Denis et différentes associations pour la mise en place d'un programme pilote dans la région de Kayes, au Mali.

J'ajouterai pour achever le panorama de l'action régionale qu'au sein de Métropolis, qui est l'association des grandes métropoles mondiales, dont la Région Ile-de-France est un membre actif, nous allons participer au groupe de travail sur l'Action des métropoles face au Sida, qui a été récemment créé sur proposition d'Ernest MOBIO, ancien maire d'Abidjan. Nous appuierons aussi l'Association des maires africains contre le Sida à l'occasion du forum Africité, qui est le forum des villes africaines, qui doit se tenir à Yaoundé en décembre de l'an prochain.

Il est certain que la Région Ile-de-France, de par ses moyens, est une collectivité locale atypique. Néanmoins, cet engagement en faveur de la lutte contre le Sida est à la portée de nombreuses villes, départements ou régions, car parfois les moyens financiers à mobiliser, notamment dans la prévention, sont modestes. En tout cas, il est possible de mener des actions de sensibilisation sans mobiliser des fonds financiers importants.

Par ailleurs, depuis l'organisation en novembre 1999 des premières Rencontres régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale, la Région Ile-de-France s'est engagée au-delà de son propre effort de coopération dans un dialogue et un soutien aux acteurs franciliens intervenant dans le domaine de la solidarité internationale.

Aujourd'hui, nous considérons qu'il faut franchir une étape supplémentaire en incitant les acteurs, les collectivités locales, les ONG, les établissements d'enseignement, à travailler en réseau afin d'améliorer l'efficacité et la cohérence de leurs actions, et il nous semble que la lutte contre le Sida pourrait être un des premiers objectifs que nous fixerions à la mise en réseau des acteurs de la solidarité internationale. En tout cas, la Région Ile-de-France est tout à fait disponible pour œuvrer avec ceux qui le

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

souhaitent à renforcer l'action des collectivités locales en matière de lutte contre le Sida à l'international.
(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci, Monsieur Christian FEUILLET, de nous avoir présenté l'action du Conseil régional d'Ile-de-France sur le plan international. Comme vous pouvez le voir, elle est assez riche, assez originale, et nous espérons que d'autres Régions suivent un peu cette dynamique.

Nous passons de l'international et de la coopération à un tout autre sujet avec Mme Brigitte LAHAIE, sur un thème qui est aujourd'hui assez d'actualité. Il n'y a pas un magazine qui ne parle pas de l'influence de la pornographie sur la sexualité des jeunes : faut-il l'interdire ou la rendre moins accessible ? En tout cas, vous allez traiter aujourd'hui : « Pour une pornographie responsable ». Par conséquent, dites-nous ce que c'est qu'une pornographie responsable.

Pour une pornographie responsable

Mme Brigitte LAHAIE (*Animatrice sur RMC Info*) – Bonjour à tous. Oui, c'est peut-être un peu kamikaze finalement d'être là pour essayer de défendre un peu la pornographie. Juste en aparté, je voudrais dire que si l'on veut en effet protéger les jeunes devant une pornographie parfois excessive, je pense qu'il faut œuvrer pour que l'éducation sexuelle soit encore plus développée. En effet, vous avez tous été jeunes et je crois qu'à un moment ou un autre, vous avez cherché des images sur le sexe, et quand on n'a que la pornographie, on se réfugie là. C'était une parenthèse.

Je crois que la pornographie, aujourd'hui, cela fait à peu près trente ans qu'elle existe et elle a évidemment influencé de nombreuses personnes, presque déjà deux générations. Moi qui suis tous les jours à l'antenne, sur RMC Info, je sens à quel point les gens sont influencés par les images pornographiques, par la sexualité véhiculée dans les médias, puisque même sur les télévisions maintenant, il y en a. On le voit bien en ce qui concerne par exemple la pratique de la sodomie, de plus en plus banalisée parce qu'ils voient des images de gens qui font cela sur l'écran.

Je crois que si le préservatif était systématiquement employé dans les films pornographiques, cela deviendrait presque un geste automatique pour nombre d'entre nous. Ce qui manque beaucoup aux jeunes, c'est la connaissance de ce qu'est le préservatif, et je pense par exemple que s'il y avait des préservatifs féminins dans les films pornographiques, alors que cela n'existe absolument pas, cela permettrait de faire rentrer aussi le préservatif féminin dans nos mentalités. Ce qui à mon avis, serait d'un grand secours pour se protéger des maladies sexuellement transmissibles, parce qu'on sait très bien que le préservatif, pour beaucoup d'hommes, est une difficulté supplémentaire au moment d'un rapport, et vous en imaginez très bien les raisons.

Donc, on peut aussi imaginer que si ces acteurs du sexe avaient toujours des préservatifs, ce serait le meilleur moyen de montrer que, si l'on a une sexualité performante – et c'est l'idée que véhiculent ces films pornographiques – on est quand même responsable. Parce qu'il ne faut pas se leurrer : la plus grande difficulté de la prévention vient de ce qu'on est dans quelque chose qui est de l'ordre du plaisir, donc de la pul-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

sion de vie, et quand on est dans la pulsion de vie, on se croit assez invulnérable.

Par conséquent, il faut vraiment arriver à ce que cette notion de plaisir soit aussi liée à une notion de responsabilité, de sécurité, et le message que peut faire passer la pornographie, c'est justement de rendre les gens responsables. Ce n'est pas facile, car dans cette profession il y a beaucoup de gens qui ne sont peut-être pas tout à fait responsables, mais les productions les plus sérieuses, si je puis dire, sont tout à fait prêtes à entendre un discours et peut-être à collaborer avec vous sur ce genre de message. Il faudrait évidemment qu'il y ait au début de chaque film, je pense, un petit clip – pourquoi pas ? – qui expliquerait la pose du préservatif, qui indiquerait les différents modes de transmission du Sida.

En effet, je me rends compte de ce manque tous les jours : j'ai des appels de gens qui sont très ignorants sur les causes qui peuvent faire qu'on attrape le VIH et ce sont pourtant, si je puis dire, des gens tout à fait normaux, pas des gens particulièrement libertins.

Je pense aussi qu'il serait peut-être bien de donner une sorte de label, de manière à dégager, si je puis dire, la pornographie correcte de la pornographie excessive et traumatisante pour les personnes qui tombent dessus par hasard. Et pourquoi pas donner moins de taxes à ce label-là et récupérer une partie des bénéfices pour des aides ou donner de l'argent à cette prévention qui en manque visiblement beaucoup ?

Mais tout cela ne peut passer évidemment, je le répète, que par vous, puisqu'il faudrait éventuellement...je ne sais pas...envisager une loi... Je suis prête à en discuter plus longuement avec vous à un autre moment si vous le désirez, mais il y a vraiment quelque chose à faire dans ce domaine-là. Donc, c'est à vous maintenant d'y réfléchir. Merci à tous.

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci, Brigitte LAHAIE de prôner une pornographie plus responsable, un modèle de comportement de prévention. Il ne s'agit peut-être pas simplement de travailler sur le préservatif. Peut-être le principal problème autour des films pornographiques n'est-il pas tellement dans le préservatif, mais dans les relations. Les relations de genre, la notion du masculin et du féminin, la domination du masculin sur le féminin, l'objectivation de la femme et le seul centrage sur le plaisir masculin. Mais c'est tout un autre débat.

Nous poursuivons, dans cette série de ping-pong, sur un autre thème totalement différent, qui est l'implication, la mobilisation des acteurs locaux au niveau d'une commune. En l'occurrence nous avons ici M. Anthony MANGIN, vice-président d'ELCS, adjoint au maire de Drancy, qui va nous présenter quelle mobilisation est possible au niveau local. – Je remercie tous les intervenants parce qu'ils tiennent leur temps.

Pour une meilleure mobilisation des acteurs locaux

M. Anthony MANGIN (*Vice-président d'ELCS, adjoint au maire de Drancy*) – Je vais essayer de poursuivre la série, alors !

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

En vous retrouvant ici régulièrement chaque année, mon premier sentiment est un grand sentiment d'humilité face à la qualité, face à la détermination, face à la force avec laquelle vous vous engagez dans un combat dont les chiffres, que nous avons entendus tout à l'heure, notamment à propos de l'Afrique, mais aussi de notre territoire, sont atterrants et pourraient être démobilisateurs.

Le message que je voudrais vous faire passer aujourd'hui n'est pas tant un témoignage qu'un constat, celui d'une action qui est toujours très relative par rapport aux enjeux, celui des actions d'une municipalité, d'une collectivité locale qui peut être une commune. En effet, dans ma ville je vois ma collègue aux Affaires sociales faire beaucoup, se mobiliser pour que la prévention et les actions en faveur des jeunes soient les plus fortes possibles. A travers le Bureau Information Jeunesse, qui est sous ma responsabilité, nous essayons de compléter et d'approfondir ce genre d'initiatives. Mais malgré tout, devant tout cela mon sentiment est que nous sommes encore très en retard et que tout cela est très insuffisant.

Déjà dans ma ville, j'essaie d'ennuyer un peu tout le monde pour qu'on fasse un peu plus qu'une fois par an, ou deux fois par an, des actions régulières en direction des jeunes et des moins jeunes. Nous savons très bien, vous et moi, que c'est la régularité et la force du message qui finissent par faire évoluer les états d'esprit.

Notre association, les « Elus Locaux Contre le Sida », porte bien son nom. Mais les élus locaux que nous sommes, tous ceux qui sont en France, devraient faire que cette association porte encore mieux son nom. Qui mieux que les élus locaux, un peu partout en France, sur un tissage parfait du territoire, peut toucher, impliquer, mettre des moyens pour que l'action, le combat contre le Sida, trouvent une efficacité plus grande ? Personne.

Alors, plutôt qu'un constat d'impuissance, c'est un message d'espoir et quasiment un ordre de mobilisation que j'ai envie de lancer. Soyons forts. Mais je sais très bien qu'une association comme les Elus Locaux Contre le Sida manque de moyens pour agir. Je trouve assez paradoxal de se retrouver régulièrement pour faire le constat que le combat est démentiel, qu'il nécessiterait des moyens énormes, constater que nous parlons de vies, d'êtres humains, qu'ils soient en France ou ailleurs, et que dans le même temps nous n'avancions pas davantage.

C'est pourquoi j'avais envie aussi, à cette occasion, de faire passer un message (je suis content que M. le Ministre soit là) au Gouvernement et un message au Président Jacques CHIRAC, car j'ai entendu des messages forts pendant la campagne présidentielle, qui serait qu'il faut faire de la lutte contre le Sida un combat, une priorité nationale, qu'un vrai travail soit fait et que les Elus Locaux Contre le Sida et leur président, Jean-Luc ROMERO, soient chargés d'une mission tout à fait officiellement, avec les moyens de la tenir.

Cette mission ne m'intéresse pas si elle tient du simple audit et du constat d'impuissance. Mais c'est une mission d'action qu'il faut leur donner, par exemple celle de construire, de mettre au point une chose qui me paraîtrait évidemment indispensable : une formation obligatoire des élus locaux qui sont chargés du domaine de l'action

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

sociale, de l'action pour la jeunesse, autour de la prévention santé en général mais plus particulièrement de l'action contre le Sida.

Je dirai en complément que cela pourrait s'étendre à l'ensemble des agents territoriaux travaillant avec notre jeunesse, que ce soit dans le milieu scolaire ou hors milieu scolaire, et ce serait là une dépense obligatoire pour les communes. Nous faisons bien une dépense obligatoire de la formation en général des élus locaux. On peut apporter plus de précisions dans le texte et aller au-delà.

Finalement, et pour ne pas être trop long, une telle mission pourrait trouver encore plus de puissance à l'international, car, démultipliées, les collectivités locales peuvent trouver des partenariats avec des collectivités locales qui, elles, n'ont pas les moyens, en Afrique et ailleurs, mais en Afrique particulièrement. Et quoi de plus efficace que le travail des acteurs de terrain qui connaissent les réalités, avec des acteurs de terrain qui connaissent les réalités d'ailleurs mais aussi les besoins en moyens ?

Voilà le message que je voulais passer aujourd'hui. J'espère qu'une mobilisation peut se faire sur ces thèmes et que le message peut être entendu, les moyens financiers – parce qu'il ne s'agit pas d'autre chose à la base – mis en place. Et mon Dieu, il y a tellement de volontaires dans cette salle, il y a tellement d'associations, il y a tellement de personnes qui bénévolement s'engagent, il y a tellement de professionnels qui s'engagent que c'est de la responsabilité des élus locaux, c'est de celle des pouvoirs publics en général, de faire en sorte que tout cela porte davantage ses fruits, à la hauteur des enjeux.

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci pour ces propositions concrètes et souhaitons qu'elles soient vite concrétisées sur le terrain.

Vous avez parlé des acteurs de terrain, des acteurs locaux. La prévention, c'est en effet l'investissement de l'ensemble des partenaires et aussi des personnes concernées directement. Nous avons avec nous Didier ROBERT, coordinateur de l'association Espoir Goutte d'Or (EGO), qui va nous présenter son parcours.

Parcours d'un ex-usager de la drogue
à travers le militantisme associatif et l'auto-support

M. Didier ROBERT (*Coordinateur d'Espoir Goutte d'Or*) – Bonjour à tout le monde ! Je m'appelle Didier ROBERT, je suis le coordinateur de l'association Espoir Goutte d'Or, pour vous parler un peu de mon parcours de militant, il faut que je vous explique quelques points importants dans ma vie.

J'ai été un peu livré à moi-même très très jeune, à partir de l'âge de treize ans. J'ai passé une douzaine d'années derrière les barreaux et à peu près autant dans la toxicomanie. Suite à une incarcération, en 1991, j'ai rencontré en prison une personne qui faisait partie de l'association AIDES, Hervé ROBERT, à qui j'aimerais bien rendre hommage aujourd'hui car cela a été vraiment une personne très importante dans ce

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

parcours. Il était visiteur de prison, donc, à la prison de la Santé, et pendant deux années, je l'ai vu ainsi aux heures de parler, et c'est avec lui que j'ai commencé à me rendre compte que les associations existaient, parce qu'avant je n'en avais pas vraiment connaissance.

Suite à ma libération, en 1995, je suis allé le rencontrer à l'association pour la première fois et c'est là que j'ai rencontré une autre association, qui s'appelait l'association ASUD. Je suis tombé sur leur journal, et comme j'avais fait en prison pendant deux ans une formation de maquettiste PAO, je me suis dit que je pourrais peut-être leur filer un coup de main. C'est ainsi que j'ai commencé mon parcours dans le milieu associatif.

J'ai aussi pris cet engagement parce que j'ai été moi-même touché par la maladie depuis 1985. Donc, cela fait dix-huit ans que je suis contaminé, dix ans à peu près que je prends un traitement contre le VIH, et en fait j'ai commencé vraiment à avoir une expérience professionnelle, suite à la formation dont je parlais, à ASUD en leur donnant un petit coup de main. Pendant trois ans, j'ai été bénévole dans leur association, et j'ai eu la chance, la dernière année, de pouvoir avoir un contrat emploi solidarité, donc un CES.

Suite à ce CES, j'ai quitté cette association-là et j'ai connu l'association Espoir Goutte d'Or par l'intermédiaire d'un ami à moi, qui au début me demandait simplement de venir leur donner un coup de main sur la maquette, mais apparemment je leur ai tapé dans l'œil : cela fait maintenant cinq ans que je travaille chez eux et je suis vraiment très content d'y être, car j'ai d'abord connu des personnes qui m'ont vraiment aidé à garder le « catch », si je puis dire, puisque pour un ex-usager de drogue, même encore aujourd'hui, il est très dur de pouvoir se réinsérer.

Donc, j'ai... excusez-moi, car je n'ai pas trop l'habitude de parler devant un public comme cela, donc je suis un peu perdu. En tout cas, ce que je voulais dire, c'est que, qu'on soit usager de drogue ou touché par la maladie, voire les deux, les associations ont un rôle très important pour la réinsertion des personnes. Pour moi, c'est clair. On parle de ma volonté, c'est sûr, mais s'il n'y avait pas eu ces associations-là, comme AIDES, comme ASUD, comme EGO ensuite, s'il n'y avait pas eu des personnes comme Hervé ROBERT, comme Véronique, comme d'autres encore, je ne suis pas sûr que je serais allé jusque là, ou alors cela aurait mis beaucoup plus de temps.

Aujourd'hui, j'ai la chance d'avoir pu reprendre mes études, puisque comme j'étais livré à moi-même très très tôt je ne suis pas non plus allé très longtemps à l'école. A trente-huit ans j'ai pu reprendre mes études, faire des études de journalisme au CFPJ. J'ai un boulot qui me passionne, et j'espère que ce genre d'expérience que j'ai eu va pouvoir se faire avec d'autres personnes.

Pour cela, il faudrait que ces associations continuent à exister. Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais en ce moment en France, le milieu associatif, tous secteurs confondus, vit une très grave crise. En ce qui nous concerne, à Espoir Goutte d'Or, mon poste pour 2003 a été purement et simplement supprimé du financement de la DDASS. On ne sait pas trop si l'année prochaine ce poste, et ce journal surtout, vont pouvoir continuer d'exister. Donc voilà. J'espère qu'aujourd'hui il y a quelques per-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

sonnes qui nous entendent et qui ont des pouvoirs en France pour faire vivre ces associations et ce type d'expériences.

A bon entendeur salut ! Et je vous remercie vraiment beaucoup de m'avoir invité, parce que franchement, il y a une vingtaine d'années, je n'aurais jamais cru que je puisse me trouver devant un parterre d'hommes politiques, et qu'il y ait aujourd'hui des usagers de drogue qui puissent parler devant eux est quand même un grand pas. Merci beaucoup !

(applaudissements)

Pourquoi faire de la prévention du Sida dans les lycées ?

M. Antonio UGIDOS (*Directeur du CRIPS*) – Merci, Didier, pour ce témoignage très émouvant, qui montre bien que ce n'est pas maintenant dans la clandestinité, dans la marginalisation qu'on aide les gens. Il y a une nécessité de reconnaissance des pratiques pour pouvoir favoriser une estime de soi et une citoyenneté, et tout notre travail pour la réduction des risques est là : c'est de reconnaître les gens dans leur pratique et de favoriser le fait que, dans ces pratiques, ils prennent le moins de risques possible.

(applaudissements)

Nous avons presque rattrapé le retard. Il n'y a plus que moi qui devais intervenir dans cette table ronde. Je vais essayer de le faire très vite. Je vais m'animer tout seul et essayer de me restreindre tout seul.

La question qui m'était posée était : « Pourquoi faire de la prévention du Sida dans les lycées ? » J'aurais envie de vous répondre d'une manière un peu provocante : parce qu'aujourd'hui, l'épidémie, ce sont les migrants, parce qu'aujourd'hui l'épidémie reprend chez les hommes qui ont des relations avec d'autres hommes.

Pour nous, le CRIPS, la prévention doit être une déclinaison systématiquement spécifique, appropriée à chaque population ciblée. C'est pour lutter contre le relâchement des comportements de prévention de la communauté gay que nous avons ouvert une galerie au-dessus du volcan, dans le quartier du Marais. Cette galerie, c'est favoriser l'accès à la prévention, l'accès à l'information, l'accès aussi parfois, lorsque c'est nécessaire, à des prophylaxies post-exposition. Cette galerie, nous l'avons ouverte il y a maintenant un an et demi, et nous la gérons collégialement : c'est le CRIPS qui coordonne, mais c'est avec un ensemble d'associations dont AIDES Paris, dont Sida Info Service, dont Act Up Paris, dont le PASTT, dont ESPAS, dont Action Traitements, dont les Sœurs de la perpétuelle indulgence.

De même, en ce qui concerne les migrants, le CRIPS coordonne une action de prévention dans les foyers de migrants, où nous essayons de répondre à leurs interrogations, à leurs besoins, à travers leurs cultures, et en ce moment d'ailleurs, il y a une troupe de théâtre africaine qui tourne en Ile-de-France et qui présente les actions qui sont faites en Afrique aux populations migrantes et aussi aux lycées.

Il faut savoir que la proportion des personnes de nationalité étrangère, principalement originaires d'Afrique sub-saharienne, dans les nouveaux cas de Sida diagnostiqués a

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA



Jean-Louis DEBRÉ.



*Brigitte LAHAIE, Christian FEUILLET,
Dominique GILLOT.*



Jean-Louis DEBRÉ, Jean-Luc ROMERO.



Pierre BÉDIER.



*Didier JAYLE, Anne HIDALGO,
Philippe LOHÉAC.*

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA



Jean-Paul HUCHON.



Anthony MANGIN, Camille CABRAL.



Brigitte LAHAIE.



Jean-Luc ROMERO.



Ernest MOBIO.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA



Dominique VERSINI.



Professeur Willy ROZENBAUM.



Didier ROBERT.



Chœur MÉLO'MEN.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

plus que doublé : elle est passée de 18 % dans les années 80 à 39 % ces cinq dernières années.

Si ce sont là les deux populations auprès desquelles il nous importe de travailler prioritairement, il est toujours et peut-être plus que jamais nécessaire de poursuivre la prévention auprès des jeunes dans les lycées, car la prévention du VIH, au-delà d'une information sur les modes de transmission et de prévention, incite à une parole autour de la sexualité, favorise une réflexion sur la solidarité et l'acceptation de la différence. La prévention du VIH nous permet de faire de façon décisive une éducation à la citoyenneté, qui incarne les valeurs de lutte contre toutes les discriminations et toutes les formes de précarité, pour un égal accès de tous à la prévention, aux stratégies d'auto-protection, mais aussi à la prise en charge et aux soins.

C'est en cela que Didier JAYLE, fondateur et directeur du CRIPS jusqu'à il y a quelques semaines, qualifiait la prévention du Sida d'« instrument de changement social ». Le CRIPS s'attache à mener son travail de prévention dans les lycées autour de ce projet citoyen, dont les lycéens sont à l'évidence les premiers espoirs. S'il faut faire de la prévention dans les lycées, c'est parce qu'il s'agit, pour lutter contre l'épidémie, de promouvoir l'intelligence, la responsabilité, mais aussi la solidarité.

C'est la mission que nous a confiée le Conseil régional d'Ile-de-France en 1992. Aujourd'hui, en 2002, un lycée sur deux en Ile-de-France reçoit un intervenant du CRIPS pour une ou plusieurs séances de prévention, c'est-à-dire que plus de 66 000 élèves ont été informés cette année.

Pourquoi continuer en 2002 ? Parce que chaque année amène aux lycées une nouvelle classe d'âge qu'il faut informer, parce que les nouvelles études, ainsi le KBP, étude sur les comportements et attitudes de 2001, réalisée par l'ORS, montrent que la génération post-Sida semble moins concernée par le risque. Ces jeunes semblent craindre le risque de contamination de façon plus diffuse, moins précise que leurs aînés. Ils ont une connaissance des modes de transmission qui n'est pas meilleure que celle de leurs aînés. Même, sur certains points, elle est moins bonne : en particulier sur la transmission par le moustique, qui est passée à 37 % alors qu'elle était deux fois moindre en 1998.

Les 18 à 24 ans sont aussi moins nombreux qu'en 1998 à déclarer avoir utilisé un préservatif dans l'année. La proportion des Franciliens âgés de dix-huit à vingt-quatre ans ayant utilisé des préservatifs au cours des douze derniers mois a diminué d'11 points chez les hommes et de 4 points chez les filles. Cette baisse marque une rupture avec l'augmentation régulière que nous avons observée jusqu'en 1992.

De fait, si l'épidémie reprend, les jeunes ne seront pas épargnés autant qu'on aurait voulu l'espérer. Le bilan d'activité du dépistage du VIH dans les CDAG de Paris révèle par exemple que la proportion des filles de moins de vingt ans dépistées positives est passée d'1,4 % en 1998 à 2 % en 2001.

Les 18-24 ans sont beaucoup plus nombreux que leurs aînés à considérer avoir plus de risques de VIH que la moyenne : 65 % contre 43 %. Les jeunes semblent plus réceptifs à la notion de risque, ils sont plus nombreux à en être conscients ou, si l'on

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

veut pousser les choses un peu plus loin, peut-être moins nombreux à être dans le déni. C'est cette réceptivité, cette lucidité de la jeunesse qui est pour nous, acteurs de prévention, une chance à saisir.

Pour conclure, quelques chiffres alarmants, qui confirment combien la prévention du Sida est aujourd'hui encore nécessaire.

Les 18-24 ans sont en 2001, pour la première fois, les plus nombreux parmi la population à considérer qu'un médecin peut refuser de prendre en charge une personne parce qu'elle est séropositive. Ils sont plus de 12 % aujourd'hui dans cette tranche d'âge alors qu'ils sont 7 % dans les plus de 25 ans. Cette année, c'est « Discrimination et stigmatisation », le thème de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Vous voyez qu'il y a encore du travail à faire.

Donc, faire de la prévention dans les lycées, pourquoi ? Parce que la prévention, c'est apprendre aux jeunes à se protéger, à protéger l'autre. C'est aussi apprendre à respecter, à se respecter, à augmenter son estime de soi et à respecter l'autre dans ses différences. C'est encore faire l'apprentissage de la citoyenneté, de la fraternité. Car la prévention du VIH ne va pas sans une lutte plus globale contre toutes les discriminations, sociales, racistes, sexistes ou homophobes, une lutte contre toutes les marginalisations et les prises de risque qu'elles entraînent irrévocablement.

Pour finir je citerai Jonathan MANN, qui nous a légué beaucoup de pistes à suivre et qui disait : « Le Sida nous a aidés à percevoir que la solidarité est la conséquence obligée des conséquences objectives de notre fin de siècle. »

(applaudissements)

Il ne reste plus qu'à conclure cette première table ronde et à appeler les participants de la suivante. Merci à tous pour avoir vraiment tenu les délais. Nous avons ainsi quasiment récupéré notre retard. Merci encore à tous !

J'en oublie de donner la parole à la salle, s'il y a des réactions ou des questions sur les présentations qui ont été faites. Vous avez la parole.

QUESTIONS DE LA SALLE

Association Contact – Je trouve que tout le monde parle de prévention, et il y a une mobilisation remarquable des élus et de la société civile au travers des associations. Il y a une pénétration relative des lycées, mais ce que je trouve dommage, c'est le manque de la grande absente qui est l'outil naturel de la société civile, l'Administration, et en l'occurrence l'Éducation nationale. C'est l'Éducation nationale, me semble-t-il, qui au siècle dernier a aidé à la mise en place d'une hygiène publique plus importante qu'elle n'était. Les maladies tout à fait ordinaires liées à un manque d'hygiène étaient fréquentes au début du siècle dernier. L'Éducation nationale a énormément aidé, et je trouve que là, il n'y a pas de personnification de cette administration et que c'est assez dommage.

M. Laurent CORBON (*On Est Là!*) – Je voudrais reprendre une attaque qui s'est

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

passée l'an dernier. Juste après ces Etats généraux j'ai eu un mail d'une amie avec qui je correspond depuis pas mal de temps, concernant un site qui diffusait un appel, ce qu'on appelle Bareback, pour ceux qui connaissent ; c'est en fait la non-protection des rapports. J'ai saisi le président d'ELCS, Jean-Luc ROMERO, de cette affaire et nous avons eu beaucoup de mal, en tout cas nous avons mis beaucoup de temps à faire fermer ce site. C'est juste un témoignage.

Stéphane – Bonjour ! Je m'appelle Stéphane, je viens de la région stéphanoise. Je voudrais simplement apporter mon témoignage. J'ai déjà fait un témoignage similaire aux États généraux d'AIDES qui ont eu lieu au printemps. Malheureusement, je dois revenir parmi vous pour faire part de ce qui se passe en France, et surtout en province, dans les petites villes comme Saint-Étienne.

J'ai entendu parler beaucoup de prévention, de tolérance, d'insertion pour les personnes séropositives. Je tiens simplement à faire savoir à la salle que depuis maintenant un an, mon ami et moi-même subissons non seulement les attaques d'une partie des personnes qui nous côtoient dans nos vies de tous les jours, mais aussi, malheureusement, de la Justice, cela tout simplement parce que je suis séropositif. On refuse donc à mon ami de pouvoir avoir la garde de ses enfants sous prétexte qu'il vit avec une personne séropositive, que cette personne séropositive représente un danger moral et potentiel pour les enfants. Un psychiatre nommé par le tribunal à la demande de la partie adverse a confirmé à demi-mot cet état de fait – un expert psychiatre, je tiens à le préciser –, reprochant déjà à mon ami de ne pas avoir assumé sa véritable identité plus tôt et deuxièmement corroborant les propos de la partie adverse disant que je représentais un danger potentiel pour la garde de ses enfants.

Depuis, nous avons multiplié les procédures. A chaque fois, elles se sont retournées contre nous, toujours avec des motifs pas vraiment exprimés franchement, mais dont le fond était exactement le même, à savoir que je représentais, en tant que séropositif un danger pour les enfants, et malheureusement nous n'arrivons pas à nous faire entendre. Alors on parle de prévention, on parle d'acceptation des personnes séropositives, et si dans le cadre juridique nous n'arrivons pas à obtenir que les choses soient clairement établies, on n'arrivera jamais à faire en sorte que les personnes séropositives ou malades du Sida puissent être intégrées comme elles le devraient dans notre société. Voilà tout ce que je voulais dire.

M. Antonio UGIDOS – Merci pour votre témoignage qui montre bien les difficultés de l'accès à la parentalité au sein du couple homosexuel, et qui va dans le sens, aux environs du 1^{er} décembre 2002, de cette notion de stigmatisation-discrimination. Vous vouliez ajouter quelque chose, brièvement pour qu'on puisse donner la parole aux autres ?

Stéphane – Simplement, je ne parle pas seulement pour les homosexuels mais aussi pour toute personne séropositive, qu'elle soit hétéro ou homo, lesbienne, peu importe. C'est le problème que peut rencontrer n'importe quelle personne séropositive face à la garde d'enfants ou à la possibilité d'avoir ses enfants avec elle.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

M. Antonio UGIDOS – Merci pour cette précision. Quelqu'un d'autre ?

M. Zinedine QOUCHIH (*On Est Là !*) – Notre association est située dans le 93, en banlieue. Ce matin, nous avons pris un peu de retard car nous sommes passés acheter des cassettes vidéo pour filmer ce qu'on dit, car nous voulons laisser de la mémoire. De là, nous sommes passés à un tabac. Mon ami a été commander un café. Le patron du café nous a dit : « On ne vous sert pas ». J'étais étonné, parce que je ne m'y attendais pas. Je lui ai demandé pour quelles raisons. Il m'a dit : « C'est comme ça, je n'ai pas envie de vous servir ». J'ai dit : « Mais attendez ! Pourquoi ? » Il m'a dit : « C'est comme ça, vous sortez. Il y a des cafés à côté. Vous allez boire à côté ». J'étais en transes, j'étais paniqué, j'ai sorti ma caméra pour qu'il répète, mais la batterie n'était pas chargée. Il a fallu que j'aille boire un café ailleurs le temps que je charge, deux ou trois minutes, et je suis revenu. Il a répété la même chose. Il m'a dit : « Je ne sers pas les drogués ». Je lui ai dit : « Mais attendez ! De quel droit... Est-ce que je suis un drogué ? » Il m'a dit : « C'est comme ça. Mes clients, je ne veux pas qu'ils boivent dans la même tasse que vous ».

Ce que je vous dis là, c'est dans la cassette. Je n'invente pas. Et en plus, il n'y a pas de montage. Parce que je lui ai dit : « Je vais emmener la cassette à SOS Racisme, Machin et tout » ! Mais à la limite, ça, c'est constamment. Je n'ai pas besoin de me balader avec une caméra pour qu'un mec me dise ça. Et il a répété. Je lui ai dit : « Donnez-moi votre nom ». Il m'a dit : « Je m'appelle M. » Enfin, c'est pour vous dire un peu ce qui se passe. C'est la stigmatisation. On lui a demandé un café et il nous a fait comprendre qu'il ne voulait pas qu'on boive dans les tasses de ses clients. Voilà, j'avais envie de vous en parler pour que ça reste dans ma cassette, qu'on ne dise pas qu'on invente, parce qu'il y en a marre ! Merci bien.

Sur les prisons, vous avez dit que vous avez passé douze années derrière les barreaux. Ecoutez, nous tous aussi, nous avons perpète, nous accumulons, quand on compte les histoires de double peine et tout. Nous nous battons en ce moment pour aider des personnes malades incarcérées à sortir de prison. Je voudrais interpellier les services de l'État, car un détenu malade en prison coûte plus cher à la société. Nous, cette personne, on lui a fait une promesse de travail, on était prêts à l'embaucher, mais la Commission des grâces conditionnelles a refusé parce que nous sommes suspects. Ils ont dit que notre association était jeune.

Maintenant, notre association s'appelle « On est là ». Nous avons accepté de l'appeler « On Est Là ! » pour être représentatifs. Alors, M. ROMERO, je le connais bien. Quand j'ai appris qu'il avait créé une association et qu'il l'avait appelée « On Est Là ! », sur le coup j'ai dit : « J'ai les nerfs, non, il n'a pas le droit, il me connaît, il ne peut pas ». Mais par la suite j'ai compris, il n'y a pas de raison. Moi j'adhère, parce qu'il a eu le courage de dire qu'il est malade. Maintenant j'accepte qu'il s'appelle « On Est Là ! ». Mais dernièrement, j'ai été à la fête de l'Huma. Le Parti communiste a repris notre nom : « On est là ». Je suis désolé : ce nom, maintenant, il faudrait qu'il soit protégé. Nous, on l'a protégé. Il faudrait qu'on se réunisse peut-être pour en discuter plus. Il ne faut pas que les politiques aussi s'appellent « On Est Là ! ». Je suis désolé, « On Est Là ! », ce sont les malades, les exclus, ceux qui ont vraiment des problèmes. « On Est Là ! », j'aimerais que ce soit tous, on est là, pas on est là à droite,

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

à gauche, riches, homosexuels, pauvres, machins. Non, quand on est malade on est tous là ! Voilà, la question était là, merci.

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Merci d’être là, merci d’être avec nous, merci de témoigner. Et comme nous le disions tout à l’heure, lutter contre le VIH, c’est aussi lutter contre le racisme, le sexisme, l’homophobie, la discrimination et, vous venez d’en témoigner, c’est aussi favoriser la reconnaissance des différences.

Mme Christine BONHOMME – Je suis coordinatrice sociale au réseau ville-hôpital de Lagny Marne-la-Vallée. J’ai en majorité dans mes usagers des Africains et Africaines, et je voudrais soulever un gros problème, qui concerne la difficulté à obtenir un titre de séjour pour soins, des aides financières – pour les aides financières c’est la catastrophe – et l’hébergement. J’aurais simplement voulu qu’on puisse faire quelque chose auprès des administrations pour qu’elles puissent nous suivre, mettre en place et nous accorder un budget pour ces personnes-là, notamment celles atteintes du VIH.

Une autre – Moi-même concernée par le VIH, j’ai perdu mon mari. Ma fille, à l’âge de seize ans, est allée voir un médecin pour poser la question, pour savoir ce qui se posait comme problèmes dans le contexte familial. Ce médecin – ma fille maintenant est âgée de vingt-neuf ans – lui a répondu froidement : « Ta mère et ton beau-père ont le Sida égale mort ». Notre fille nous a posé énormément de problèmes, a eu énormément de problèmes jusqu’au moment de nous l’avouer. Lorsque mon époux, malheureusement, est décédé, elle a pu dire : « Maman, voilà, je savais ». Et à la suite de tout cela je me suis battue et je me bats encore, ne vous inquiétez pas. J’ai beaucoup de forces – cela fait dix-huit ans que je suis contaminée –, énormément de forces. Et aujourd’hui je me battrais toujours, et il y a encore eu un médecin, il n’y a pas très longtemps, qui m’a refusé de me scléroser les jambes car je lui ai avoué ce que je vivais. Et un autre m’a dit : « Madame, je vous ferme ma porte ».

Alors, le problème de l’insertion dans la société, je le vis tous les jours à visage découvert. Nous avons le droit d’être pleinement insérés, et je l’assume, et il faut que les gens le fassent et qu’ils s’en donnent le droit, car on vit beaucoup mieux. Et le droit à la parole existe, mais quoi faire pour reprendre une activité lorsqu’on vous met en invalidité d’office sans que vous l’ayez demandé, pour pouvoir réagir vis-à-vis de cela, lorsqu’on cherche à vous enlever, vous retirer de la société, en quelque sorte ? Alors que vous avez un plein goût de la vie, même si à tout moment vous n’avez pas toute cette force, comme tout le monde, mais vous avez une place, une place dans cette société et dans cette vie qui peut être si belle !

(applaudissements)

M. Antonio UGIDOS – Votre témoignage me rappelle une affiche qu’avaient réalisée des collégiens dans les Yvelines, qui disait : « La maladie, c’est dur. Le regard des autres, c’est pire ».

Pas d’autre question, intervention, témoignage ?... Je crois que nous avons épuisé l’ensemble des questions. Nous allons donc passer à la table ronde suivante. Merci, en tout cas, pour votre qualité d’écoute et vos interventions.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

M. Jean-Luc ROMERO – Merci à Antonio UGIDOS et à tous nos intervenants. Le président de l'Assemblée nationale va nous rejoindre dans quelques instants. J'invite les ministres et les intervenants de cette conclusion à nous rejoindre.

Nous allons d'abord entendre la première intervention du nouveau président de la MILDT, Didier JAYLE, qui connaît bien cette maison puisque c'est l'ancien directeur du CRIPS, qui l'a créé dans cette région d'Ile-de-France et qui l'a dirigé pendant plus de dix ans.

BILAN ET PERSPECTIVES DU PLAN TRIENNAL DE LA MILDT

par M. Didier JAYLE, Président de la MILDT

M. Didier JAYLE (*Président de la MILDT*) – Je suis bien dans cette salle aussi parce que, comme tu le disais, pendant plus de dix ans j'ai dirigé le CRIPS, et le CRIPS, c'est un peu la Région Ile-de-France. Donc, je suis content d'y revenir, même si cela ne fait pas très longtemps que je suis parti.

Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, cher Jean-Luc, il y a plus de quinze ans, le problème du Sida interrogeait le monde politique sur la nécessité d'une politique publique prenant en compte les individus dans leur globalité tout en acceptant leur différence.

Des progrès significatifs dans la réduction des risques

La politique de réduction des risques qui a été initiée par Michèle BARZACH – que comme toi, Jean-Luc, je salue aujourd'hui particulièrement – s'est traduite d'abord par le libre accès aux seringues dans les pharmacies à partir de 1987, puis par la suite, par des programmes d'échange de seringues, de mise en réseau des professionnels à travers les réseaux ville-hôpital, de création des lieux d'accueil à bas seuil, le développement des politiques de substitution, la méthadone, le subutex. Elle s'est traduite, d'autre part, par l'ensemble des actions de prévention développées par les associations autour des notions fondamentales que sont l'écoute de l'autre, le respect, la tolérance et la solidarité. Je crois que la table ronde à laquelle nous venons d'assister montre bien combien elles sont encore aujourd'hui indispensables.

Cette conception de la solidarité nous conduit aujourd'hui à nous intéresser à d'autres pays, aux pays les plus pauvres, fortement menacés par la pandémie mais aussi par les questions de drogue.

Trithérapies pour tous

Cette politique a permis d'améliorer la situation en France, en faisant baisser le

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

nombre de nouvelles contaminations, en améliorant l'insertion sociale des malades, mais elle appelle aussi aujourd'hui des actions plus amples, et au niveau international en particulier, avec l'accès des trithérapies à tous, en tout cas au plus grand nombre, très vite. Là encore je salue, comme l'a fait Christian FEUILLET tout à l'heure, le rôle de Jean-Luc ROMERO, qui a aidé à ce qu'un amendement dans les conventions interrégionales aide à l'accès au médicament pour tous les malades du Sida, particulièrement en Afrique.

ESTHER : une réelle coopération avec les pays en développement

Ce sont aussi les programmes du Ministère de la Santé et du Ministère des Affaires étrangères, ESTHER, qui consistent à aider les collaborations entre les hôpitaux français et les hôpitaux du Sud, et bien entendu le Fonds mondial, qui pour la première fois vient de débloquer des subventions de plusieurs centaines de millions de dollars pour l'accès aux médicaments dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. On voit qu'on commence vraiment à réfléchir maintenant en termes de traitement des populations. C'eût été bien inimaginable avant le congrès de Durban, il n'y a que deux ans et demi.

Participation du jeune public

Notre action au sein du CRIPS Ile-de-France, dont Antonio UGIDOS a pu vous entretenir au cours de la table ronde qu'il vient d'animer, cette action, qu'il s'agisse de l'ouverture du Cyber-CRIPS, des concours de scénarios contre un virus ou contre la drogue, des interventions axées sur la participation des jeunes à cette politique, se poursuivra durablement avec toute l'équipe du CRIPS, que je ne représente plus à cette tribune, mais dont je reste naturellement très proche par l'amitié et par la réflexion.

C'est en effet, et c'est beaucoup plus difficile, comme Président de la MILDT que je m'adresse à vous. C'est beaucoup plus difficile car, après que vous avez parlé, vous voyez des déclarations que vous avez faites qui ne sont pas toujours exactement ce que vous avez dit. En tant que Président de la MILDT je vais m'inspirer, en tout cas, de ce que j'ai fait avec le CRIPS. En tout cas, cela va beaucoup m'aider pour contribuer à bâtir une politique plus efficace de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances.

Je sais combien, mon cher Jean-Luc, tu y es attaché, en tant que Président d'ELCS, et sois assuré que je ne laisserai pas les acquis en matière de lutte contre l'alcool ou les drogues illicites se dissoudre.

La MILDT : 22 chargés de mission

Cette nouvelle responsabilité qui vient de m'être confiée par Jean-François MATTÉI et le Gouvernement, si elle est pour moi un honneur, est aussi un défi. Je salue à cet égard le travail accompli par mon prédécesseur, Nicole MAESTRACCI, avec laquelle, j'ai eu l'occasion de travailler régulièrement ces dernières années. Elle nous lègue

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

plusieurs choses : d'abord des outils de base essentiels pour l'information, dont on ne disposait pas avant elle, et elle nous lègue une structure, une structure composée de vingt-deux chargés de mission qui sont mis à la disposition des différents ministères. Je vous dis cela parce qu'évidemment on parle de la MILDT mais on ne sait pas très bien ce que c'est. Donc, vingt-deux chargés de mission, sur une équipe de quarante-quatre personnes, qui sont tous détachés à la disposition des différents ministères, ce qui évidemment facilite grandement les contacts avec les différents ministères.

Ce sont également deux structures, l'OFDT et Drogue Alcool Tabac Info Service, DATIS, qui sont des groupements d'intérêt public, financés essentiellement par la MILDT. L'OFDT aide par ses observations, ses études, l'évaluation de la politique, dresse des constats scientifiques sans lesquels aucune décision utile ne peut être prise. La seconde structure, DATIS, est à l'écoute, oriente le grand public vers les structures de soins ou le conseille. Elle complète le dispositif de communication de la MILDT de façon essentielle, et comme vous le savez elle est désormais accessible par le numéro à trois chiffres, le 113.

La MILDT disposera en 2003 d'un budget de 40 millions d'euros, auquel il faut ajouter une sorte de droit de tirage sur l'INPES, pour mener conjointement avec elle et avec son équipe des actions de communication sur la drogue.

Projet de plan quinquennal

Sur les actions que je compte développer, je suis arrivé il y a trois semaines. Donc je suis dans une phase d'observation, d'écoute, de découverte de l'équipe, de découverte des différentes équipes ministérielles avec lesquelles je vais être amené à travailler, et je suis plutôt en train de faire un état des lieux, de réfléchir avant de proposer un nouveau plan, puisque la MILDT termine le plan triennal qui avait été mis en place par Nicole MAESTRACCI et c'est à moi maintenant de proposer un plan, que je verrais plutôt quinquennal pour mieux s'articuler avec la programmation de santé publique et que je soumettrai très prochainement au Premier ministre.

Je vais moi aussi tenir mon temps de parole mais laissez-moi vous dire peut-être quelques grandes lignes de ce que j'aimerais voir se développer et appliquer dans le cadre de ce plan.

Pour une meilleure harmonisation des structures

Tout faire en tout cas, pour que les échanges entre les ministères se déclinent au niveau local, et j'ai beaucoup apprécié ce qui a été dit dans la table ronde précédente, pour que cette interministérialité qui existe bien à l'intérieur de la MILDT puisse se décliner non seulement au niveau des régions et des départements mais des communes. Et je pense que le rôle des associations d'élus, le rôle d'ELCS est tout à fait important pour que ces échanges entre les médecins, les policiers, les gendarmes, les éducateurs, l'Éducation nationale, puissent se faire partout. Partout, à partir du moment où il y a un problème qui soit identifié, il faut qu'une structure existe où l'on puisse se retrouver.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Vous allez me dire : « Mais les structures, il y en a ! » C'est vrai, il y a beaucoup de structures. C'est d'ailleurs peut-être un problème : c'est la multiplicité des structures locales, toutes incomplètes, qui ne se connaissent pas forcément entre elles et qu'il faut certainement harmoniser. C'est le travail du Ministère de la Ville. Mais pour une action cohérente, concrète, pratique sur la drogue au niveau local, nous avons besoin de nous appuyer pas seulement sur des bonnes volontés mais sur les échanges entre des professionnels d'horizons divers et complémentaires.

Je crois qu'il faut aussi asseoir plus encore cette culture commune qui reste insuffisante dans le grand public, et d'une manière plus générale chez les intervenants, les personnels concernés par la lutte contre les toxicomanies. Et là encore je pense aux policiers, aux éducateurs, aux juges, aux médecins, mais aussi aux chefs de projets départementaux, aux coordinateurs régionaux, aux CIRD, qui doivent aider à ce que des échanges se fassent afin de faire avancer cette culture commune.

Renforcer le dispositif législatif

Je souhaite engager avec les différents ministères, en particulier les ministères de la Santé, de la Justice, de l'Intérieur, une réflexion sur les dispositifs législatifs, et bien entendu aussi faire en sorte que les lois qui existent soient appliquées. Je pense notamment à la loi Évin dans les lycées et dans les collèges. La MILDT a commencé un travail avec l'Éducation nationale, à travers les Comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté. Je crois que ce travail doit être renforcé, et qu'on doit exiger dans cette aide aux Comités d'éducation des lycées et des collèges qu'ils présentent des projets et que nous les aidions à mieux travailler, que nous les aidions à évaluer leurs actions de manière à voir qu'en effet, tout cet investissement a des résultats mesurables, des résultats que dans un bilan, on peut montrer à l'opinion et, bien sûr, aux responsables politiques.

La MILDT doit aussi, je pense, mener des actions et tout faire pour réduire le trafic local, qui complique la vie des citoyens et qui rend extrêmement difficiles des situations que nous connaissons évidemment en Ile-de-France. C'est également la mission de la MILDT d'aider à ce que ces politiques soient plus efficaces.

Développer des structures d'accueil et d'écoute

Un autre point qui me paraît essentiel, est de restaurer l'image des parents, et d'aider les parents, à travers peut-être des points d'accueil. Je pense notamment à ceux qui sont confrontés aux problèmes des drogues, et en particulier du cannabis et qui sont tout à fait désemparés. Et je pense que ces parents, et leurs jeunes, il faut les aider, et qu'actuellement il n'y a pas assez de structures pour les accueillir, avec des gens compétents qui soient là pour les entourer, parfois pour dédramatiser, parfois au contraire pour montrer qu'un problème sérieux se pose derrière cela, et qu'il faut consulter, qu'il faut réfléchir et travailler ensemble.

Je pense à d'autres actions innovantes tant dans le domaine de la prévention que dans

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

le domaine de la prise en charge, mais je ne veux pas abuser de mon temps de parole et je sais que Dominique VERSINI attend de prendre le micro. Je voudrais juste dire une chose. J'aimerais, en termes de prévention, qu'on puisse réfléchir sur des projets de prévention au niveau européen, au lieu de rester dans des projets de prévention purement hexagonaux. Nous sommes à l'heure de l'Europe et il faut, je crois, que nous envisagions des actions de prévention, en commençant par là, des actions de prévention pour qu'un esprit européen au sujet des drogues puisse se développer, et ensuite que ce soit décliné.

Je n'imagine pas, je ne trouve pas normal qu'il y ait une façon, une politique et des lois qui soient différentes d'un pays à l'autre de l'Union européenne dans ces domaines, et il faut tout faire pour qu'elles tendent à s'harmoniser le plus possible. Cela exige évidemment de discuter, de rencontrer et de participer à toutes ces actions internationales auxquelles la MILDT attachera une très grande importance, certainement, sur le plan européen mais aussi sur le plan international. Sur le plan international, en particulier, vous savez que va être organisée très bientôt une conférence sur les routes de la drogue, à l'initiative du Quai d'Orsay, à laquelle la MILDT va évidemment participer très activement.

Voilà, mesdames, messieurs, dans le temps qui m'était imparti, ou à peu près, Jean-Luc, les premières grandes lignes des actions que je compte engager à l'horizon de l'exercice 2003.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Didier, merci, Monsieur le Président (je crois qu'il faut t'appeler comme cela maintenant), d'avoir fait cette première intervention ici. Tu sais à quel point beaucoup d'élus et d'associations ici sont attachés à la politique de réduction des risques chez les toxicomanes et à quel point il était important pour nous que cette politique qui a été menée soit poursuivie et amplifiée, et nous avons confiance en toi.

J'appelle maintenant le représentant du ministre de la Santé, M. Alain GRIMFELD, qui va donc nous lire un message de M. Jean-François MATTÉI, ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, et nous accueillons le Président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Louis DEBRE qui vient de nous rejoindre.

(applaudissements)

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

MESSAGE

DE MONSIEUR JEAN-FRANCOIS MATTÉI,

Ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées

M. Alain GRIMFELD (*Conseiller auprès de M. Jean-François MATTÉI*) Merci de m'accueillir parmi vous. Mesdames, messieurs les Ministres, Monsieur le Président, mesdames et messieurs les élus, mes chers collègues, mesdames, messieurs, c'est un honneur pour moi de représenter M. Jean-François MATTÉI, ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, lors de votre colloque, et c'est d'autant plus un plaisir et un honneur pour moi que je suis particulièrement concerné, étant professeur de pédiatrie.

Mais c'est aussi l'occasion, au nom du Ministre et au nom de tous les acteurs de soins, de témoigner de notre reconnaissance auprès des élus qui œuvrent pour que soit sans cesse poursuivi le combat contre le Sida.

La banalisation des risques

En effet, les chiffres les plus récents montrent bien que la fréquence de ce fléau reste évolutive, malgré le développement de l'information et des campagnes de prévention. L'impression est celle d'un épuisement de ces démarches, comme si les adolescents et les adultes s'habituait à côtoyer cette terrible affection, comme l'on peut insidieusement s'habituer à côtoyer la mort, à la banaliser.

Il est vrai que l'adolescence est une période de la vie de nos jeunes contemporains dans laquelle les adultes ont de plus en plus de mal à se faire accepter, et a fortiori à se faire entendre, et cela est particulièrement notable quand il s'agit de dialoguer à propos des comportements qu'il serait bon d'adopter pour se conformer aux bonnes règles de la vie en société. Il est vrai aussi que, de leur côté, certains secteurs de la population des adultes sont loin de l'exemplarité. Sans vouloir se porter aucunement juge, ils semblent même bien pour certains s'en éloigner de plus en plus, manifestant une tragique bravade sur le terrain de la sexualité.

C'est souligner l'utilité, au sens le plus fort du terme, et le mérite de ceux qui n'abandonnent jamais, qui sans cesse reviennent sur l'ouvrage, se questionnent sur les raisons de ce relatif échec et stimulent leur imagination afin de trouver de nouvelles formules pour tenter de modifier les comportements et prévenir cette infection.

La prévention fait partie des actions programmées pour 2002 dans le plan triennal de lutte contre le virus de l'immuno-déficience humaine 2002-2004, dont le Ministre a

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

affirmé à Barcelone qu'il resterait effectivement dans le cadre de l'action de l'État pour les trois années à venir.

2002-2004 : intensification des actions auprès des populations à risque

Dans le domaine de la prévention, il importe de mieux cibler les actions sur des groupes ou des populations à risque. Ainsi une campagne est menée depuis le 15 mai 2002 auprès des homosexuels parisiens afin de les inciter au dépistage anonyme et gratuit de la syphilis, en liaison avec la Ville de Paris, la DDASS de Paris et plusieurs associations. Ce dispositif a montré son efficacité. Il a été étendu récemment aux grandes villes où des cas de syphilis sont signalés en liaison avec les conseils généraux.

Une campagne de lutte contre le virus de l'immuno-déficience humaine a débuté en Guyane et la même démarche devrait être lancée en 2003 en Guadeloupe.

Métropole : 6 régions prioritaires

En métropole, des actions de programmation sont actuellement en cours dans six régions prioritaires du fait de leur plus forte prévalence : Ile-de-France, PACA, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Pyrénées, Aquitaine. Un bilan de ces actions sera effectué prochainement.

Dans le domaine de la prévention, il importe aussi de diversifier les moyens préventifs. S'agissant des stratégies de prévention des risques sexuels, les pouvoirs publics ont été conduits à réaffirmer l'utilisation du préservatif – on en a parlé tout à l'heure et la connaissance de son statut sérologique, tout ce qu'on peut définir comme la « norme préventive » en matière d'infection à virus de l'immuno-déficience humaine. C'est en effet le seul message pertinent pour les campagnes de communication.

La Direction générale de la Santé est attentive aux problèmes posés par la recrudescence des comportements à risque de transmission de ce virus chez les homosexuels multi-partenaires et au débat sur l'intérêt de nouvelles actions préventives, tandis qu'une réflexion est en cours avec la Direction des Hôpitaux et de l'Offre de soins sur la place des consultations de prévention et de conseil en particulier vers les personnes séropositives.

Promotion du préservatif féminin

Par ailleurs, s'agissant des actions de promotion du préservatif féminin – Mme LAHAIE en a aussi parlé tout à l'heure –, elles se poursuivront en 2003 en liaison avec Sida Infos Service.

Dans le domaine de la prévention, il importe enfin de rappeler que le rôle des pouvoirs publics est bien de garantir la qualité et la sécurité des stratégies mises en

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

œuvre. C'est ainsi qu'en matière de prévention des risques liés aux nouveaux usages de drogues, les dispositifs mis à disposition sur le marché n'ayant pas encore été évalués, les pouvoirs publics ne peuvent pour l'heure officiellement les préconiser.

Circuits de contamination : rester vigilants

Il faut se garder de la lassitude, car la route est encore longue. La recherche est très active mais elle reste encore insuffisante face à ce virus malheureusement intelligent, qui ne cesse de s'adapter. Il faut se garder des faux messages, par excès mais aussi par défaut, ces derniers essayant de minimiser les risques de contamination, qui pourtant n'ont pas varié, n'ont diminué en aucune manière et ne concernent pas uniquement, comme le pensent encore certains, des franges particulières de la population. Chacun est concerné ou peut l'être. Les circuits de la contamination peuvent être parfois surprenants, et les médecins le savent très bien.

Il faut se garder enfin des faux espoirs, en tout cas à court terme, laissant entrevoir des possibilités de guérison définitive dans des délais rapprochés, même si les progrès thérapeutiques ont été fort heureusement très substantiels ces dernières années, notamment dans la prévention de la maladie chez les enfants nés de mère séropositive.

Amélioration du dépistage anonyme et gratuit

Dans l'ensemble, l'amélioration de la prise en charge a été une autre action prioritaire du Plan. Le dépistage en constitue un élément clé. Deux actions prioritaires complémentaires inscrites sur le Plan ont déjà été menées ou vont l'être très prochainement : maintenir une large accessibilité et améliorer le conseil préventif par des consultations de dépistage anonyme et gratuit ; améliorer l'efficacité du dispositif de dépistage notamment dans les populations contaminées par voie hétérosexuelle, et l'on a déjà tout à l'heure évoqué fortement, les populations étrangères venant de pays à forte endémie et les populations vivant dans les Départements français d'Outre-Mer.

Quatre actions complémentaires sont prévues dans les mois qui viennent, la campagne télévisuelle destinée au grand public sur le dépistage, la révision des bonnes pratiques de dépistage en liaison avec le corps médical, une journée de mobilisation des professionnels et des associations sur ce thème, co-organisée par la Direction générale de la Santé et Sida Infos Service, une réflexion sur l'élargissement des missions des consultations de dépistage anonyme et gratuit, notamment quant au dépistage des infections sexuellement transmissibles asymptomatiques.

L'amélioration du dispositif permettant un meilleur accès au traitement post-exposition est un autre élément clé de la prise en charge.

A la suite de l'évaluation menée sur ce traitement par l'Institut de veille sanitaire, dont les résultats ont été publiés, et des conclusions du groupe de travail sur les

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

recommandations en matière de traitement rendues par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, une circulaire est en cours d'élaboration par la Direction des Hôpitaux et de l'Offre de soins. Elle sera diffusée très prochainement.

Sortie du rapport 2002 sur les recommandations thérapeutiques

L'amélioration de la prise en charge thérapeutique est le troisième élément de cette prise en charge. En juillet 2002, le rapport sur les recommandations thérapeutiques a été rendu public. Il constitue un outil très précieux pour les praticiens, mais aussi pour les associations et les services déconcentrés. Cette édition 2002 comporte notamment des recommandations sur la prise en charge spécifique aux femmes, au milieu carcéral, pour les patients infectés par le virus de l'hépatite C et sur la situation particulière des Départements français d'Outre-Mer. Ce rapport propose aussi plusieurs mesures nouvelles s'agissant des effets secondaires des médicaments.

Une seule pharmacie pour les patients co-infectés VIH/HCV

De plus, le Ministre vient de se prononcer en faveur de l'extension du double circuit de dispensation pour les médicaments contre les hépatites B et C, à l'instar de ce qui se fait pour le virus de l'immuno-déficience humaine. Les patients co-infectés par ce virus et le virus de l'hépatite C doivent avoir la possibilité de s'adresser aux pharmacies hospitalières pour l'ensemble de leur traitement. Le comité de suivi a examiné à la demande du Ministre des propositions visant à améliorer la double dispensation dans les officines de ville.

Pour tout cela, il sera nécessaire de se doter des outils de suivi des programmes et actions et de mettre en place un dispositif d'évaluation.

Appel à la mobilisation des acteurs locaux

Ce combat contre le Sida est une forme de combat qui doit mobiliser notre population dans son ensemble, mais concerner aussi parallèlement chaque individu. Dans cette démarche les élus locaux tiennent une place essentielle. Ils sont proches du terrain, connus de leurs administrés, peuvent le mieux juger de l'évolution des esprits et adapter en conséquence les nouvelles actions à mener. L'éducation à la santé, notamment dans le domaine de la prévention, de la gestion des risques et du dépistage, et la facilitation de l'accès aux soins, relèvent aussi et d'abord de la responsabilité politique. Dans la programmation des actions de santé publique qui sera prochainement lancée, la prise en charge du Sida devrait continuer à figurer parmi les priorités.

Enfin, sur le terrain, au niveau des collectivités territoriales, on ne saurait trop recommander la nécessaire mise en place de structures dédiées à la lutte contre cette mala-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

die.

Appartements de coordination thérapeutique

En matière d'accompagnement et de soutien social, la dynamique engagée, qui a abouti récemment à l'intégration des appartements de coordination thérapeutique dans le dispositif médico-social, semble s'essouffler compte tenu de la complexité des sujets et des difficultés d'articulation. Diverses solutions ont été proposées, à propos desquelles les associations pourraient être sollicitées. Dans chaque localité devraient se tenir périodiquement des débats publics, laissant suffisamment de temps de parole aux jeunes, ouvrant la discussion sur les risques de la toxicomanie, notamment quant aux dérives à partir des drogues qualifiées de douces, permettant enfin de s'entretenir sur les risques persistants de relations sexuelles non contrôlées. – En tant que médecin dans ma localité, habitant un petit village, j'ai participé à ce type de débat.

Ces débats doivent être accessibles à tous, y compris aux populations immigrées, en s'efforçant constamment de franchir les éventuelles barrières linguistiques. En dehors des actions spécifiques que peuvent mener certaines collectivités, on peut voir là une manière efficace d'internationaliser notre action.

Agence nationale de recherche contre le Sida : 10 millions pour les pays en voie de développement

Précisément quant aux actions internationales, et pour terminer, le Ministre renouvelle son engagement de Barcelone en juin 2002 de faire de la lutte contre le Sida une priorité de l'action du Gouvernement français. L'Agence nationale de recherche contre le Sida est ici très présente, puisqu'elle consacre depuis quatre ans 1/5 de son budget, environ 10 millions d'euros, à des actions de recherche dans les pays en voie de développement, accès aux traitements antiviraux et prévention de la contamination de la mère à l'enfant notamment. Le Ministère de la Santé participe naturellement à cette vaste opération. Il est à l'origine du Programme ESTHER, qui vise à favoriser l'accès aux soins des personnes atteintes du Sida dans les pays du Sud en utilisant les réseaux hospitaliers.

En forme de conclusion et de souhait, on ferait volontiers appel à la conscience collective pour que le comportement de chaque individu dans notre pays soit tel que la lutte contre la contamination par le virus de l'immuno-déficience humaine devienne une certaine nature au moins jusqu'à ce que l'on assiste à une chute significative, évolutive de la maladie, et pour cela encore une fois nous avons besoin des élus.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Professeur. Je vais donner la parole pour quelques minutes à Dominique GILLOT, qui est, vous le savez, une fidèle des fidèles d'ELCS et qui est ancienne ministre de la Santé.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Mme Dominique GILLOT (*Ancienne ministre déléguée à la Santé, maire d'Éragny-sur-Oise*) – Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole à ce moment des interventions à la tribune. Je voudrais témoigner de l'intérêt d'une expérience multiple. Ayant eu des responsabilités ministérielles, j'apprécie avec toute la valeur qu'on doit leur conférer les propos qui sont tenus par les responsables de la santé publique aujourd'hui et par les partenaires qui se sont exprimés. Mais je pense, et votre conclusion à ce sujet était claire, que les élus locaux ont une place importante dans la diffusion et la répartition de ces actions, de cette volonté en matière de santé publique, et étant revenue à des responsabilités locales, j'ai pu mesurer la difficulté qu'il y avait à faire mettre en œuvre les objectifs que j'avais moi-même articulés quand j'avais des responsabilités ministérielles.

Donc, il est important de bien mesurer l'intérêt d'une parole forte, pérenne, au niveau local. Là, Anthony MANGIN donnait tout à l'heure des pistes que j'ai moi-même expérimentées, que j'essaie de mettre en œuvre depuis bientôt deux ans dans ma commune, et je mesure à quel point c'était compliqué, car c'est comme une vague qui revient sur le sable : au bout d'un moment on oublie, et les personnels municipaux reviennent à des comportements en disant : « C'est un peu compliqué. Ce sont des tabous. On va choquer. Les élus ont autre chose à faire. »

Responsabilité des pouvoirs locaux

Donc, il faut toujours avoir présent à l'esprit prévention, information, éducation, santé publique, et alors on multiplie les messages sur tous les risques, sur toutes les conséquences des conduites à risque, notamment de nos adolescents. Et je pense que lorsqu'on est élu local et qu'on prête une attention bienveillante, attentive, affective mais ferme aux conséquences des conduites à risque, on s'associe de nombreux partenaires et notamment les parents, les éducateurs, et là on peut effectivement construire une politique de santé publique efficace en réseau de proximité. Le maire, les élus locaux sont les responsables, les transmetteurs du pouvoir au niveau le plus proche des individus et le plus proche des publics ciblés.

La chasse à l'information

Donc, intérêt de cette démarche et utilité, parce que nous sommes extrêmement nombreux en responsabilité locale, et il est important que l'information, les outils de cette mise en œuvre de la santé publique nous parviennent. Moi, je mesure ma chance, car je continue d'être ayant-droit des informations des administrations avec lesquelles j'ai travaillé, mais beaucoup d'autres élus n'ont pas cette chance ou découvrent une information au milieu d'une foule de documents.

Donc, Élus Locaux Contre le Sida, qui a cette vocation de liaison entre les pouvoirs publics et la responsabilité de proximité, devrait utilement se pencher sur cet outil de liaison, d'information très directe sur la manière dont on peut mettre en œuvre les objectifs affirmés au niveau le plus élevé de la responsabilité publique, pour que les

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

élus de proximité s'en emparent et ne soient pas bloqués par certaines administrations qui continuent pendant longtemps à développer les mêmes comportements.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Je vais laisser la parole à une autre Dominique, qui est aussi fidèle que vous aux États généraux. Avant elle y venait en tant que directrice du SAMU Social, aujourd'hui c'est en tant que ministre. Donc, je donne la parole à Dominique VERSINI, qui est d'ailleurs aussi conseillère régionale d'Ile-de-France et qui connaît donc bien cet hémicycle.

INTERVENTION DE MME DOMINIQUE VERSINI

*Secrétaire d'État chargée de la lutte contre la Précarité et l'Exclusion,
conseillère régionale d'Ile-de-France*

Mme Dominique VERSINI (*Secrétaire d'État chargée de la lutte contre la Précarité et l'Exclusion, conseillère régionale d'Ile-de-France*) – Jean-Luc ROMERO a déjà dit la première partie de mon discours !

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, mon cher collègue Pierre BÉDIER, cher Jean-Luc, chers amis, je suis heureuse, émue aussi, d'être ici, surtout après un certain nombre de paroles que j'ai entendues tout à l'heure, et fière encore, après avoir entendu le discours du ministre de la Santé, porté par son conseiller.

Bien sûr, ce n'est pas la première fois que je viens – j'ai dû venir quatre ou cinq fois – et cette année je viens en tant que Secrétaire d'État chargée de la lutte contre la Précarité et l'Exclusion, bien que ce ne soit pas mon champ prioritaire de travail, mais je viens surtout pour témoigner de mon amitié, de mon estime et de mon respect à un homme, Jean-Luc ROMERO, qui est quelqu'un qui se bat courageusement sur des sujets difficiles, et qui mène un combat qui est celui qu'il a choisi, qui lui appartient, mais il le mène dans un contexte qui n'est pas facile à assumer, car je pense que pour un homme, assumer sa vérité d'homme, sa souffrance, et la porter par la parole, ce n'est pas facile. C'est sans doute nécessaire, c'est ce qu'il a choisi de faire, mais je crois que cela demande beaucoup d'humilité de regarder un homme s'avancer dans la vie et affronter sa vérité, sa maladie, et tout ce que cela entraîne autour.

Resserrer le lien social

Je crois que c'est important, et cela fait aussi un peu avancer le monde. Nous sommes dans une société qui repose sur des grandes valeurs, des valeurs républicaines que nous partageons tous, évidemment, mais aussi nous sommes dans une société qui a beaucoup évolué. Nous sommes aujourd'hui, je crois, à un moment de l'évolution de l'humanité où beaucoup de nos valeurs symboliques, qui donnaient du sens, qui sous-tendaient le consensus de la société, ont été ébranlées. Le monde a changé.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Aujourd'hui, beaucoup de gens se retrouvent dans une grande solitude, et les liens traditionnels de solidarité, de fraternité, puisqu'il s'agit beaucoup de fraternité face à la maladie, face à la souffrance, se sont distendus, et il est plus difficile de vivre la maladie, surtout ce type de maladie qui interroge beaucoup, et qui interroge aussi tout de suite, bien sûr, sur ce qui n'échappera à aucun, notre mort à venir. Mais cette maladie qui a frappé des gens jeunes, qui les a fait se tourner vers les médecins en demandant pourquoi, c'est plus difficile de la vivre dans une société où l'accompagnement fraternel, social, humain est réduit.

L'exclusion : un phénomène complexe

Cela fait partie d'un sujet sur lequel je mène un combat depuis de nombreuses années : la lutte contre l'exclusion. En effet, si l'on veut expliquer l'exclusion simplement par des critères économiques, je vais vous répondre tout de suite que les périodes de croissance n'ont pas fait diminuer l'exclusion, parce que l'exclusion est quelque chose de bien plus complexe, parce qu'en fait elle touche à ce changement de la société, et qu'être exclu, c'est d'abord être en rupture de liens sociaux, affectifs, culturels et bien sûr dans ses formes les plus aggravées, la perte de travail, la perte de logement. La maladie est aussi un facteur d'exclusion, parce que la maladie peut exclure du monde du travail, et la maladie, lorsqu'elle est porteuse, lorsqu'elle met en question beaucoup de tabous, est aussi facteur de rupture de liens avec un entourage qui ne sait pas toujours accepter et qui ne sait pas toujours accompagner. Et c'est cela au fond, l'incroyable fragilité de l'être humain, c'est aussi la façon dont nous sommes démunis face aux questions de fond de la société.

Malades : le poids du regard

Nous sommes aujourd'hui, bien sûr, confrontés à un fléau, à une maladie face à laquelle il faut faire de la prévention pour protéger nos jeunes, nos enfants, les adultes aussi, qui ne se rendent pas forcément toujours compte de la gravité de cette maladie. Il faut la soigner, avoir une solidarité au niveau international, et c'est tout ce que vous nous avez présenté en politique de santé. Mais aussi je crois qu'il faut se poser des questions sur la façon dont on peut réintégrer ceux qui sont exclus, exclus du regard, exclus des liens quotidiens, parce que moi, je ne suis pas médecin, donc je ne sais pas répondre en termes médicaux, mais ce que je sais, c'est qu'il y a des gens, des malades, qui souffrent en silence du regard que l'on porte sur eux et de la parole qu'ils ne peuvent pas porter, car il n'est pas très facile d'expliquer à son entourage qu'on est séropositif ou qu'on a le Sida. Tout le monde ne peut pas le porter, non plus, dans l'entourage, c'est la limite.

Alors, avec Jean-Louis DEBRÉ nous avons ensemble travaillé, réfléchi sur la lutte contre l'exclusion, et Jean-Louis DEBRÉ a permis de réaliser au cœur même de l'Assemblée nationale une exposition de photos dont le thème est : « Changeons notre regard sur l'exclusion ». C'est très important, car lorsqu'on change son regard on réfléchit, on change aussi ce qui est dans son cœur et on change son comportement, et à ce moment-là, on accepte un peu plus. Et pour moi, mis à part tous les disposi-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

tifs qu'on va instaurer, le renforcement de l'accès au droit, le renforcement de tous les dispositifs d'accueil, sans doute la mise en place de structures d'hébergement adaptées pour des gens qui sont en très très grande exclusion dans la rue et qui n'arrivent pas à traiter leur maladie, parce que la vie à la rue ne se prête pas du tout au suivi d'un traitement. C'est cela la lutte contre l'exclusion, comme la lutte contre le Sida, qui en fait partie, puisque le Sida est facteur d'exclusion.

Cela ne peut se faire sans la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société, et les acteurs de la société. C'est bien sûr l'État, qui doit prendre ses responsabilités, donner le cap et dire : « Voilà, comme vous l'avez dit, la politique que nous proposons est celle-ci, nous allons faire cela, cela, cela », les collectivités territoriales, qui sont au plus près des gens, donc qui sont tout de suite proches des gens, de la souffrance, qui mettent en place des structures ; les élus, qui ont un rôle très important, parce que les élus sont porteurs d'un discours, ils sont porteurs du sens de nos valeurs. Et parfois en effet, même face à l'incompréhension de nos administrés et de nos concitoyens, il faut savoir porter des discours pour amener à une prise de conscience.

Entreprises : un rôle à jouer contre l'exclusion

Enfin, bien évidemment, il y a les entreprises, parce qu'elles sont d'extraordinaires acteurs d'inclusion lorsqu'elles créent des emplois, d'exclusion lorsqu'elles en suppriment, et beaucoup plus lorsque cela porte atteinte à quelqu'un qui est porteur d'une maladie et qui ne pourra pas retrouver l'emploi, qui est un des derniers lieux créateurs de lien social.

Au nom de la fraternité

Plus, bien sûr, tous les citoyens qui doivent se sentir concernés, tous les citoyens en tant que parents, en tant qu'amis, responsables aussi du devenir de la société. Je considère que nous sommes tous responsables de notre destin mais aussi du destin de chacun d'entre nous, parce que nous vivons dans une communauté et qu'il y va du devenir de cette communauté, et l'échec, la souffrance, la difficulté d'une partie de nos concitoyens, ne font pas honneur à nos valeurs. Donc, en ce qui concerne nos valeurs, nous avons notamment encore beaucoup de sens à donner à celle de la fraternité, qui est inscrite sur le fronton de tous nos bâtiments, car c'est sans doute la valeur la plus difficile à concrétiser.

Au nom de la fraternité, qui porte nos valeurs et qui fait que nous ne sommes pas n'importe quel pays dans le monde, nous devons tous nous mobiliser, au niveau national et au niveau international, parce qu'on ne peut pas non plus regarder une partie des pays du monde qui souffrent et qui se meurent sans intervenir. C'était le sens des interventions à de nombreuses reprises du Président de la République.

Voilà pourquoi je suis heureuse d'être là aujourd'hui et de pouvoir témoigner humblement de ce que je pense que nous devons faire tous ensemble.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Dominique. Je vais maintenant donner la parole à

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Mme Anne HIDALGO, qui est Première adjointe au Maire de Paris. Mais d'abord, je voudrais évidemment, au nom de tous, transmettre encore notre amitié à Bertrand DELANOË – nous y reviendrons après –, remercier Alain LHOSTIS, qui est le Maire adjoint à la Santé de la Ville de Paris, d'être à nos côtés, et puis je vois (j'en cite quelques-uns) quelques conseillers de Paris, quelques élus de Paris qui sont ici, Gilles ALAYRAC, Roxane DECORTE, Philippe DUCLOUX, et les autres qui m'excuseront de ne pas les citer. Merci aussi pour le soutien de la Ville de Paris, et je donne la parole à Anne HIDALGO.

MESSAGE DE M. LE MAIRE DE PARIS

Mme Anne HIDALGO (*Première adjointe au Maire de Paris*) – Merci. Monsieur le Président, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, permettez-moi, avec Alain LHOSTIS, adjoint au Maire de Paris chargé de la Santé et Président de l'APHP, de vous faire part des très vifs regrets de Bertrand DELANOË de ne pouvoir être parmi nous aujourd'hui, comme il le fait régulièrement depuis plusieurs années. Il est actuellement en déplacement à Copenhague, dans le cadre d'échanges que nous voulons multiplier avec les capitales européennes pour confronter nos expériences et établir de nouvelles coopérations. Et les mots que vous avez eus à son égard, je crois lui seront transmis et lui iront droit au cœur. Je vous en remercie.

Il m'a donc chargé de vous redire l'intérêt particulier qu'il porte à votre action, son attachement à notre combat, qui doit dépasser les clivages partisans.

Nous vous avons accueillis l'an dernier à l'Hôtel de Ville et Jean-Luc ROMERO, que je salue tout particulièrement, sait que cette maison lui est toujours ouverte. Dans quelques jours, le 1^{er} décembre, se tiendra la Journée mondiale contre le Sida, et naturellement la Ville de Paris se mobilisera pour cette nouvelle édition, car au-delà des discours consensuels, la lutte contre cette maladie impose de poser des actes concrets, et cela tout au long de l'année.

Malgré cette prise de conscience réelle à l'échelle du monde, la mobilisation effective reste disparate à l'échelle des pays. Pourtant chacun doit prendre part à l'effort de solidarité internationale pour endiguer la progression de la pandémie en Asie, en Chine tout particulièrement, et en Afrique. Chacun doit prendre part à l'effort de solidarité internationale pour lutter contre les effets ravageurs induits par la présence de la maladie, la précarité, la pauvreté, la famine et tous les obstacles au développement de ces pays en passe d'être privés d'une très grande partie de leurs forces vives.

Il s'agit, pour nous toutes et tous, de dire haut et fort que nous sommes présents et que nous agissons aux côtés des personnes atteintes dans leur chair, des malades qui luttent au quotidien, et pour tous ceux qui depuis vingt ans se battent avec eux pour le respect de la dignité, que je salue parce que je sais qu'ils sont nombreux dans cette

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

salle. Car c'est bien au nom des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, que cette maladie doit continuer de nous rassembler dans une vigilance au quotidien, et pas seulement le 1^{er} décembre.

8000 personnes meurent chaque jour du Sida

Certes, la médecine progresse, et l'on ne peut que s'en réjouir. Certes, la mobilisation des associations a bouleversé la prise en compte des problèmes de santé publique dans notre pays, en remettant l'individu au cœur des décisions qui le concernent. Mais nous savons combien le combat sera encore long, et qu'il est loin d'être fini. N'oublions pas aujourd'hui que, malgré les progrès accomplis grâce aux multithérapies, personne n'est guéri du Sida. Chaque jour 8 000 personnes dans le monde meurent de cette maladie, au moment même où débutent seulement les premiers essais des candidats vaccins. « On meurt encore du Sida à Paris » : c'était le thème de la première campagne d'information de la Ville, que nous renouvelons cette année sous le label un peu relooké « Paris plaisir, Paris capote ». D'ailleurs, mercredi prochain Alain LHOSTIS présentera les supports de cette campagne lors d'une conférence de presse à l'Hôtel de Ville, et nous souhaiterions vivement pouvoir nous joindre à l'avenir à une campagne nationale.

2003 : distribution de 500 000 préservatifs gratuits

Notre objectif est clair : il ne nous appartient pas de juger les comportements sexuels mais seulement d'inciter au port du préservatif féminin comme masculin. D'ailleurs en 2003, nous financerons la distribution de 500 000 préservatifs gratuits, dont 50 000 féminins – un chiffre, je crois, jusque-là jamais atteint. Le relâchement des comportements de prévention depuis quelques années est incontestable, et l'augmentation des contaminations nous inquiète vivement. Combien de femmes et d'hommes, jeunes et moins jeunes, s'exposent encore ou à nouveau au risque de contamination ? Beaucoup trop. Voilà pourquoi nous martelons ces messages d'information et de prévention dans la rue et les médias, et parce que depuis des années ils passent moins bien, nous avons choisi des formules plus percutantes, des visuels plus marquants qui frappent les esprits. Cette année encore, lorsque Alain LHOSTIS dévoilera ces nouveaux supports, vous verrez que nous sommes dans ce registre.

Nous allons aussi dans quelque temps lancer une campagne d'incitation au dépistage, car trop de personnes découvrent un peu tard qu'elles sont touchées, au détriment d'une prise en charge précoce et plus efficace.

C'est pour ces mêmes raisons que la Ville de Paris mobilisera via ses centres de dépistage anonyme et gratuit l'ensemble de ses forces, et aussi des financements importants, pour être pilote et faire face en même temps à la récente épidémie de syphilis.

Utilisation des nouveaux moyens de communication

Face à cette situation, nous, les élus, nous avons un rôle essentiel, cela a été dit. Notre mobilisation doit être constante dans la durée pour diffuser et favoriser les campagnes

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

d'information et de prévention, y compris par les moyens les plus innovants. Afin de toucher le plus grand nombre de personnes, au printemps dernier, nous avons mis en ligne sur le site Internet de la Ville, *Paris.fr*, une rubrique Sida beaucoup visitée par les jeunes. L'information peut y être claire, précise, avec un vocabulaire simple et un graphisme attrayant. Nous poursuivrons naturellement cette démarche. Nous diffuserons aussi la dernière version du guide pratique *Têtu Plus*, dont la Ville pour la première fois est partenaire. C'est un outil unique, qui est élaboré par des spécialistes incontestables. Beaucoup de professionnels de terrain l'utilisent, notamment auprès des jeunes, pour répondre aux questions qui, au-delà du strict domaine de la santé, concernent l'ensemble du champ social.

La Ville de Paris a augmenté l'aide aux associations spécialisées

Vous le savez, les échanges et la collaboration avec les associations spécialisées sont décisifs. En vingt mois, les aides que la municipalité leur consacre ont augmenté de près de 40 %, et nous travaillons aussi plus particulièrement, en toute transparence, avec certaines d'entre elles sur l'attribution des logements aux malades en situation de précarité.

Enfin la solidarité d'une ville comme Paris doit dépasser les limites de l'Hexagone. Ainsi, à la suite de la mission d'étude que nous avons menée en septembre dernier et à laquelle Jean-Luc ROMERO a participé, nous nous sommes engagés dans des partenariats très concrets, en Afrique, en Asie, avec l'AIMF et l'association des Élus Locaux Contre le Sida. Nous affirmerons ainsi notre engagement dans cet effort de solidarité internationale absolument urgent et nécessaire, et d'ailleurs indissociable de notre action en France.

Il y a quelques jours, l'Institut national de la veille sanitaire confirmait ce que nous observons nous-mêmes dans les centres d'action sociale de la Ville : c'est chez les populations originaires des pays d'Afrique sub-saharienne, et particulièrement les femmes, que la contamination est la plus forte. Ce n'est pas pour nous surprendre. Une grande partie d'entre elles arrivent sans doute déjà porteuses du virus.

68% des femmes immigrées malades ignorent leur séropositivité

Sur l'immigration sanitaire, comme l'avancent certains, les chiffres (68 % des femmes malades ignoraient leur séropositivité) nous laissent penser que ce n'est pas le fait majeur, mais peu importe : la misère économique et sanitaire de l'Afrique conduit vers l'Europe, et particulièrement la France, des hommes et des femmes qui espèrent mener une vie meilleure. Notre responsabilité commune est de faire en sorte que tous ceux qui vivent sur notre sol aient les mêmes droits, quelles que soient leurs origines, et bénéficient du même accès aux traitements, de la même prise en charge

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

et du même suivi thérapeutique.

Notre responsabilité commune, à nous élus, est aussi de peser de la force que nous représentons pour que la France, comme les autres états, verse au Fonds ONUSIDA les sommes promises pour financer les traitements dans les pays en voie de développement. C'est aussi de peser sur l'industrie pharmaceutique pour que les médicaments soient accessibles à tous. C'est enfin de conjuguer nos efforts pour que les actions que nous menons au niveau de nos collectivités puissent être portées par une grande politique nationale de prévention, qui passe par une information et une communication de caractère national.

Il est temps que des messages clairs, directs, de prévention et de dépistage soient diffusés largement, notamment sur les chaînes de télévision aux heures de grande écoute.

Au fond, en créant l'association des Élus Locaux Contre le Sida, ne s'agissait-il pas de donner à entendre que la lutte contre le Sida est une question politique, au sens où elle repose à la collectivité la question du vivre ensemble ?

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Anne. L'année dernière le Maire de Paris nous avait donc annoncé que la Ville de Paris, comme vous venez de le rappeler, allait s'engager dans la lutte contre le Sida à l'international. C'est une chose qui est en train de se faire, et le maire, qui devait annoncer des mesures importantes le 15 octobre à Beyrouth, n'a pas pu le faire en raison des circonstances que vous connaissez, mais c'est aujourd'hui chose faite et je voulais vous en remercier.

Je vais donner, car nous avons pris beaucoup de retard et le Président de l'Assemblée a une obligation importante après, la parole à Pierre BÉDIER, qui est aussi élu de cette Région, et Secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la Justice.

INTERVENTION DE M. PIERRE BÉDIER

Secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la Justice

M. Pierre BÉDIER (*Secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la Justice*) – Merci, Jean-Luc. Je serai d'autant plus succinct que, moi aussi, j'ai une ardente obligation, et je ne voudrais pas faire prendre trop de retard à Jean-Louis. Étant donné que la qualité des discours a été très grande et pour éviter la répétition, plutôt que de reprendre les notes que j'avais préparées à cette occasion, j'ai juste envie de vous dire trois choses.

D'abord Jean-Luc, avec la création de cette association, a mis au point un outil qui est aussi important que le moteur à explosion est important pour faire avancer les voi-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

tures. Qu'est-ce que cela veut dire ? Le moteur à explosion, cela veut dire canaliser de l'énergie après l'avoir produite, et je crois que cet outil, qui permet de rassembler dans un même lieu, et au-delà du rassemblement dans ce même lieu, de rassembler en permanence, à la fois des élus locaux mais aussi des acteurs, des acteurs de terrain ou des acteurs en général autour de cette idée, est une façon par cette confrontation, de créer non seulement une capacité à s'indigner mais une capacité à apporter des solutions en la canalisant. Et je trouve, et je tiens à le dire ici, au-delà de l'amitié qui me lie à Jean-Luc, que cette initiative est d'une très grande richesse parce qu'elle est importante pour cette cause, mais elle est aussi une façon d'opérer qui est particulièrement exemplaire pour d'autres causes. C'était la première chose que je voulais vous dire.

Deuxièmement, naturellement, dans la partie qui m'occupe plus particulièrement, qui, contrairement à ce qu'on en dit, n'est pas que la construction de prisons, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, il y a aussi des Palais de Justice, mais je reconnais que c'est un sujet moins médiatique, dans la charge, donc, qui est la mienne, et puisque cela a été évoqué tout à l'heure, c'est vrai que nous avons un rôle particulier à tenir dans la prévention et les soins apportés aux malades dans les établissements carcéraux.

Adapter la formation du personnel carcéral

Le premier point est naturellement un travail de formation. Les surveillants ne sont pas naturellement et spontanément aptes à répondre à des cas comme ceux des malades qui sont dans les établissements carcéraux, qu'ils soient prévenus ou détenus. Donc, j'ai donné des instructions en ce sens, avec la montée en capacité de l'École nationale de l'administration pénitentiaire, qui a pour objectif à la fois d'accroître les recrutements pour accroître, certes, l'encadrement mais aussi la qualité de la formation initiale et permanente. J'ai donc donné des instructions pour que ce travail-là soit fait, car sans l'implication de ce personnel, qui a, convenons-en, une mission difficile, peu de choses peuvent être faites.

Je voudrais aussi souligner que jeudi, avec le Garde des Sceaux, nous avons annoncé des mesures importantes pour mettre un terme à l'inhumanité de la situation des personnes qui sont en fin de vie en prison ou qui sont atteintes de pathologies très particulières, ce qui est naturellement le cas des malades infectés par le virus du Sida, et qu'à ce titre, donc, nous comptons réactiver – en effet plutôt que de la créer, ce qui est très bien, c'est aussi lui demander de produire du résultat – la Commission mixte que nous avons avec le Ministère de la Santé et l'Administration pénitentiaire pour apporter des solutions.

L'exemple de Fresnes

Apporter des solutions, c'est poursuivre le travail qui est fait par exemple à l'hôpital de Fresnes, où avec un numéro téléphonique interne au système carcéral, le n° 6, il est possible à un malade ou à quelque personne que ce soit d'obtenir des informations dans l'anonymat le plus complet.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Il est naturellement, et j'en finirai par là, difficile, dans les conditions du fonctionnement des soins en prison aujourd'hui – même si la loi de 1992, qui a confié à l'hôpital public une importante responsabilité est là pour nous aider – dans l'état actuel immobilier et dans l'état actuel de fonctionnement, d'apporter des réponses assez opérationnelles pour la gestion de la maladie dans les établissements pénitentiaires tels qu'ils existent. Donc nous voulons réfléchir à la meilleure façon, en partenariat avec le Ministère de la Santé, d'externaliser ces pathologies et arriver à pouvoir les traiter ailleurs que dans des établissements qui, par définition, ne sont pas adaptés à cela.

Je sais aussi qu'il y a une revendication forte autour du problème des seringues. Convenons, si vous le voulez bien, que c'est quelque chose de compliqué, qui ne peut pas avoir une réponse rapide, en ce sens que les établissements pénitentiaires répondent aussi, pour des raisons qui sont une évidence sur laquelle je n'ai pas à m'étendre davantage, à des exigences de sécurité. Donc, si la nécessité de l'humanité, la nécessité d'apporter des réponses à celles ou ceux qui sont malades, est naturellement incontournable, le besoin de sécurité l'est tout autant : c'est quelque chose d'un peu compliqué.

La nécessité de clarifier le rôle des élus

Troisièmement, sortant du champ gouvernemental, je n'oublie pas que je suis un élu local, et je crois que de ce point de vue nous avons deux choses à faire. La première, c'est de clarifier les responsabilités des uns et des autres. Naturellement dans la lutte contre cette épidémie – parce que la santé est de la responsabilité de l'État, donc une obligation régaliennne – ce n'est pas parce que c'est une obligation régaliennne que les élus ne doivent pas être présents. Encore faut-il savoir ce que nous faisons et à quel niveau nous le faisons.

Par exemple, il serait bon de clarifier, je crois, ce que chaque collectivité peut apporter en matière d'information, en particulier d'information sur des pratiques sexuelles, et je pense que les réseaux des départements seraient peut-être les plus à même de le faire. A partir de là, nous savons que nous avons aussi un important problème avec les appartements thérapeutiques, dont l'absence ou l'insuffisance se fait cruellement sentir. Après tout pourquoi, dans le grand débat, mon cher Jean-Luc, qui a été initié autour de la décentralisation, ne pas évoquer le rôle des régions dans ces appartements thérapeutiques, et je verrais d'ailleurs d'un très bon œil que tu participes activement aux Assises qui sont prévues en janvier, non pas tant pour apporter forcément des réponses immédiates que pour ouvrir des pistes de réflexion.

Et puis fondamentalement, au-delà de tout cela, je pense à ceux qui, comme Jean-Louis ou moi-même, ou Dominique GILLOT, ou Dominique VERSINI, sont par définition des élus qui essaient de donner le plus de proximité possible, car nous nous sommes engagés dans cette mission parce que nous pensions qu'il fallait aller vers les hommes quels qu'ils soient, quelle que soit leur vie, et le détail de leur vie nous indiffère bien. Ce qui nous importe, c'est leur personnalité, c'est d'aller vers eux parce que nous avons choisi cette mission d'intérêt général.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Je crois que nous avons un rôle pédagogique essentiel. Nous devons en permanence être celles ou ceux qui vont expliquer qu'un enfant atteint d'un virus doit être scolarisé comme un autre, qui vont les scolariser dans les écoles où sont nos propres enfants, si c'est nécessaire. Nous devons donc porter de l'exemplarité, et je crois que lorsqu'on porte de l'exemplarité, on est dans la mission qui est la nôtre, dans une mission qui naturellement a pour cœur ce qui fonde le pacte républicain, c'est-à-dire la fraternité

(applaudissements)

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

INTERVENTION DE M. JEAN-LUC ROMERO*Président d'Élus Locaux Contre le Sida*

M. Jean-Luc ROMERO – Merci beaucoup, Pierre. Je vous l'ai dit, aujourd'hui Sheila, pour la première fois, n'est pas à nos États généraux, pour des raisons personnelles. Vous pouvez trouver le texte de son intervention dans l'entrée, donc le message qu'elle a absolument tenu à nous adresser.

Je voudrais aussi vous dire qu'après ces États généraux, le Président de la Région, Jean-Paul HUCHON, nous invite à un cocktail qui sera servi juste à côté. Depuis ce matin neuf heures, vous devez commencer à avoir soif et sûrement faim !

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Mesdames les Ministres, Monsieur le Ministre, Monsieur le Président du Conseil régional, Monsieur le Président du Conseil économique et social de la Région d'Ile-de-France, Monsieur le Coordinateur de l'Alliance des maires africains contre le Sida, que je salue et que je remercie d'avoir fait le déplacement depuis Abidjan, mes chers collègues, mes chers amis, c'est cette année avec une émotion toute particulière que je vous retrouve, nombreux, pour ce temps fort de la vie de notre association.

Ces Septièmes États généraux ont été placés, vous avez pu le constater, sous le signe d'un éclectisme et d'un grand pluralisme. Il m'est donc impossible de me faire ici l'écho exhaustif de cette diversité inestimable que vous représentez et qui constitue incontestablement la première des forces d'Élus Locaux Contre le Sida.

Il m'importe de remercier chaleureusement le Président HUCHON, qui accueille pour la seconde fois cet événement. Il a dû nous quitter, mais je souhaite du fond du cœur lui redire toute mon estime, mon amitié et ma reconnaissance et, au-delà de cette journée, au-delà de nos divergences politiques, ma fierté d'être, comme Dominique, comme Pierre, élu de la Région d'Ile-de-France, une collectivité aussi exemplaire dans l'action qu'elle mène dans la lutte contre le Sida, et d'une manière relativement unanime. Je voudrais saluer aussi le travail qui est fait dans le cadre du CRIPS et son nouveau directeur, Antonio UGIDOS, ainsi que le président du CRIPS, qui était là tout à l'heure, Joseph TRÉHEL.

**Cette septième édition revêt pour moi
un caractère singulier et inédit**

Tout d'abord, parce que cette année 2002 a vu un nouveau gouvernement accéder aux responsabilités. Comme tous les acteurs de la vie associative, nous sommes particulièrement vigilants à ces changements, aux engagements autant qu'aux paroles et aux actes. J'en profite pour remercier mon amie, ou plutôt ma sœur (nous nous appelons souvent ainsi !), Dominique VERSINI, ainsi que mon collègue de la Région, Pierre BEDIER, un ami de vingt ans – je ne dis pas trente ans parce que trente ans, en général, cela porte malheur – qui aujourd'hui représentent le gouvernement.

Pendant la campagne présidentielle nous avons, comme nombre d'associations ici présentes, que je salue amicalement, interpellé les différents prétendants à la fonction suprême afin qu'ils prennent des engagements explicites et clairs en matière de lutte contre le Sida.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Notre constat de départ ne vous étonnera pas, le Sida, on n'en parle plus. L'intense mobilisation des années 90 a cédé la place à l'indifférence et à l'oubli. Jamais autant de femmes et d'hommes n'ont vécu avec le virus, et pourtant le Sida est aujourd'hui considéré comme une maladie chronique, qui ne serait plus mortelle. Les campagnes de prévention se font rares, et souvent trop pudibondes. Voici des années que le pré-servatif, notamment féminin, n'est pas assez promu, pas assez montré.

Faire de la lutte contre le Sida une cause nationale

Nous avons donc, entre autres, demandé aux candidats à la présidentielle s'ils s'engageaient à faire de la lutte contre le Sida une grande cause nationale pour l'une des années de leur mandat. Jacques CHIRAC s'y est engagé. Cette mesure que nous attendons, et qui permet en particulier un accès facilité aux grands médias, nous semble seule à même d'impulser ce nouvel élan que le Président de la République appelle de ses vœux dans les messages qu'il délivre année après année à l'occasion des États généraux d'ELCS.

Bien sûr, la remobilisation passe par la continuité de l'action, la pérennisation des crédits et des initiatives, comme l'a rappelé le Professeur GRIMFELD au nom du Ministre de la Santé. Mais à l'heure où les indicateurs épidémiologiques s'affolent, à l'heure où les pratiques se relâchent, la reprise de conscience du risque n'ira pas sans une communication massive, une ré-alerte générale.

La présence particulièrement symbolique à nos côtés du Président de l'Assemblée nationale est un signe fort de l'intérêt du législateur pour notre combat. Il faut avouer que nous nous étions inquiétés lors des cinq dernières années : le Groupe d'étude sur le Sida ne s'était pas réuni une seule fois à l'Assemblée nationale, et il n'y a eu aucun débat sur le Sida à l'Assemblée. Merci, donc, Monsieur le Président, cher Jean-Louis DEBRÉ, de nous apporter un peu d'espoir. Je crois que nous en avons bien besoin en ce moment.

Autre front essentiel pour ELCS : le soutien déterminé à la politique de réduction des risques chez les toxicomanes. Je tiens d'ailleurs à saluer Didier ROBERT, qui nous a fait une intervention remarquable sur cette question. Que de chemin parcouru depuis 1987 ! Rappelez-vous, Michèle BARZACH permettait la vente libre des seringues dans les pharmacies. Quinze années ont passé. Les succès de cette politique, et notamment l'accès au matériel d'injection stérile, sont avérés, indéniables et d'ailleurs incontestés.

Devons-nous pour autant nous reposer sur ces lauriers, et abandonner cette dynamique d'adaptation à des contextes changeants, à des réalités nouvelles ? Certes, non. A l'heure où s'élaborent les politiques européennes courageuses, il me paraît vital que notre pays s'ouvre aux expériences menées chez nos voisins. Je pense notamment à la Suisse, à la Hollande, à l'Allemagne, à l'Espagne.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Une France en retard

Notre pays a accumulé en l'espèce un retard considérable. Sa culture de la prévention n'est que balbutiante. Parfois, on a l'impression que les pouvoirs publics sont tétanisés par la possibilité d'un procès en irresponsabilité. Il est temps que cela change : pourquoi nos concitoyens ne seraient-ils pas en mesure d'accepter que l'on ouvre des nouvelles pistes, audacieuses, que leurs voisins européens ont plébiscitées depuis des années ? Je crois que chacun, pour peu qu'on accepte d'ouvrir publiquement un débat dépassionné et d'informer, est capable de comprendre les enjeux de ces mesures. Tout comme la clandestinité qu'évoquaient certains intervenants de la table ronde, l'ignorance et les fantasmes sont décidément les pires ennemis d'une politique sanitaire pragmatique et efficace.

Je veux ici, à ce propos, saluer d'un même enthousiasme l'action de Nicole MAESTRACCI, ancienne présidente de la MILDT, et la nomination de son successeur, Didier JAYLE. Je ne doute aucunement que Didier, que je connais bien, militant de la première heure de la réduction des risques, saura poursuivre et amplifier ce travail. Je le dis avec d'autant plus de force que j'ai partagé cet été avec de nombreuses associations, avec beaucoup d'entre vous, de vives inquiétudes quant à la pérennité du travail quotidien qu'ils font auprès des toxicomanes, et qui est devenu pour eux un quasi-sacerdoce. Cette année a été difficile. La passation de pouvoirs et les incertitudes budgétaires liées à une institution que je ne connaissais pas, le gel républicain, que nous avons tous découverte d'ailleurs à ce moment-là, ont profondément affecté le bon fonctionnement de certaines structures qui sont souvent très fragiles. J'ai confiance en Didier, qui connaît mieux que quiconque le prix et la valeur du travail associatif, pour continuer à faire entendre cette voix au plus haut niveau du gouvernement, comme avait su le faire avec beaucoup de courage Nicole MAESTRACCI.

Mais il va de soi que cette exigence de mobilisation nationale ne peut évidemment s'arrêter aux frontières de notre pays. Willy ROZENBAUM nous a rappelé dans son brillant exposé, dans quelles proportions la pandémie menace les pays du Sud. 70 millions de morts d'ici 2020 si rien de plus, si rien de mieux n'est fait. Ces chiffres portent en eux toute la disproportion de l'horreur. Nous refusons qu'ils portent en plus l'horreur de la fatalité. Parce que la fatalité n'existe pas. Parce que les traitements existent et qu'ils sont efficaces. Parce que les moyens sont entre les mains des pays riches. Il nous faut être efficaces. La Conférence de Barcelone, à mon avis, n'a eu qu'un mérite : celui de mettre nos États face à leurs responsabilités mal assumées, à leurs promesses non tenues.

Il est impensable que nous nous contentions de déclarations d'intentions alors que la vie de dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants est en jeu. La France, notamment grâce à la détermination de Jacques CHIRAC et de Bernard KOUCHNER, a toujours su porter devant les institutions, devant l'OMC, une parole ferme et forte dès qu'il s'agit de faciliter l'accès des pays du Sud aux traitements sous brevet. Comment pourrions-nous accepter que notre pays, que les pays riches ne soient pas capables de la même détermination lorsqu'il s'agit de mettre la main à la poche pour

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

s'acquitter de la contribution promise au Fonds global de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme ? Encore une fois, l'enjeu, et Ernest MOBIO nous l'a rappelé avec beaucoup de conviction, est tellement énorme, et les solutions si prosaïques... Le nerf de la guerre est financier : c'est dire s'il est, plus que tout, politique.

Justement, « le Sida se soigne par la politique » : cette formule, qui touche si juste et qui correspond si bien à l'état d'esprit d'ELCS, nous la devons au Professeur Willy ROZENBAUM. C'est le titre qu'il avait donné à une de ses interventions lors de nos États généraux à l'Assemblée nationale, il y a trois ans. Il vient de partir mais je voulais le remercier de cette formule qui depuis a fait florès. Je sais aussi qu'elle plaît beaucoup à Bertrand DELANOË. Cette belle formule, nous en avons fait une manière de slogan. Vous le découvrirez dans quelques secondes, au terme de la diffusion d'un petit film.

Combattre l'indifférence

Avant de vous laisser découvrir ce film de trente secondes, il me semble utile de vous expliquer sa raison d'être. Je vous parlais tout à l'heure d'indifférence, et des carences de notre communication en matière de prévention. Que dire alors du silence glacé qui entoure les malades et les personnes séropositives elles-mêmes, cette centaine de milliers de personnes qui vivent en France avec le Sida et les traitements ? Qui aujourd'hui s'adresse aux séropositifs, hormis les associations elles-mêmes, que je ne saluerai jamais assez ? Sait-on concrètement ce que cela signifie que d'avaler trente cachets par jour, que de supporter les nausées et les stigmates corporels, que de devoir régulièrement quitter son travail pour un rendez-vous à l'hôpital ?

Je veux vous le dire au nom de tous ceux qui vivent avec le virus, ce silence nous pèse atrocement. Alors, grâce à ce film, nous avons voulu briser ce silence. Aujourd'hui, grâce aux progrès thérapeutiques, les personnes séropositives sont souvent capables et désireuses de reprendre une activité. Seulement voilà, et retenez ce chiffre : 100 % des employeurs déclarent qu'ils ne donneraient pas suite à un entretien d'embauche au cours duquel le candidat révélerait sa séropositivité.

Pour le respect de la loi concernant l'embauche des personnes handicapées

Comme vous le savez, une personne porteuse du virus du Sida est astreinte à des traitements extrêmement lourds, contraignants et fatigants. Reprendre une activité n'est alors souvent possible que sur la base de la reconnaissance de sa qualité de travailleur handicapé. Une loi existe depuis quinze ans – elle a été votée à l'initiative de l'actuel Président de la République – pour permettre l'intégration de ces personnes dans le monde du travail. Les entreprises françaises et les fonctions publiques françaises sont tenues de compter dans leurs effectifs 6 % de personnes handicapées. Dans les faits, ce taux dépasse à peine les 4 %.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Plus grave : là où le privé est soumis à des pénalités financières en cas de non-respect, les trois fonctions publiques peuvent s'y soustraire – elles ne s'en privent d'ailleurs pas – et ce dans l'impunité la plus totale.

Quel travers avons-nous donc voulu dénoncer avec ce film, qui sans doute vous fera rire pour mieux vous frapper ? « Faites ce que je dis d'un côté, et pas ce que je fais » : voilà en somme un bel exemple de ce double langage qui consiste à édicter une règle qu'on ne s'applique pas à soi-même. Il est temps que la solidarité et l'intégration ne soient pas de vains mots et que les lois ne restent pas lettre morte pour ceux qui les votent.

Nous allons donc vous présenter ce spot.

(projection du spot)

(applaudissements)

Je tiens à remercier chaleureusement Frédéric MAILLARD, qui est à l'origine de ce projet, Byzance Productions et Yves MONNET, qui ont gracieusement accepté de le produire et d'en permettre la diffusion, Jean-Michel VENNEMANI, son talentueux réalisateur, bien sûr toute l'équipe dont je ne peux pas citer tous les noms tant elle est nombreuse – je cite quand même Sabine, directrice du casting –, et puis les comédiens, qui sont trois, et vous conviendrez de leur talent : Patrice PERTANT, le maire, Stéphane BIZEAUD, le malade, et Gerold BUCHLER, qui jouait le rôle des jambes.

(applaudissements)

Je veux aussi remercier Serge POINSOT, le maire de Vigneux-sur-Seine, puisqu'il a mis à notre disposition les moyens de la mairie de Vigneux-sur-Seine...

(applaudissements)

Jean-Bernard BOLVIN, qui depuis quelques jours avec Frédéric MAILLARD rencontre tous les responsables de chaînes, et je peux vous dire que ça marche plutôt bien : ce film est déjà passé sur Canal Plus il y a deux jours. Durant la semaine du 1^{er} décembre il passera tous les jours sur TF1, sur Planète, sur TMC, sur Voyages, sur Canal Plus, sur Canal Jimmy... Enfin je ne vais pas vous citer toutes les chaînes. Mais je les remercie tous. En quelques jours ils ont fait un travail remarquable et je crois que c'est important : c'est la première fois que des responsables politiques s'adressent aux personnes séropositives, et je crois qu'il fallait le faire à un moment. Donc, merci à tous. Ils ont tous travaillé bénévolement et je crois qu'on peut encore tous les applaudir !

(applaudissements)

Mes chers amis, en conclusion, je pense que je ne vous étonnerai si j'en viens à vous dire en quoi votre présence, aujourd'hui, me touche si profondément, si intimement.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

« Je porte en moi le virus du Sida »

J'évoquais tout à l'heure la situation des pays du Sud. De ces pays où l'on n'ose même pas se faire dépister par peur du verdict, parce qu'il signifie un arrêt de mort certain, parce qu'on n'y a pas accès au traitement. Si j'en parle avec émotion, c'est aussi parce que ce moment, je l'ai vécu, il y a maintenant dix-sept ans. A l'époque on ne soignait pas, on accompagnait la souffrance jusqu'à la mort. Aujourd'hui je suis face à vous, je suis vivant. Je préside deux associations, j'ai des responsabilités dans beaucoup d'autres, je suis élu de cette belle région, j'exerce des fonctions de directeur des Solidarités à la mairie de Vigneux-sur-Seine et je travaille même à l'écriture d'un troisième livre. J'ai une vie professionnelle, comme vous voyez assez chargée, amicale, affective et sexuelle. J'ai des amis formidables, qui m'entourent chaque jour, qui me réconfortent dans les moments de doute, qui me redonnent souvent de l'énergie quand elle disparaît : Sheila, qui est exceptionnellement absente pour ces États généraux mais si présente dans nos cœurs, Dominique VERSINI, ma sœur, Roselyne BACHELOT, qui nous a aussi laissé un message que vous pouvez avoir à l'entrée, qui a toujours été à nos côtés et qui est une fidèle amie, Philippe LOHÉAC, mon vieux complice depuis tant d'années, Frédéric LATOUR, Arnaud RABIER, Odette DROUDUN, qui nous aide beaucoup à ELCS.

Ces dernières semaines, je vous l'avoue, ont été très difficiles, mais j'ai de la chance : outre l'affection qui m'entoure, ma santé tient bon.

Celles et ceux d'entre vous qui me connaissent de longue date ont pu se demander pourquoi j'avais tant tardé à dire ces mots simples : « Je porte en moi le virus du Sida ». Ces mots simples, oui, mais quelle réalité ! J'en ai parlé tout à l'heure, il est encore aujourd'hui, et beaucoup d'entre vous le savent, terriblement difficile de parler de sa maladie, quelle qu'elle soit, d'ailleurs. Mais de celle-ci, je crois, plus qu'une autre, parce qu'elle est indiscreète, parce qu'elle est intime, et parce qu'elle touche à des tabous dont on n'aime pas parler dans ce pays, la sexualité, la toxicomanie.

Lorsque j'ai pris cette décision de révéler ma séropositivité, je ne savais pas quelles en seraient les conséquences. Je ne savais pas à quoi je m'exposais. Et cela fait six mois. Tout se passe bien pour l'instant. Il y a une espèce de vieille superstition suivant laquelle, lorsque quelqu'un dit publiquement sa maladie, il meurt dans les mois qui suivent. Pourtant je suis toujours là. Vous voyez, la superstition n'a pas fonctionné !

Tout d'abord je me sens libre, infiniment plus libre que je ne l'étais caché sous la chape d'un silence qui pouvait ressembler à de la honte. Je n'ai pas honte. Avoir honte reviendrait à donner raison à ceux qui considèrent le Sida comme la sanction d'une faute, à ceux qui voudraient jeter l'opprobre sur les malades, qui voudraient les enfermer hors de leur vue, qu'ils soient hommes ou femmes, homos ou hétéros, toxicomanes ou prostitués, pères ou mères de famille.

Non seulement je n'ai pas honte, mais je suis fier. Fier, mais bien sûr sans orgueil. Fier tout simplement d'être un militant honnête de la lutte contre le Sida. Fier d'avoir redonné de l'espoir à ces centaines de personnes qui m'ont écrit pour me dire leur souffrance, leur peur, leurs angoisses ou tout simplement leur soutien et leur reconnaissance.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Prochainement, je l'espère, je serai en mesure de vous présenter à cette tribune un recueil de témoignages sur le vécu de la séropositivité, de tous horizons, de tous genres. La maladie n'est pas une abstraction, elle a mille visages. Il nous faut, je crois, aujourd'hui, en convaincre les Français. Oui, il faut aujourd'hui que la maladie sorte de l'ombre. Notre civilisation a peur de la maladie comme elle a évidemment peur de la mort. Pourtant, chacun d'entre nous y sera confronté, tôt ou tard.

Accepter d'en parler a peut-être eu pour moi la valeur d'un exorcisme. Après le long et douloureux chemin intime vers l'acceptation du virus en moi, je dirai que cette parole a représenté un second apprivoisement : celui du regard de l'autre. Ce matin, dans cet hémicycle où je siège depuis plus de cinq ans, dans vos regards je ne vois ni rejet, ni pitié, ni commisération : je vois de la considération pour l'homme que je suis, pour le militant que je suis, par delà ma sérologie. Et ce qui est possible pour moi doit l'être pour chacun, pour tout être qui souffre dans sa chair et dans son âme. Tel est désormais, en tout cas, le sens de mon combat à vos côtés et je vous en remercie.

(vifs applaudissements)

Merci beaucoup. Je vais donner la parole au Président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis DEBRÉ.

CONCLUSIONS PAR M. JEAN-LOUIS DEBRÉ

Président de l'Assemblée nationale

M. Jean-Louis DEBRÉ (*Président de l'Assemblée nationale*) – Monsieur le Président, Mesdames les Ministres, je vous remercie de m'avoir invité à clôturer ce colloque. Permettez-moi d'abord de dire à Jean-Luc ROMERO toute ma sympathie pour le combat qu'il a choisi de mener, et qu'il mène activement. Je suis fier de le connaître et fier de le voir travailler. Ce combat contre la maladie doit tous nous mobiliser, tous nous rassembler, et je souhaite que l'année prochaine ce colloque ait lieu à l'Assemblée nationale, au cœur même de la représentation nationale, comme nous l'avons fait avec Dominique VERSINI pour l'exclusion. Je crois que c'est là qu'il faut sensibiliser les élus, tous les élus, quels que soient ces élus.

Il importe aujourd'hui de rappeler à tous que la pandémie du Sida est toujours en progression. Nous, élus locaux, départementaux, régionaux, voire nationaux, nous avons une mission bien particulière et essentielle, celle de concrètement illustrer la devise de la République : fraternité, égalité, donc liberté.

Relance du Groupe d'étude sur le Sida

Pour ce faire, et pour mettre l'Assemblée nationale au cœur de ce problème, j'ai décidé de relancer le Groupe d'étude sur le Sida. Cette relance m'avait été demandée par Jean-Luc ROMERO. Créé il y a longtemps, ce groupe d'étude, vous l'avez dit, était tombé en désuétude sous la précédente législature. Il est remis en place. Un groupe

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

d'étude est donc constitué, son Président est désigné. Cette initiative, cette résurrection est la traduction de l'implication que je veux des parlementaires dans la lutte contre le Sida, quelle que soit l'origine politique de ces parlementaires.

Ce groupe d'étude aura aussi pour but de servir de relais à la demande des malades, à la demande des associations telles que la vôtre, pour faire remonter auprès de l'ensemble des députés les doléances, les besoins, les espoirs et les craintes. Je souhaite aussi que ce groupe d'étude participe activement à la réflexion de la nation à ce sujet et je souhaite aussi que l'Assemblée nationale voit, le moment venu, peut-être en même temps que le prochain colloque, l'organisation d'un débat sur cette maladie et sur la lutte contre le Sida.

Là aussi je souhaite que ce débat se fasse dans la dignité avec l'ensemble des élus quels qu'ils soient et qu'enfin, sur un sujet aussi important, les clivages politiques disparaissent.

Dépasser les clivages pour mieux lutter

Nous sommes confrontés, nous, responsables politiques, à un certain nombre de défis. Ou nous avons la capacité de dépasser nos oppositions et de répondre à ces défis, l'exclusion, la maladie, et à ce moment-là nous réhabiliterons la politique, l'engagement politique, la valeur du politique, ou nous ne savons pas faire taire nos divisions partisans, et à ce moment-là nous ne serons pas à même de réhabiliter l'engagement politique.

Oui, il faut tous nous mobiliser. Dans notre pays d'abord, car si les experts, les responsables et les militants d'associations, comme vous-mêmes, demeurent attentifs et vigilants, on constate aujourd'hui partout que le thème du Sida recule dans les préoccupations de santé publique de la population. Nous constatons en tant qu'élus locaux que ce recul se traduit de façon multiforme : perte d'intérêt, baisse des dons, diminution du nombre des bénévoles. Or, la réalité nous incite au contraire, et c'est notre responsabilité, à rappeler à tous que cette maladie existe, progresse et qu'il faut donc rester vigilant.

Les maladies sexuellement transmissibles progressent toujours

Les études montrent une dégradation des pratiques préventives et nous tous, maires que nous sommes, le voyons quotidiennement dans notre ville. Et cette dégradation des pratiques préventives est particulièrement le fait des jeunes, qui ont été moins sensibilisés que nous à l'impact émotionnel des premiers ravages de l'épidémie. Les maladies sexuellement transmissibles progressent. Nous serions coupables d'être indifférents à cette progression, et c'est notre responsabilité de prendre ce sujet avec beaucoup de force, parce qu'on ne peut pas accepter cette progression des maladies sexuellement transmissibles.

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Ce relâchement dans les attitudes de précaution peut s'expliquer aussi par les progrès effectués dans notre pays contre la maladie. Tant mieux ! C'est vrai que le nombre de cas de Sida a décliné fortement au milieu des années 90 pour atteindre 1 700 cas par an. Le nombre des décès, c'est vrai, s'est également réduit. Le nombre des personnes vivant après avoir développé le virus est en progression.

Effet de la prévention, effet de nouvelles stratégies thérapeutiques, oui. On peut faire reculer la maladie, on le sait aujourd'hui. Donc, il y a des raisons d'espérer, et il y a des raisons d'espérer si nous nous mobilisons tous. Mais la complaisance serait mauvaise conseillère, car la bataille n'est pas gagnée, ni dans notre pays ni sur le plan mondial.

En France, après les fortes baisses enregistrées entre 1994 et 1997, on s'aperçoit que le nombre de cas s'est stabilisé depuis 1998. Chez les homosexuels et les usagers des drogues, le nombre de cas a continué à diminuer entre 1998 et 2001, mais depuis cette date il s'est stabilisé. Chez les hétérosexuels, on constate une augmentation de près de 10 % entre 1998 et 2001. Selon les experts, au premier semestre 2002, la moitié des cas de Sida sont liés à une contamination hétérosexuelle.

Comme le montre l'analyse de ces chiffres, l'infection au virus VIH et le Sida concernent toutes les catégories de population. Pointer du doigt telle ou telle catégorie à risque non seulement stigmatise cette catégorie mais conduit évidemment à détourner implicitement les autres d'une pratique de prévention. C'est donc une attitude à proscrire, et il faudra le dire, et le dire clairement.

Il nous faut agir sur tous les fronts sans ménager nos efforts. Sur le plan national, je voudrais saluer les objectifs des gouvernements successifs, marqués par une prise de conscience et aujourd'hui par le renforcement du plan triennal 2002-2004 de la lutte contre le VIH. L'effort du ministre de la Santé pour la lutte contre le Sida représente 62 millions d'euros dans le projet de loi de finances 2003, et je souhaite, Monsieur le Président, que face au gel républicain il y ait un antigel démocratique.

La prévention est prioritaire

La prévention est le premier objectif du plan d'action, avec le développement de campagnes ciblées sur les groupes les plus exposés et la diversification des moyens préventifs. N'oublions pas qu'en l'absence de vaccin ou de traitement totalement efficace, la prévention est la seule arme qui nous permet aujourd'hui d'endiguer l'épidémie.

Le second objectif concerne la prise en charge thérapeutique, avec l'amélioration et l'accessibilité et de l'efficacité du dépistage. En 2001, plus de 4 millions de tests de dépistage ont été réalisés, permettant de diagnostiquer environ 4 500 infections nouvelles. Cet effort doit se poursuivre, et si possible s'amplifier. Ce sera aussi notre responsabilité d'élus de faire en sorte que cette campagne s'amplifie.

Il convient aussi, pour que cette campagne ait un effet, de sensibiliser les maires dans

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

toutes les communes de France. Oui, mobilisons sur cette campagne les élus nationaux mais aussi les élus locaux.

Il convient d'améliorer les dispositifs d'accès au traitement post-exposition, et l'organisation d'une prise en charge spécifique notamment pour les femmes et les patients co-infectés par le VIH et le VHC, Virus de l'hépatite C.

Les autres objectifs sont l'accompagnement et le soutien social – je préférerais dire le soutien humain –, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de ce plan.

Permettez-moi aussi d'insister sur l'importance d'une prise en charge spécifique pour les femmes, avec des actions thérapeutiques spécifiques, l'évaluation de l'ostéoporose ou le remboursement de certaines prescriptions.

Accroître l'effort de solidarité internationale

Mais la pandémie ne connaît pas les frontières. Nous devons donc porter nos regards et nos soins au-delà de l'Hexagone, car certains pays vivent une situation véritablement dramatique, et notre responsabilité d'élus nationaux est de faire en sorte que par la tribune de l'Assemblée nationale nous crions notre angoisse et notre espoir.

Si en Europe de l'Ouest la progression a été ralentie mais reste à l'état endémique, en Europe de l'Est, dans les Pays baltes, en Ukraine, en Russie, le développement de l'épidémie prend des proportions alarmantes. En effet, les infections à VIH y sont sept fois plus élevées que dans l'Europe de l'Ouest : 350 par million d'habitants, contre 50 par million à l'Ouest. L'ensemble du monde est touché, et plus spécialement les pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie. On estime aujourd'hui à 5 millions le nombre de personnes qui ont été infectées par le virus au cours de la seule année 2001, dont 800 000 enfants. Au total 40 millions de personnes seraient touchées par le virus, et vous voudriez qu'on reste indifférent à cela ? Ce n'est pas possible !

11 millions d'orphelins en Afrique

Dans le sous-continent d'Afrique subsaharienne, l'épidémie est à l'échelle d'une véritable catastrophe humanitaire et économique. Le nombre total de personnes y vivant avec le VIH-Sida est évalué par les instances internationales à 28,5 millions. Le nombre d'orphelins à cause du Sida y serait d'11 millions. Le problème de santé publique est gigantesque, mais il se transforme maintenant en crise de développement économique. Les générations arrivées à l'âge productif sont littéralement décimées. Et vous voudriez qu'on reste indifférent à cela ? Ce n'est pas possible ! Car la situation est alarmante. Les chiffres sont effrayants. Cependant ils ne doivent pas nous tétaniser, car une lutte efficace contre la maladie au niveau mondial est possible. Des traitements peuvent être employés efficacement, avec un coût maîtrisé.

Je voudrais insister tout particulièrement sur l'importance de cette internationalisation de la lutte contre le Sida, et je voudrais que l'Assemblée nationale devienne à

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

l'occasion de ce débat, le centre où nous pourrions inviter un certain nombre de parlementaires d'autres pays pour venir avec nous parler de cette lutte internationale contre le Sida. Et j'en profite pour remercier M. MOBIO, ancien maire d'Abidjan et coordinateur de l'Alliance des maires et responsables municipaux sur le VIH-Sida en Afrique, pour sa présence, son intervention ce matin et son action.

La lutte contre l'infection par le VIH doit en effet s'inscrire dans un plan mondial, et pour nous tous qui avons une certaine idée de la France, il faut que nous soyons au cœur de ce combat mondial contre le Sida. C'est ainsi que la France et les pays industrialisés doivent aider les pays en voie de développement à organiser une véritable solidarité dans l'action contre la pandémie. Notre pays doit être exemplaire dans cet effort mondial, qui doit porter sur l'accès au médicament, sur l'aide bilatérale et sur l'aide multilatérale.

Respect des promesses faites à Doha

Le Président de la République avait insisté, dans son message à la Conférence internationale sur le Sida en juillet dernier, pour que les discussions au sein de l'OMC sur le lien entre la propriété intellectuelle et l'accès au médicament soient conformes aux promesses de Doha et que les pays pauvres aient accès à des médicaments à des prix correspondant à leur pouvoir d'achat. Le Gouvernement vient de rappeler cet engagement et d'inviter les pays de l'Union européenne à faciliter rapidement et de façon concertée cet accès.

Oui, l'Europe a un rôle à jouer en ce domaine. L'Europe, ce n'est pas simplement une organisation politique, ce n'est pas simplement une organisation économique ; c'est aussi un regard vers la fraternité et pour la fraternité.

Sur le plan bilatéral, le Gouvernement s'inscrit dans l'axe tracé et conforme. Je mentionnerai les initiatives déjà prises par notre pays, telles que le programme appelé ESTHER, fondé sur une solidarité thérapeutique en réseau entre les établissements hospitaliers du Nord et ceux des pays du Sud, avec pour objectif l'accès aux soins des personnes atteintes par le VIH-Sida dans les pays du Sud et un renforcement des structures et des compétences. Cette initiative a été rejointe par d'autres pays européens comme l'Italie, l'Espagne, et devrait être bientôt rejointe par les États-Unis.

Effort gouvernemental : 150 millions d'euros sur trois ans

Au-delà des initiatives propres à la France, qui sont d'ailleurs soutenues par d'autres pays, le Gouvernement contribuera sur le plan multilatéral au Fonds mondial contre le Sida pour un montant de 150 millions d'euros sur trois ans, soit 50 millions par an. La création du Fonds mondial à l'initiative du G8 peut être l'instrument qui fera faire à la lutte contre le Sida le saut qualitatif nécessaire en matière de financement.

Au total, l'aide internationale de la France à la lutte contre le Sida reflète désormais les priorités de notre pays. Si l'on intègre la contribution au Fonds mondial de 50 mil-

SEPTIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

lions d'euros, le financement de l'initiative ESTHER à 9 millions d'euros, notre contribution bilatérale classique à l'effort de la France est passée à 82 millions d'euros alors qu'elle n'était que de 20 à 26 millions d'euros les années précédentes, et c'est bien qu'il en soit ainsi. Nous n'insisterons jamais assez sur l'impérieuse nécessité de rester constamment mobilisés contre ce fléau qu'est l'infection par le VIH.

L'honneur de la France et l'honneur des responsables politiques français est de montrer aux sceptiques, aux blasés et aux résignés que la voie de l'espoir passe par la France. C'est ce que je veux, c'est ce que je souhaite, et c'est pourquoi, Monsieur le Président, je souhaite que l'année prochaine ce colloque s'organise au cœur même de la représentation nationale, pour que nous criions tous ensemble notre cri d'angoisse et d'espoir.

(applaudissements)

M. Jean-Luc ROMERO – Merci, Monsieur le Président, pour cette invitation que bien sûr nous honorerons, et aussi pour cette annonce, que nous attendions, d'un Groupe d'étude sur le Sida. Je crois qu'il est important que ses travaux reprennent.

Je vous signale que le cocktail a lieu à la Garde républicaine, à vingt mètres d'ici. Maintenant nous allons quitter la tribune et rendre un hommage aux personnes qui sont mortes du Sida et aux personnes qui vivent avec le Sida grâce au Chœur Mélo'Men, auquel nous cédon la place.

Encore merci à vous tous.

La séance est levée à 13 heures 30.



**MANIFESTE
DES ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA**

Elu(s) local(s), je m'engage à :

- 1. Sensibiliser mes citoyens sur la nécessité de la prévention contre le Sida et sur la solidarité à l'égard des personnes séropositives ou ayant déclaré la maladie,*
- 2. Mettre en oeuvre une politique de lutte contre le Sida planifiée sur la durée de mon mandat et dans la collectivité locale dont je suis élu(e). Cette politique sera définie en concertation avec les pouvoirs publics, les intervenants locaux, les associations nationales et locales de lutte contre le Sida.*

NOM : PRENOM :
Mandat(s) électif(s) :
Collectivité locale :
Adresse :
Code Postal : VILLE :
Téléphone : Télécopie :
E-Mail :

Fait à : le :
Signature :

A retourner à Jean-Luc ROMERO - ELCS - 84, rue Quincampoix - 75003 Paris
Téléphone : 01 42 72 36 46 - Télécopie : 01 42 72 37 57
E-Mail : elcs@wanadoo.fr - Web : <http://www.vih.org/elcs/>

“LE COMBAT POUR LA VIE”
11 orientations pour les collectivités locales

Prévenir la transmission du Sida

- 1 Lancer des campagnes de prévention ciblées et de proximité, à destination des groupes vulnérables (toxicomanes, étrangers, jeunes, homosexuels, personnes handicapées...).
- 2 Mettre en œuvre des campagnes de prévention et d'information sur la sexualité dans les lieux d'activités collectives (colonies de vacances, camps d'adolescents, centres aérés, clubs sportifs...).
- 3 Mettre gratuitement à disposition une permanence pour les associations de lutte contre le Sida, afin d'y mener, d'une part, des actions de prévention et d'information et d'y recevoir, d'autre part, les malades et leurs familles.
- Simplifier des demandes de subventions et les attribuer plus rapidement sur des contrats objectifs.
- 4 Financer un bilan de santé annuel pour les 15-25 ans qui n'ont pas de couverture sociale, avec la possibilité de faire un dépistage gratuit et anonyme du VIH.
- 5 Mettre gratuitement à disposition sur les présentoirs dans les mairies, les annexes, les équipements sportifs (notamment les piscines), des préservatifs accompagnés de manuels d'explication et de sensibilisation au Sida, à l'hépatite C et aux MST.
- 6 Mettre en service des automates échangeurs-récupérateurs de seringues, ouvrir de nouvelles « boutiques » ou soutenir des équipes mobiles dans les collectivités touchées par la toxicomanie par voie intraveineuse.
- 7 Nommer un « Monsieur Sida » dans les grandes villes et collectivités très touchées qui soit entouré d'un comité composé de médecins, de travailleurs sociaux, d'élus et de responsables d'associations de lutte contre le Sida et travaillant en concertation avec le chargé de mission départemental de la DDASS.

Aider les séropositifs et les malades

- 8 Favoriser l'aide et les soins à domicile en étendant aux malades du Sida la téléalarme, le portage de repas, de médicaments, l'aide à domicile, les auxiliaires de vie, etc...
- Mettre en place un service d'aide psychologique et social, grâce notamment à une formation spécifique des assistantes sociales et des travailleurs sociaux, et à la permanence d'un psychologue.
- Soutenir les stages pour les malades souhaitant retrouver un emploi.
- 9 Réserver des appartements sociaux aux personnes atteintes du Sida.
- Soutenir la création d'appartements thérapeutiques.
- Cautionner les malades auprès des bailleurs privés.

Lutter contre les discriminations

- 10 Mettre en œuvre des actions « grand public » de sensibilisation contre la discrimination des personnes atteintes du VIH et favorisant la tolérance.
- Former certains personnels : police municipale, personnel communal, enseignants, etc...

Aider les pays en voies de développement

- 11 Jumelage des collectivités locales françaises avec des communes d'Afrique subsaharienne touchées par le VIH : aide et conseils, envoi de préservatifs et de médicaments, soutien dans la prise en charge des « orphelins du Sida ».
- Prévoir dans les accords de coopération décentralisée un volet Sida pour les pays en voie de développement.

COUPON A RETOURNER

*Les Huitièmes Etats Généraux d'Elus Locaux Contre le Sida
se dérouleront le samedi 15 novembre 2003
à l'Assemblée nationale*

*Sous le Haut Patronage de Jacques Chirac,
Président de la République*

*Sous la Présidence de Jean-Louis Debré,
Président de l'Assemblée nationale*

Réponse impérative avant le 5 novembre 2003

Par télécopie : 01 42 72 37 57

Par mail : elcs@wanadoo.fr

Par courrier : en renvoyant le coupon à ELCS
84, rue Quincampoix – 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Qualité (Mandat, association, Journal, Société...) :

Adresse :

CP :

Ville :

Téléphone :

Télécopie :

- Participera aux 8^{èmes} États Généraux d'ELCS
- Participera au cocktail offert par Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale
- Ne participera pas aux États Généraux mais souhaite recevoir les actes (10)
- Souhaite adhérer à ELCS (Élus non indemnisés : 25 - Élus indemnisés : 31
– membres bienfaiteurs, non élus : 46 et plus)





*Parce que le Sida n'est pas une fatalité,
parce que le malade a besoin de soutien et de respect,
les élus locaux doivent se mobiliser contre le Sida.*

SHEILA
Présidente d'Honneur d'ELCS

Jean-Luc ROMERO
Président D'ELCS

BULLETIN DE COTISATION

M.

Mme

Mlle

Nom : Prénom :

Fonction électorale :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Télécopie :

E-mail :

adhère à ELCS

Etudiants, chômeurs, non élus : 15 €

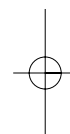
Elus non indemnisés : 25 €

Elus indemnisés : 31 €

Soutien : 46 € et plus

Ci-joint un chèque de€, à l'ordre d'ELCS, à retourner à :

Elus Locaux Contre le Sida
84, rue Quincampoix - 75003 Paris
Téléphone : 01 42 72 36 46 - Télécopie : 01 42 72 37 57
E-mail : elcs@wanadoo.fr - www.elcs-asso.com



Dépôt légal : Octobre 2003.

Imprimerie ARLYS - Tél. 01.34.53.62.69

